

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

FAUX ESPOIRS : LA POLOGNE, L'ALLEMAGNE ET L'ÉCHEC DU
DÉSARMEMENT SOUS L'ÉGIDE DE LA SDN (1932-1934)

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR

WIT MACKOWIAK

MAI 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [a] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

L'apport de nombreuses personnes et institutions a rendu possible la réalisation de ce mémoire. Je désire avant tout remercier mon directeur de maîtrise, Andrew Barros du Département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal, pour ses conseils utiles et surtout sa patience tout au long de mon cheminement. L'appui de ma femme, Valérie Bercier, dont les précieux encouragements me permirent de passer au travers des difficultés rencontrées lors de la rédaction, doit aussi être mentionnée.

Je suis reconnaissant à ma cousine Asia Jędrzejewska-Szmek et son mari Zbyszek pour m'avoir hébergé durant mon séjour de recherche à Varsovie. Leurs amis Konrad et Monika Niciński y furent également d'une aide inestimable dans la navigation du monde universitaire et des archives militaires en Pologne. De même, mon passage aux archives à Berlin aurait été considérablement plus difficile sans l'aide qui me fut donnée par Michał Florczyk et sa femme Ania. Je souhaite également remercier plusieurs amis m'ayant accompagné tout au long de mon cheminement, dont Jean-François Limoges, Pauline Fougère, Simon Dagenais, Roxane Samson-Paquet et le dernier mais non le moindre, Jacques Daniel.

Naturellement, tout ceci aurait été impossible sans les bourses qui me furent octroyées par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, qui rendit possible ma visite des archives polonaises en 2010, et du Fonds québécois de recherche sur la société et la culture m'ayant permis d'entreprendre un voyage de recherche en Allemagne en 2011.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS SIGLES ET ACRONYMES	v
RÉSUMÉ	vi
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
LA SDN ET SA PLACE DANS LES POLITIQUES ÉTRANGÈRES POLONAISE ET ALLEMANDE.....	17
1.1 La sécurité collective : un nouvel ordre international ?	18
1.2 Un ordre juridique supranational ?.....	23
1.3 Un rôle croissant de l'opinion publique dans les affaires mondiales ? ...	26
1.4 Mise en contexte du sujet de thèse	28
1.5 La Conférence du désarmement : le dernier souffle de la SDN ?	32
1.6 La rupture de l'ordre international à la veille de la Conférence	34
1.7 Le déroulement de la Conférence	37
CHAPITRE II	
LA POLOGNE À LA CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT	44
2.1 Mise en contexte	45
2.2 Préserver l'ordre de Versailles dans la SDN.....	48
2.3 Préparatifs à la veille de la Conférence.....	51
2.4 La stratégie polonaise et les Grandes puissances	54
2.5 Le désarmement moral et autres initiatives polonaises.....	55
2.5 La tenue de la Conférence.....	57
2.7 Vers la désillusion.....	59
2.8 Vers l'abandon de la sécurité collective.....	64
CHAPITRE III	
L'ALLEMAGNE À LA CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT	70
3.1 Préparatifs à la veille de la Conférence.....	73
3.2 La nécessité du changement et le bienfondé des exigences allemandes ..	74
3.3 L'Allemagne modérée.....	76

3.4	Primauté du droit international et du droit moral.....	78
3.5	Le rôle clé de l'opinion publique	81
3.6	La Reichswehr : adversaire du désarmement.....	84
3.7	De la fin de la coopération à l'abandon de la SDN.....	86
3.8	Pourquoi l'abandon de la coopération ?.....	95
CONCLUSION.....		97
BIBLIOGRAPHIE.....		103

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AA	Auswärtiges Amt (Ministère des Affaires étrangères allemand)
AAN	Archiwum Akt Nowych (Archives des actes nouveaux)
CAW	Centralne Archiwum Wojskowe (Archives militaires centrales)
MSZ	Ministerstwo Spraw Zagranicznych (Ministère des Affaires étrangères polonais)
RP	Rzeczpospolita Polska (Deuxième République de Pologne)
SDN	Société des Nations

RÉSUMÉ

Le 2 février 1932 ouvre à Genève la Conférence pour la réduction et la limitation des armements. Celle-ci devait finalement mettre en branle le désarmement généralisé des puissances membres de la Société des Nations qui fut promise depuis le désarmement imposé à l'Allemagne en 1919. Il va s'en dire que cette tentative s'avéra être un échec total et s'effondra suite au retrait allemand de la Conférence en octobre 1933.

L'historiographie s'étant penchée sur le sujet s'est généralement contentée de présenter l'événement comme étant une progression linéaire vers un échec prédestiné. Or, une telle lecture fit en sorte que beaucoup de nuances furent perdues autant au sujet des événements qui ont transpiré à la Conférence, qu'au sujet du rôle que joua la SDN dans les politiques étrangères des pays membres. Ainsi, l'étude suivante aborde la Conférence des yeux polonais et allemands dans le but de démontrer deux choses. D'une part, il sera argumenté que la progression vers l'échec s'est fait de manière erratique et beaucoup plus complexe que ce que nous serions portés à croire. D'autre part, il sera démontré que la SDN ne détient pas une place purement secondaire dans les politiques étrangères de la Pologne et de l'Allemagne : les intérêts sécuritaires des deux pays sont intimement liés à l'organisation genevoise et ils voient pertinemment les avantages que peut leur conférer une Convention de désarmement qui leur est favorable.

La SDN est incontournable lorsqu'on aborde la politique étrangère des deux pays dans le premier demi de l'entre-deux-guerres. Elle prend en charge plusieurs mandats issus des traités de paix qui concernent directement l'Allemagne et la Pologne, dont le désarmement, la protection des droits des minorités et la garantie sécuritaire des pays membres. La Pologne doit sa renaissance et la garantie de son existence aux mêmes traités de paix qui ont enchaîné la République de Weimar suite à la Grande Guerre. En résulte qu'à partir de l'entrée de l'Allemagne dans la SDN en 1926, celle-ci devient un forum privilégié autant pour les Allemands souhaitant la révision des clauses discriminatoires du traité de Versailles, que pour les Polonais souhaitant conserver ces mêmes clauses dans leur intégralité. C'est dans cette logique que les deux pays s'engagent à la Conférence du désarmement en hiver 1932. L'Allemagne souhaite se faire reconnaître le droit à l'égalité en matière d'armements, et la Pologne, craignant que cette dernière n'use de son potentiel militaire pour imposer la révision de leur frontière commune, s'engage pour assurer le contraire. Des calculs d'opinion publique entrent en jeu au sein des deux États qui tentent de convaincre la communauté internationale du bien-fondé de leurs exigences respectives dans le but que soit signée une Convention de désarmement leur étant favorables. Toutefois, au fur et à mesure que les discussions s'enlisent, que les militaires gagnent en influence dans une Allemagne devenant progressivement moins flexible et que les Grandes puissances commencent à ignorer les Petites telles la Pologne, les deux pays commencent à chercher des alternatives à la sécurité collective incarnée par la SDN.

Mots-clés : Pologne, Allemagne, entre-deux-guerres, Société des Nations, sécurité collective, désarmement

INTRODUCTION

Le samedi 14 octobre 1933, coïncidant avec la réouverture des travaux de la Conférence pour la réduction et la limitation des armements tenue à Genève, le chancelier allemand Adolf Hitler se prononce sur les ondes radio allemandes. Il dénonce l'humiliation qu'a subie l'Allemagne à la Conférence et en conséquence, il annonce le retrait immédiat du Reich de l'évènement et de l'organisation hôte, la Société des Nations.¹ Plus tard dans la soirée, Hitler s'explique. Il met en cause l'injustice du Traité de Versailles, qui a humilié l'Allemagne en la forçant à désarmer tout en promettant un désarmement général qui n'est jamais venu, qui a relégué l'Allemagne au stade de puissance vaincue à perpétuité et qui serait à l'origine de la crise économique sévissant à l'époque. De même, il critique la Conférence de désarmement infructueuse de placer l'Allemagne sur un pied d'égalité avec les autres puissances membres.²

Son discours est suivi de l'annonce de la dissolution du Reichstag en vue de la tenue d'élections et d'un plébiscite ; le 12 novembre prochain, le peuple allemand devra se prononcer sur la décision d'Hitler. La date venue, une majorité écrasante (95.1%) déclare que la politique du Reich « est l'expression de sa propre vision et de sa propre volonté » et vote en faveur de la décision d'Hitler de sortir de la SDN. Naturellement, une grande majorité vote pour réélire l'unique parti inscrit sur le bulletin de vote.³ Le retrait allemand de la Société des Nations s'avèrera être un coup fatal pour

¹ Sont publiées en même temps deux proclamations expliquent de façon plus détaillée la décision du chancelier; Adolf Hitler, *Speeches and proclamations, 1932-1945: the chronicle of a dictatorship*, édité par Max Domarus, Wauconda, Bolchazy-Carducci, 1990, vol. 1, p. 364-366.

² *Ibid.*, 367-374.

³ Traduction libre « Do you, German man, you, German woman, approve of the politics of your own Reich Government, and are you willing to declare that they are the expression of your own view and your own will and to bear solemn witness to this? » *Ibid.*, p. 393. Bien que le vote fut truqué, au moins un auteur suggère que même si elle avait été laissée libre de faire son choix, la majorité de la population allemande aurait probablement voté en faveur du retrait de la SDN; Richard J. Evans, *The Third Reich in Power, 1933-1939*, New York, The Penguin Press, 2005, p. 618-619.

l'organisme. L'un des plus ambitieux projets de paix dans l'histoire ne s'en remettra pas et commence dès lors son déclin vers l'obscurité.

Bien que ce fût un chapitre capital du projet de paix de l'entre-deux-guerres, la mémoire de la SDN et de son ambitieux projet de démilitariser l'Europe fut éclipsée par les progrès du nazisme et l'éclatement en 1939 de la guerre que l'organisme aurait dû prévenir. Cette éclipse est reflétée dans la production historique car l'étude de la Société des Nations figure peu dans le corps d'ouvrages dédiés à cette période. En guise d'exemple, il suffit de citer les observations de deux auteurs commentant sur leurs champs d'expertise : Richard J. Evans note l'impossibilité pour quelconque historien de maîtriser entièrement le contenu des plus de 37,000 ouvrages dédiés au nazisme.⁴ En revanche, Susan Pedersen observe que la production littéraire au sujet de la SDN s'effondre suite à sa dissolution où dans les plus de 3,000 ouvrages publiés, la majorité date d'avant les années 1950.⁵ L'échec de la SDN en matière de sécurité l'a relégué à l'oubli.

Les historiens qui se sont penchées sur l'histoire de la SDN ont avant tout abordé une thématique de déclin et de chute quasi-inévitable de l'organisme qui met avant tout l'accent sur ses échecs et en conséquence néglige la nature complexe de la relation qu'entretennent les États avec l'organisme. Depuis quelques années, toutefois, nous assistons à un renouveau d'intérêt pour l'étude de la SDN. Des aspects de l'organisme qui furent jadis négligés au profit de l'étude de son grand échec en matière de sécurité internationale sont désormais explorés. Ce qui en découle est une image plus nuancée du rôle et de la signification historique de la SDN. Par exemple, ses actions humanitaires sont mises en lumière : la SDN étant un des premiers organismes internationaux ayant été pourvu de la mission de gérer les conflits territoriaux de pays nouvellement formés et de

⁴ Richard J. Evans, *The Coming of the Third Reich*, New York, The Penguin Press, 2004, p. xvi. L'information date de l'an 2000.

⁵ Susan Pedersen, « Back to the League of Nations », *The American Historical Review*, vol. 112, no. 4 (oct. 2007), 1^{ère} note en bas de page, p. 1091. Le nombre cité date de l'année 2007.

défendre les droits des minorités ethniques se trouvant derrière ces frontières.⁶ Son rôle dans l'établissement de normes internationales et en matière économique est également examiné.⁷ Bref, il est désormais reconnu que l'histoire de l'organisme ne se résume pas par ses échecs en matière de sécurité. Ceci étant dit, nous sommes de l'avis que la question sécuritaire mérite également d'être révisée.

Ce travail se donne pour objectif de revisiter la question de l'échec de la sécurité collective la Société des Nations, par le biais de l'un de ses plus grands échecs, celui du désarmement. La SDN est au cœur du système des relations internationales pour la période de l'entre-deux-guerres car c'est la première tentative concrète des puissances occidentales de création d'un forum international devant garantir la paix. Par conséquent, l'avenir de la SDN et de la coopération internationale en matière de maintien de la paix se joue en 1932, avec l'ouverture de la Conférence mondiale du désarmement. La pertinence de cet événement tient du fait qu'il constitue une dernière tentative de démilitariser la diplomatie européenne avant l'avortement du projet suivant l'ascension d'Hitler à la Chancellerie en 1933. Ce dernier retire son pays de la Société et de la Conférence en octobre 1933 sonnant ainsi le glas de la SDN. L'atmosphère internationale ne fera que s'envenimer pour le reste de la décennie, provoquée par le réarmement d'une Allemagne toujours plus belliqueuse.

⁶ Pour n'en citer que quelques uns: Carole Fink, *Defending the Rights of Others: The Great Powers, the Jews, and International Minority Protection. 1878-1938*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, 420p. ; *Id.*, « Minority Rights as an International Question », *Contemporary European History*, Vol. 9, No. 3, Theme Issue: Reflections on the Twentieth Century (Nov.,2000), p.385-400.; Mark Mazower, « Minorities and the League of Nations in Interwar Europe », *Daedalus*, Vol. 126, No. 2, Human Diversity (Spring, 1997), p.47-63.; Christian Raitz von Frentz, *A Lesson Forgotten: Minority Protection under the League of Nations: The Case of the German Minority in Poland, 1920-1934*, New York, St. Martin's Press, 1999, 290 p. ; Ibrahim Sudiata, *Brothers and Strangers: Black Zion, Black Slavery. 1914-1940*, Durham, Duke UP, 2004, 422p.; Susan Pedersen, « The Meaning of the Mandates System : An Argument », *Geschichte und Gesellschaft*, Vol. 32, no. 4 (2006), p.560-582.

⁷ Claudena M. Skran, *Refugees in Inter-War Europe: The Emergence of A Regime*, Oxford, Clarendon Press, 1994, 324p. ; David R. Stone, « Imperialism and Sovereignty: The League of Nations' Drive to Control the Global Arms Trade », *Journal of Contemporary History*, vol. 35, no. 2 (avril 2000), p.213-230. ; Jean-Jacques Renoliet, *L'UNESCO oubliée: La Société des Nations et la coopération intellectuelle (1919-1946)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, 352p. ; Patricia Clavin et Jens-Wilhelm Wessels, « Transnationalism and the League of Nations: Understanding the Work of its Economic and Financial Organization », *Contemporary European History*, vol. 14, no. 4 (2005), p.465-492.

Nous proposons de rectifier quelques limites de l'historiographie au sujet de la Conférence. L'inéluctabilité de l'échec de l'entreprise a longtemps été au cœur des études faites au sujet de la SDN. Bien qu'il ne soit aucunement pertinent de spéculer sur ce qui aurait pu arriver, nous verrons que beaucoup de nuances importantes sont perdues à l'observateur qui approche l'étude de la Conférence du désarmement en prenant pour acquis l'inévitabilité de son échec. Nous allons explorer ces nuances en abordant la Conférence des yeux polonais et allemands. Sera effectuée une opération quelque peu inverse de ce qui s'est fait par le passé : notre étude explore les tentatives de la Pologne et de l'Allemagne d'assurer un résultat fructueux de la Conférence.

En étudiant plus profondément la participation de la Pologne et de l'Allemagne à la Conférence, nous verrons que contrairement à l'historiographie qui parle d'un désintérêt généralisé pour la Conférence, les deux États considèrent que non seulement l'événement fut important, mais qu'il serait préférable de le mener à terme. Partir de ce constat nous permet de réaliser que les deux États se préparent rigoureusement pour aller à Genève dans le but de convaincre la communauté internationale d'adopter leur position vis-à-vis du désarmement. Pour ce faire, ils prennent part aux délibérations notamment en formulant leurs arguments de manière à gagner la faveur de l'opinion publique et des délégués présents et en mettant l'accent sur la justesse de leur position du point de vue du droit international.

L'originalité de notre recherche découle du fait que nous nous intéressons moins à l'échec de la SDN qu'à la logique guidant la participation de deux États intimement liés à la Conférence, mais à intérêts diamétralement opposés. Sont abordés autant les raisons pourquoi les politiques de la Pologne et l'Allemagne concordent dans leur volonté d'assurer le succès de l'entreprise, que les facteurs les poussant à l'abandonner. C'est une approche originale qui mérite d'être approfondie, puisque elle offre plusieurs avantages sur la lecture classique des événements. Lorsque cette dernière voit une progression linéaire vers l'échec du désarmement, notre approche permet de mettre en lumière l'évolution complexe des négociations et des enjeux présents à la Conférence. Dans même ordre d'idées, lorsqu'on analyse les intentions des Polonais et des Allemands, nous

pouvons nuancer les conclusions d'auteurs s'étant penchés sur le sujet. À titre d'exemple, lorsque Zara Steiner minimise l'importance du rôle de l'opinion publique par le fait que la Conférence échoue malgré la volonté populaire, nous verrons qu'elle néglige de prendre en compte la centralité du rôle de l'opinion publique dans les calculs des puissances représentées à la Conférence : les calculs des deux pays ne se limitent pas à courtiser les groupes pacifistes qui exigent que l'événement porte fruit.⁸ De même, lorsque le rôle de la SDN est résumé à un outil de domination des Grandes puissances victorieuses de la Grande Guerre, est perdu de vue l'attrait plus large que semble avoir la SDN aux yeux des Polonais et même des Allemands qui voient un certain avantage à assurer le succès de la Conférence et la survie de l'organisme en fonction de leurs intérêts.

Bref, notre approche se distingue de la lecture classique des événements de deux manières. D'une part, nous allons donner une version pour complexe et nuancée de l'échec des pourparlers. D'autre part, nous mettrons en évidence que dans la deuxième moitié des années 1920, la SDN ne détient pas une place strictement secondaire dans les politiques étrangères des deux pays : il faut inévitablement l'aborder pour bien saisir les enjeux sécuritaires qui regardent l'Allemagne et la Pologne.

La période qui nous intéresse va de février 1932, date de l'ouverture de la Conférence, au retrait allemand final en octobre 1933. Pour ce faire, nous allons nous servir de l'historiographie qui s'est penchée sur la question et de sources provenant des Ministères des Affaires étrangères – l'*Auswärtiges Amt* allemand et le *Ministerstwo Spraw Zagranicznych* polonais – et des États-majors des deux États. Il importe ici d'apporter quelques précisions au sujet des sources disponibles. Bien que les archives allemandes furent en bonne partie conservées, les choses se compliquent du côté polonais : environ 50% des documents du MSZ furent détruits pendant la Deuxième

⁸ Zara Steiner, *The Lights that Failed. European International History 1919-1933*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p.763.

Guerre mondiale.⁹ Ceci étant dit, une bonne partie des documents de la délégation polonaise à la Conférence furent préservées. Ainsi, l'état des archives polonaises nous permet somme toute d'avoir un bon aperçu de la politique adoptée par la délégation polonaise à la Conférence.

L'Allemagne, la Pologne et le désarmement

La décision de prendre l'exemple de l'Allemagne et de la Pologne pour notre étude n'est pas arbitraire. La clé de ce choix se situe au sein de la Société des Nations. Tous les deux sont intimement liés à l'organisme, mais pour des raisons presque diamétralement opposées. La Pologne doit sa renaissance et la garantie de son existence continue au traité de Versailles. Ce dernier donna également naissance à la SDN et enchaina l'Allemagne, qui, imputée d'avoir causé la Grande Guerre, se voit imposer des limites quantitatives et qualitatives à son armée et perd aux dépens de sa voisine orientale une partie non-négligeable de son territoire. Bref, l'une a un intérêt particulier dans la conservation de cet ordre, l'autre pas.

Si l'Allemagne souhaite une révision de ses frontières orientales, sa faiblesse militaire l'empêche de forcer la question, d'où la pertinence d'étudier la Conférence mondiale de désarmement. Nous verrons que la Pologne, n'ayant pas le potentiel militaire et économique pour faire contrepoids aux tendances révisionnistes de l'Allemagne, souhaite garder l'Allemagne désarmée. Cette dernière compte à tout prix éliminer les limites quantitatives et qualitatives imposées à son armée par le traité. L'enjeu est double, puisque si la Conférence devait échouer, la légitimité de la SDN et de son idéal de sécurité collective seraient mis en cause. Bref, la Pologne est une petite puissance issue des traités de paix qui a tout à gagner à les conserver tel quel. L'Allemagne, quand à elle, est une grande puissance qui enchaînée par ce même ordre revendique la restauration de ses droits égaux en matière d'armements.

⁹ Waldemar Michowicz, *Genewska Konferencja Rozbrojeniowa 1932-1937 a dyplomacja polska*, Łódź, Wydawnictwo Łódzkie, 1989, p.10.

Dans un premier temps, nous allons remettre la Conférence de désarmement dans son contexte historique et expliquer l'importance de la SDN dans les politiques étrangères des deux pays. La quantité d'information y étant présentée nous empêche de tout réunir dans ce chapitre. Ainsi, une partie de l'historiographie sera abordée dans le prochain chapitre. Ensuite, nous étudierons les particularités des actions polonaises et allemandes lors de cette dernière. D'une part, nous verrons qu'aux yeux des deux pays, les enjeux de la Conférence vont au-delà de la seule question du désarmement ; c'est l'ordre de Versailles qui est remis en cause par le biais de l'énigme du désarmement. Le désarmement n'est qu'une étape vers la modification ou la confirmation du *statu quo* de Versailles. D'autre part, nous explorerons la pluralité des enjeux et l'évolution des discussions à Genève.

Le déroulement de la Conférence ne se résume pas à une progression linéaire vers son échec. Les positions adoptées par la Pologne et l'Allemagne à la Conférence ne sont pas coulées dans le béton. Ces dernières sont adaptées à plusieurs reprises au courant des délibérations pour mieux refléter la réalité interne des deux pays et l'état des discussions à la Conférence à quelconque moment donné. Initialement, la Pologne et l'Allemagne partagent le commun objectif d'assurer que la Conférence aboutisse sur une entente leur étant favorable. Pour ce faire, tous les deux exploitent les particularités de la diplomatie multilatérale incarnée par la SDN. Ils courtisent l'opinion publique et voient les avantages que peut leur conférer un accord convenu dans le cadre juridique supranational de la SDN. Toutefois, malgré leur volonté de mener à bien le projet, nous verrons que ce qu'ils entendent par un succès diffère sensiblement. De même, leur mesure du succès de l'entreprise n'est aucunement fixe : leur perception vis-à-vis de ce que constituerait une entente acceptable au sujet du désarmement change au fur et à mesure que la Conférence progresse et que le contexte international et national évolue. La stratégie adoptée par les deux pays pour avoir gain de cause est également flexible. Nous verrons que certaines particularités de la diplomatie multilatérale incarnée par SDN varient en importance dans les calculs stratégiques des deux pays à différents stades de la Conférence. Bref, l'étude de la Conférence nous permet de constater que la relation qui existe entre Berlin,

Varsovie et Genève est bien plus complexe que nous pourrions être portés à le croire en nous arrêtant sur l'historiographie insistant sur un échec inévitable de l'entreprise.

Survol historiographique

Susan Pedersen argumente que « Security is the area in which a revisionist argument about the League seems hardest to sustain. The League was, after all, established to maintain world peace, and spectacularly failed to do so. »¹⁰ Dans son étude sur l'entre-deux-guerres, Zara Steiner semble appuyer la conclusion de Pedersen. La structure de sa démonstration est classique: son texte dévie très peu des autres ouvrages dédiés au sujet; d'une part, elle raconte une histoire de « déclin et de chute »¹¹ de l'internationalisme et, d'autre part, elle met l'accent sur des « points éclairs »¹², ou épisodes précis qui ont porté atteinte à l'ordre international. De ce fait, l'échec de l'internationalisme est au cœur de son étude. Elle démontre que les années 1929-1933 sont les « années charnières » durant lesquelles s'effondre l'internationalisme de l'entre-deux-guerres.¹³ C'est d'ailleurs de cette manière qu'elle traite la question du désarmement, en affirmant que ce projet ne pouvait qu'échouer, que sa fin était prédéterminée telle une tragédie grecque.¹⁴ Un grand nombre d'études portant sur l'échec de la SDN ont contribué à cette perception que la question de sécurité collective est généralement perçue comme étant close. Y ont contribué plusieurs vétérans de la SDN qui ont essayé d'expliquer les raisons de son échec. C'est notamment le cas de F. P. Walters et de Philip Noel-Baker qui furent considérablement investis dans l'organisation et cherchent à rationaliser sa défaite.

Francis Paul Walters fut un représentant de la Grande-Bretagne à la SDN qui participa au projet dès le début. De 1919 à 1940, il y occupa plusieurs postes, dont celui

¹⁰ Pedersen, *loc. cit.*, p.1093.

¹¹ *Ibid.*, p. 1091.

¹² William Glenn Gray, « What did the League do, exactly? », *International History Spotlight*, No. 1, publié par H-Diplo le 16 juillet 2007, p.7. <<http://www.h-net.org/~diplo/IHS/PDF/IHS2007-1-Gray.pdf>> (28 février 2012).

¹³ Steiner, *op. cit.*, p.800.

¹⁴ *Ibid.*, p.812.

d'assistant personnel au Secrétaire-Général. En 1952, il publia son histoire de la Société des Nations en deux volumes.¹⁵ Jusqu'à ce jour, son ouvrage demeure l'une des seules histoires générales complètes de la SDN couvrant, dans la mesure du possible, toute sa durée d'existence.

L'ouvrage de Walters est révélateur de l'angle d'approche emprunté par la plupart des historiens étudiant la SDN.¹⁶ Bien qu'il offre une vue d'ensemble et une chronologie assez complète de cette dernière, la grande majorité de son œuvre est dédiée à la question de sécurité collective. En effet, plus de la moitié de l'ouvrage est dédiée aux périodes de crise qui ont mené à la dislocation de l'organisation dans les années 1930. Le fonctionnement de la SDN y est expliqué, la chronologie, établie, et ensuite on présente la série de crises qui ont échappé au contrôle de l'organisation, allant du Krach boursier de 1929 aux agressions d'Hitler. En ce sens, ce sont des crises ponctuelles, des « points éclair » pour reprendre l'expression de William Glenn Gray, comme les crises de Corfou, de la Mandchourie et de la guerre de l'Abyssinie qui furent les objets d'étude privilégiés des historiens travaillant sur cette thématique.¹⁷ Un schéma similaire, qui met l'accent sur ces crises, est repéré dans les autres histoires générales de la SDN, rédigées par des historiens qui n'ont pas participé à la SDN, soit les ouvrages de George Scott, de James Avery Joyce et de F. S. Northedge.¹⁸

¹⁵ Francis Paul Walters, *A History of the League of Nations*, New York, Oxford University Press, 1960, 833p.

¹⁶ Il y a naturellement des exceptions à cette approche. Par exemple, deux ouvrages mettent l'emphasis sur l'idée que les exploits de la SDN furent tout aussi importants que ses échecs : Gerard J. Mangone, *A Short History of International Organization*, New York, McGraw-Hill, 1954, p.128-154. ; George Scott, *The Rise and Fall of the League of Nations*, Londres, Hutchinson & Co, 1973, p.400-401.

¹⁷ Gray, *loc. cit.*, p.7. ; James Barros a écrit plusieurs ouvrages de ce type ; James C. Barros, *The Corfu Incident of 1921: Mussolini and the League of Nations*, Princeton, Princeton UP, 1965, 339p.; *The Aland Islands Questions: Its Settlement by the League of Nations*, New Haven, Yale UP, 1968, 362p. ; *The League of Nations and the Great Powers: The Greek-Bulgaria Incident, 1925*, Oxford, Clarendon Press, 1970, 143p. ; Voir aussi Alessandro Casella, *Le conflit sino-japonais de 1937 et la Société des Nations*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1968, 150p. ; Cette tendance perdure d'ailleurs jusqu'à nos jours ; Victor-Yves Ghebali, « La gestion des conflits internationaux par la Société des Nations: Rétrospective critique », *Études internationales*, vol. 31, no. 4, 2000, p.675-690.

¹⁸ George Scott, *op. cit.* ; James Avery Joyce, *Broken Star: The Story of the League of Nations (1919-1939)*, Swansea, Christopher Davies, 1978, 231p. ; F. S. Northedge, *The League of Nations: its Life and Times, 1920-1946*, New York, Holmes & Meier, 1986, 342p.

« What happened to disarmament? Disarmament, on which great hopes were built, and for which leading statesmen worked and staked their reputation and their careers throughout this century? What happened to the League of Nations and the United Nations, which were the only beneficent result of the sacrifice made by many millions of young soldiers who were killed in two World Wars? »¹⁹ Ce passage tiré de l'ouvrage de Philip Noel-Baker, assistant personnel du Président de la Conférence du désarmement en 1932, le travailliste Arthur Henderson, illustre admirablement la centralité du thème englobant les raisons de l'échec de la SDN.²⁰ Pour Noel-Baker, la sécurité collective devait passer par le désarmement général des États membres de la SDN. Or, la Conférence s'est désintégrée avant d'aboutir à quelconque accord et l'auteur cherche à expliquer pourquoi. Noel-Baker argumente que des faucons du gouvernement britannique auraient volontairement trahi la volonté populaire et saboté la Conférence de désarmement qui, omettant cette trahison, avait toutes les chances d'aboutir.²¹

Poussant davantage l'idée qu'un État particulier est à blâmer, Byron Dexter argumente que « if peace becomes the overruling objective of an international organization such as the League of Nations, the influence of that organization will be used to advance the objectives of the most warlike power. That is the lesson of the years of lost opportunity of the League. »²² Dexter cherche toujours à comprendre les causes de l'échec de la SDN : l'Allemagne aurait donc été instrumentale dans la déconfiture de l'organisation une fois admise au sein de celle-ci.

Les raisons sous-jacentes à la décomposition de la SDN figurent comme thématique centrale de l'historiographie sur le sujet. Pour n'en citer que quelques autres,

¹⁹ Philip Noel-Baker, *The First World Disarmament Conference 1932-33 and why it Failed*, Oxford, Pergamon Press, 1979, p.1.

²⁰ Bien que le texte de Noel-Baker n'ait paru qu'en 1979, l'auteur note dans la section de remerciements qu'il le préparait depuis bien longtemps déjà. De plus, une étude récente étoffera son argument en argumentant que le gouvernement britannique dans son ensemble fut responsable pour l'échec de la Conférence ; Carolyn J. Kitching, *Britain and the Geneva Disarmament Conference : A Study in International History*, New York, Palgrave Macmillan, 2003, 230p.

²¹ Noel-Baker., *op. cit.*, p.135-136.

²² Byron Dexter, *The Years of Opportunity: The League of Nations, 1920-26*, New York, The Viking Press, 1967, p.211-212.

plusieurs historiens se demandent si l'échec de l'organisme aurait été causé par l'absence des États-Unis, qui donnèrent après tout l'élan initial nécessaire à la création de la SDN. Les ouvrages plus généraux sur la SDN présentent cette absence comme étant un élément important de l'échec de l'organisme.²³

De crises ponctuelles évitables à l'illusion de la sécurité collective

Dans son histoire des relations entre l'Allemagne et la SDN, Christoph M. Kimmich se questionne pareillement sur les raisons de l'échec de la SDN.²⁴ Il argumente que l'Allemagne joua un rôle clé dans la dislocation de cette dernière : elle avait le plus à gagner dans la destruction du *statu quo* d'après-guerre et elle avait choisi d'y parvenir en jouant le trouble-fête et en refusant obstinément, après la mort de Stresemann, de voir les avantages que pourrait lui apporter la SDN. Ainsi, d'autres facteurs qui pourraient avoir influé sur la position allemande, telle la crise économique, sont négligés. Toutefois, contrairement à Dexter, il argumente qu'en 1926 la SDN avait déjà perdu beaucoup de son élan initial.²⁵ Il y a progression vers l'idée que l'échec fut inévitable.

L'ouvrage de Sally Marks portant sur la période de l'entre-deux-guerres, *The Illusion of Peace*, exemplifie bien le fait que s'est ancrée l'idée que la croyance en la possibilité d'assurer une paix sur la base de la sécurité collective n'était qu'illusoire.²⁶ George W. Egerton argumente que l'idée même de sécurité collective n'est qu'un mythe politique dérivé de la pensée libérale anglo-américaine, sans fondements réels et qui,

²³ Scott, *op. cit.*, p.399. ; Walters, *op. cit.* p.72-73. ; Sally Marks. *The Illusion of Peace: International Relations in Europe, 1918-1933*, Londres, Macmillan Press, 2003, p.16. Toutefois, il est pertinent de noter que plusieurs auteurs qui ont travaillé sur le cas spécifique des États-Unis argumentent que la présence américaine n'aurait rien changé. Voir notamment ; Ralph Stone, *The Irreconcilables: The Fight Against the League of Nations*, Lexington, UP of Kentucky, 1970, 208p. ; Gary B. Ostrower, *Collective Insecurity: The United States and the League of Nations during the Early Thirties*, Lewisburg, Bucknell UP, 1979, 287p.

²⁴ Christoph M. Kimmich, *Germany and the League of Nations*, Chicago, University of Chicago Press, 1976, 266p.

²⁵ *Ibid.*, p.200.

²⁶ Marks, *op. cit.*, p.60. Plusieurs auteurs contestent cette vision ; Christian Birebent, *Les relations internationales de 1919-1939 : la paix impossible?*, Paris, Ellipses, 2009, 336p. ; Patrick O. Cohrs, *The Unfinished Peace after World War 1 America, Britain and the Stabilization of Europe, 1919-1932*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, 693p.

malgré la croyance en son efficacité largement répandue dans le monde occidental, n'a jamais fait ses preuves.²⁷ Roland N. Stromberg s'insère dans cette ligne de pensée lorsque qu'il parle des conceptions qu'ont les gens de la SDN en notant que « most accounts of all this still leave the impression that the League was a sound idea [...] but that men did not rise to its grandeur ».²⁸ En contrepartie, il argumente qu'il est difficile de prétendre que la SDN aurait pu être un succès, puisqu'il n'y avait de toute façon aucun consensus sur ce que devrait être la Société et puisqu'aucun antécédent à celle-ci n'a prouvé la viabilité du concept somme toute mal défini et illusoire de sécurité collective.²⁹

Versailles, Genève, Varsovie et Berlin

Ce bref survol historiographique illustre clairement qu'il est impossible d'ignorer la réalité de l'échec de cette entreprise. Toutefois, une étude plus approfondie des documents diplomatiques polonais et allemands pour pousser plus loin cette analyse et de démontrer que lorsqu'on se contente de résumer l'entreprise à son échec, on écarte plusieurs facteurs importants de la logique qui pousse ces États à s'investir dans la SDN. Nous ne voyons donc pas la pertinence de juger la justesse des projets de la Société à la manière notamment de Steiner, qui compare le projet à un calice empoisonné.³⁰ Il ne suffit pas de confondre la conclusion des événements avec le cheminement qui y a mené. Pour ce, il est temps de dépasser la seule question des résultats dans le but d'explorer le pourquoi et le comment de la participation des acteurs, et les enjeux que représente l'énigme du désarmement à leurs yeux.

Dans *Defending the Rights of Others*, Carole Fink démontre la pertinence d'une analyse plus transversale pour bien cerner le rôle de la SDN dans les relations

²⁷ George W. Egerton, « Collective Security as Political Myth: Liberal Internationalism and the League of Nations in Politics and History », *The International History Review*, vol. 5, no. 4 (Novembre 1983), p.496-524.

²⁸ Roland N. Stromberg, « Uncertainties and Obscurities about the League of Nations », *Journal of the History of Ideas*, vol. 33, no. 1 (jan.-mar., 1972), p.139.

²⁹ *Ibid.*, p.153-154.

³⁰ Steiner, *op. cit.*, p.565.

interétatiques.³¹ Fink prend pour objet d'étude les Juifs dans le but de juger l'efficacité des mesures de protection en question. Pour y parvenir, elle procède à une analyse globale de son sujet, qu'elle aborde sous toutes ses facettes : les politiques des grandes et des petites puissances, les groupes de pression des minorités, la part jouée par la SDN et les enjeux sociopolitiques. Ceux-ci sont tous abordés dans le but de donner une véritable vue d'ensemble de la question des droits des minorités. Une telle approche peut également s'appliquer à l'énigme sécuritaire du désarmement dans le cadre de recherches plus poussées, mais pour l'instant nous nous contenterons de limiter la portée de nos recherches en étudiant une période proscrite de deux ans et en nous limitant à l'analyse de deux États seulement.

Dans le cadre du présent travail, nous verrons que pour les puissances qui ont tout à perdre ou à gagner dans le maintien de l'ordre de Versailles, la Conférence offre une tribune pour se prononcer à son sujet sans se détacher de la structure telle qu'établie par les traités.³² C'est le cas de l'Allemagne et de la Pologne, et ce, pour des raisons tout aussi intimement liées que diamétralement opposées. D'une part, l'Allemagne voit la SDN comme forum de changement des arrangements de paix, et la Pologne, comme outil pour empêcher ces changements. Dans le cadre d'une analyse post-hoc, la Conférence se présente comme la dernière occasion pour se prononcer sur ce sujet dans un contexte de coopération et négociation multilatérale. Si l'historiographie y voit généralement un échec inévitable et donné d'avance, nous verrons que du moins initialement, l'Allemagne cherche à coopérer au sein de la SDN pour arriver à une entente qui permettrait la révision des clauses de désarmement. De même, la Pologne est consciente de la

³¹ Carole Fink, *Defending the Rights of Others: The Great Powers, the Jews, and International Minority Protection, 1878-1938*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, 420p.

³² Les enjeux sont moindres pour des États tels la Grande-Bretagne, dont les forces armées terrestres sont limitées, et les États-Unis qui ne font pas partie de l'organisation. De même, l'URSS n'est pas membre de la SDN et n'est pas formellement tenue de respecter quelconque engagement pris à la SDN. Tout le contraire s'applique à la France qui espère, tout comme la Pologne, de maintenir l'Allemagne désarmée. Pour d'autres points de vue au sujet de la Conférence, consulter notamment Maurice Vaïsse, *Sécurité d'abord. La politique française en matière de désarmement, 9 décembre 1930 - 17 mai 1934*, Paris, Pédone, 1981, 653p. pour le cas français et pour les Anglais : Carolyn J. Kitching, *Britain and the problem of international disarmament, 1919-34*, New York, Routledge, 1999, 223p.

pertinence de l'appareil de Genève pour donner davantage de garanties sécuritaires au pays. Ils tentent de convaincre l'opinion publique autant nationale qu'internationale de la justesse de leur revendications et oeuvrent pour réaliser des plans de désarmement qui correspondent à leurs intérêts. Lorsqu'il semble que la Conférence s'enlise, ils ajustent leur politique pour faire redémarrer les discussions. Ce n'est que lorsqu'il devient clair que la Conférence n'aboutira pas sur une entente favorable à leurs intérêts nationaux qu'ils vont abandonner la coopération dans le cadre de la SDN.

Notre démonstration est divisée en trois sections. Premièrement, nous remettrons la Conférence du désarmement dans son contexte dans le but de démontrer le rôle clé que joue la SDN dans les relations polono-allemandes à partir de la deuxième moitié des années 1920. Nous analyserons en plus de profondeur le rôle de la SDN autant dans le système international que dans les politiques polonaise et allemande dans la période de l'entre-deux-guerres. Nous verrons que la SDN devait incarner un nouveau type de diplomatie, basé sur un ordre juridique supranational et sur la sécurité collective. Même si la SDN ne réussit pas à totalement remplacer la diplomatie traditionnelle, à partir de la signature des traités de Locarno en 1925 l'organisme jouit de suffisamment de prestige pour devenir un forum incontournable pour quiconque souhaitant se faire entendre sur la scène internationale. La Pologne et l'Allemagne y participent activement pour défendre leurs intérêts nationaux en lien avec les provisions des traités de paix. Toutefois, lorsque le système international tombe en crise à cause du krach boursier de 1929, la viabilité de l'organisme est testée. Devant l'incapacité de la SDN de mettre fin à l'invasion japonaise de la Chine au début des années 1930 et l'agitation de la communauté internationale en pleine crise économique, la Conférence du désarmement présente une dernière chance à l'organisme de démontrer la viabilité du concept de sécurité collective.

Ensuite, nous aborderons le déroulement de la Conférence de 1932 à 1933 du point de vue de la Pologne et de l'Allemagne. Nous débiterons avec l'analyse des plans polonais avant l'ouverture de la Conférence et leur évolution tout au long de son déroulement. Nous verrons que la Pologne se préparer d'emblée à faire valoir son point de vue à la Conférence. En effet, l'historiographie tend à négliger le rôle des petites

puissances à cette dernière et voit en l'événement avant tout une affaire des grands. Or, nous verrons que les pays tels la Pologne ne sont nullement indifférents à ce qui se passe sur la tribune genevoise qui, tels que nous le verrons, aborde une multitude de questions pertinentes à ses intérêts nationaux. L'objectif des Polonais demeure d'assurer la sécurité et la survie du pays. Ceci étant dit, la manière pour y arriver évolue sensiblement au courant de la Conférence. En guise d'exemple, Zara Steiner met en lumière la tendance des pays neutres d'abandonner la sécurité collective et les accords multilatéraux au fur et à mesure que les années 1930 progressent, la SDN expose son incapacité d'agir et que la menace nazie s'affirme pour aborder une politique de stricte neutralité.³³ Incidemment, nous verrons que ce revirement de politique étrangère débute bien plus tôt en Pologne ; déjà lors des délibérations à la Conférence, elle commence à réaligner sa politique sur un tel axe. Initialement, elle monte un projet pour exploiter la dépendance sur l'opinion publique de la SDN pour convaincre la communauté internationale du bien-fondé de ses revendications et s'allie à la France pour bloquer le révisionnisme allemand. Devant la mollesse de son alliée française et la propension des autres Grandes puissances à compromettre avec l'Allemagne en passant outre des organes de la SDN, elle essaie de proposer son propre plan de désarmement. Ignorée, elle s'éloigne éventuellement de l'organisme. Lorsque l'Allemagne quitte la SDN, elle préfère s'entendre directement avec elle au lieu de continuer dans la voie multilatérale incarnée par Genève.

Finalement, nous procèderons à une analyse des objectifs et des tractations de l'Allemagne à la Conférence. L'Allemagne s'apprête également à justifier sa volonté de mettre fin aux provisions discriminatoires en matière de désarmement qui lui furent imposées. Elle démontre la justesse légale de ses revendications en argumentant qu'elle a déjà désarmée suite à la Grande Guerre et s'est fait promettre qu'un désarmement général allait suivre. Bref, nous verrons que l'argument de Kimmich et de O'Cohrs stipulant qu'elle compte par tous les moyens imposer la ligne révisionniste est à nuancer

³³ Zara Steiner, *The Triumph of the Dark. European International History 1933-1939*, Oxford, Oxford University Press, 2011, p.923-930.

fortement.³⁴ On voit l'avantage que pourrait offrir une entente juridiquement contraignante adoptée à la SDN de Brüning jusqu'à Hitler. Toutefois, l'instabilité interne du pays a pour résultat que plusieurs gouvernements progressivement plus réactionnaires s'enchaînent au courant de la Conférence. En tentant de forcer la main des autres au sujet de la révision des traités, l'Allemagne perd le quotient de sympathie qu'elle avait accumulé au début et est isolée. Ayant perdu patience, elle décide qu'il est nécessaire de quitter la Conférence pour réaliser ses objectifs.

Ultimement, notre travail a pour objectif de démontrer qu'il y a matière à explorer dans la Conférence qui permettra à l'historien de nuancer sa lecture des événements pour en tirer des conclusions nouvelles sur l'époque de l'entre-deux-guerres. En démontrant la place que détient l'organisme dans le système international, nous voyons qu'il devient un forum incontournable pour l'Allemagne et la Pologne. En mettant l'emphasis sur la volonté allemande et polonaise d'assurer le succès de la Conférence, nous voyons qu'il y eut une tentative durable pour faire fonctionner le projet. Finalement, en étudiant les étapes ayant conduit à l'abandon de la sécurité collective par les deux États, nous pouvons grandement nuancer la lecture classique des événements qui voyait dans les événements une progression catégorique et inévitable vers un échec. De même, nous voyons que la SDN est une composante clé des politiques étrangères des deux pays.

³⁴ Patrick O. Cohrs, *The Unfinished Peace after World War 1 America, Britain and the Stabilization of Europe, 1919-1932*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, p.578. ; Christoph M. Kimmich, *Germany and the League of Nations*, Chicago, The University of Chicago Press, 1976, p.195-196.

CHAPITRE I

LA SDN ET SA PLACE DANS LES POLITIQUES ÉTRANGÈRES POLONAISE ET ALLEMANDE

Nous verrons dans le cadre de ce chapitre que la première moitié de l'entre-deux-guerres est caractérisée par une tentative de la part des puissances européennes de remodeler la diplomatie de manière à éviter que se reproduise une catastrophe de l'envergure de la Grande Guerre. Cette nouvelle diplomatie est inaugurée dans le traité de Versailles et est incarnée par la Société des Nations. Elle est caractérisée par la sécurité collective qui remplace les alliances bilatérales et la diplomatie secrète, l'instauration d'un ordre juridique supranational et la prise en compte de la volonté de l'opinion publique dans le processus décisionnel. La course aux armements ayant été identifiée comme étant une cause majeure de la guerre, le désarmement a une place prépondérante dans cette volonté de refondre les relations internationales. La Pologne et l'Allemagne sont deux États dont les intérêts nationaux sont intimement liés à la SDN. Nous démontrerons que la Pologne s'engage dans l'organisme dans le but d'y bloquer le révisionnisme allemand au sujet des traités de paix et l'Allemagne fait de même pour réaliser ces mêmes révisions. Puisque la révision des clauses militaires des traités est un enjeu important pour les deux pays, il est donc possible de mettre en évidence l'intérêt qu'ils ont à s'engager dans la Conférence du désarmement tel qu'il sera abordé dans les chapitres suivants.

Bien que la SDN réussisse à s'instaurer tant bien que mal dans le système international de l'époque, nous constatons au début des années 1930 une tendance vers l'abandon de la coopération multinationale. Lorsque la Conférence débute finalement en 1932, le contexte international n'est plus favorable à des solutions de ce type. La Conférence du désarmement présente donc une dernière chance à la SDN de démontrer

qu'une diplomatie basée sur la sécurité collective peut fonctionner en temps de crise. Nous verrons que ce point est doublement important aux yeux des Polonais et des Allemands. En pleine crise économique, l'Allemagne exige donc que les provisions injustes du traité de Versailles soient révisées en commençant par l'abolition de l'inégalité qui plane sur les forces armées du Reich. La SDN souffre donc du fait qu'elle soit un produit des traités de paix. La Pologne, un autre de ces produits, s'y présente pour convaincre les membres du contraire : la sécurité internationale passe par le maintien d'une Allemagne faible et d'une Pologne forte à la frontière de la menace communiste incarnée par l'URSS.

1.1 La sécurité collective : un nouvel ordre international ?

La durée, l'intensité et la nature destructrice de la Grande Guerre contribuèrent à la perception des contemporains en ce qui a trait aux anciennes manières de conduire la diplomatie, considérées désuètes.¹ Déjà pendant la guerre, le président américain Woodrow Wilson identifia la diplomatie secrète comme étant une des causes de la guerre.² Lors des tractations de paix, Wilson propose alors de substituer à cette dernière de nouvelles bases diplomatiques, fondées sur la transparence et l'arbitrage des conflits.

Cette nouvelle fondation prend la forme de son projet de fonder un organisme supranational, celui de la Société des Nations. Dans l'énumération de ses 14 points en janvier 1918, Woodrow Wilson avait exprimé son souhait de mettre fin à ces pratiques en fondant une « association générale des nations » devant assurer la sécurité collective de ses membres.³ Un des plus ambitieux projets dont elle est chargée est celui de veiller à la réalisation de l'article 8 du Traité de Versailles, soit le désarmement des puissances membres afin d'atteindre un niveau minimum nécessaire à assurer leur sécurité.⁴ La SDN

¹ Margaret MacMillan, *Paris 1919. Six Months that Changed the World*, New York, Random House, 2002, p.84.

² Zara Steiner, *The Lights that Failed. European International History 1919-1933*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p.17.

³ René Girault et Robert Frank, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, Paris, Éditions Payot & Rivages 2004, p.86.

⁴ F. P. Walters, *A History of the League of Nations*, New York, Oxford University Press, 1960, p.48.

offre ainsi un nouveau cadre opératif au sein duquel les pays membres peuvent conduire leur diplomatie de façon multilatérale et régler les conflits interétatiques par le biais de négociations ouvertes et par arbitrage, bref, un système de sécurité collective.⁵ Le président américain n'est pas le seul homme d'État favorable au projet, mais pousse pour son adoption avec le plus de vigueur. Néanmoins, malgré la méfiance française à l'égard du projet, les Anglais se rangent du côté de ce dernier.⁶

Wilson n'est pas entièrement satisfait de la forme que la SDN semble prendre lors de sa conception. D'une part, il aurait voulu qu'elle ait plus de dents : il souhaite notamment que les provisions prévoyant des sanctions aux contrevenants soient plus sévères.⁷ D'autre part, il espère que l'organisme ne sera pas seulement une structure confirmant le *statu quo* d'après-guerre. Il désire que la SDN soit autant une force de paix, qu'une force de changement dans les cas où la paix passerait par la modification de frontières, notamment.⁸ Bref, « Wilson intended the League to serve as a *guide* for the conduct of international relations. »⁹ Malgré ces manquements, Wilson croit que le rôle de la SDN va croître au fil du temps pour réellement s'implanter au cœur du système international et régler les lacunes des traités de paix.¹⁰ Il n'en fut pas ainsi.

En théorie, l'organisme devait signaler une nouvelle ère diplomatique. La réalité s'est avérée être beaucoup plus compliquée: la SDN n'a jamais entièrement remplacé la

⁵ Thomas J. Knock, *To End All Wars: Woodrow Wilson and the Quest for a New World Order*, Princeton, Princeton University Press, 1992, p.201-202. ; James Barros mentionne d'ailleurs que la sécurité collective est la caractéristique la plus importante de la SDN dans *The League of Nations and the Great Powers: The Greek-Bulgarian incident, 1925*, Oxford, Clarendon Press, 1970, p.116.

⁶ Steiner, *op. cit.*, p.32-33. Ce furent d'ailleurs les Anglais qui proposèrent des plans précis au sujet de la forme que devrait prendre la SDN, grâce à l'initiative de Robert Cecil et du Général Smuts. De même, le premier Ministre Lloyd George appuie le projet américain dans l'espoir que ça facilitera le règlement de plusieurs autres points contentieux entre les deux puissances.

⁷ Knock, *op. cit.*, p.153.

⁸ *Ibid.*, p.207.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ MacMillan, *op. cit.*, p.85. ; C'est possiblement dans cette optique qu'il commenta vers la fin de sa vie que les Etats-Unis ont bien fait de ne pas rejoindre la SDN : il serait plus juste que le pays rejoigne éventuellement la SDN en croyant que c'est la bonne chose à faire, voir Knock, *op. cit.*, p.272.

diplomatie traditionnelle.¹¹ Plusieurs raisons expliquent ceci, dont notamment le manque d'enthousiasme des initiateurs du projet. Wilson jouit d'une énorme popularité aux yeux des populations de l'Europe à l'issue de la guerre, mais cet appui n'augmente nullement son poids politique lors des tractations de paix.¹² À l'interne, la position du président est également précaire, son parti ayant perdu les chambres haute et basse du Congrès aux Républicains.¹³ Il en résulte que les États-Unis ne ratifieront pas le traité de Versailles et du même coup ne rejoindront pas la SDN, laissant ainsi la direction de l'organisme à la Grande-Bretagne et la France qui ne partagent pas l'enthousiasme de Wilson.¹⁴ De surcroît, l'organisme est perçu par plusieurs comme étant lui-même illégitime; particulièrement dû au fait que la SDN n'a jamais réussi à se distancer de ses origines.¹⁵

Les 26 premiers articles du Traité de Versailles constituent le Pacte de la Société des Nations. La structuration de la SDN est un produit des tractations de paix et favorise fortement les grandes puissances victorieuses de la guerre en Europe soit l'Angleterre, la France, l'Italie et le Japon.¹⁶ Le conseil de la SDN, regroupant ces dernières, détient les réels pouvoirs exécutifs et le reste des pays membres sont relégués à l'Assemblée. Les perdants de la guerre, soit l'Autriche, la Hongrie, la Russie soviétique et l'Allemagne ont un statut moindre au sein de ce cadre, étant initialement exclus de la SDN. De même, l'organisme favorise grandement les pays occidentaux ; le rejet de la clause d'égalité raciale proposée par les Japonais n'est qu'un exemple parmi d'autres illustrant cette

¹¹ Zara Steiner note qu'elle est une tribune auxiliaire de la diplomatie traditionnelle dans *The Lights that Failed. European International History 1919-1933*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p.624.

¹² *Ibid.*, p.34. ; Knock note l'accueil triomphal que reçoit le président à son arrivée en Europe dans *To End All Wars*, p.194-195.

¹³ Steiner, *op. cit.*, p.34.

¹⁴ *Ibid.*, p.350.

¹⁵ Il est décidé que le Pacte de la SDN fera partie intégrante avec les traités de paix. ; Knock, *op. cit.*, p.209.

¹⁶ L'Allemagne rejoindra le conseil à son admission en 1926. Une rotation de membres temporaires issus des petites puissances est instaurée suite à un long débat aux protestations des représentants des petites puissances; Walters, *op. cit.*, p.45-46.

réalité.¹⁷ Les dominions anglais furent acerbes dans leur critique du projet, l'Australie voulant notamment éviter un influx de réfugiés japonais qui ferait obstacle au plan du Premier ministre, Billy Hughes, de créer une Australie blanche.¹⁸ John Darwin suggère d'ailleurs la participation anglaise dans la SDN s'insère dans la logique de la restauration de l'Empire britannique, le pays tentant notamment de créer sur la base de la sécurité collective un « Concert de l'Europe libérale » et exploitant le système de mandats pour sécuriser sa mainmise coloniale.¹⁹

Les puissances anti *statu quo* s'opposent également au projet, car elles le perçoivent comme étant un outil perpétuant la domination des vainqueurs de la guerre.²⁰ La Russie soviétique et l'Allemagne de Weimar sont deux puissances européennes qui ne furent pas entendues à Versailles. La Russie, paria du système international, est méfiante des intentions des Anglais et des Français et perçoit la SDN comme étant outil de domination capitaliste ayant pour objectif la destruction de la révolution bolchévique.²¹ L'Allemagne, grande perdante aux tractations de paix, se voit aussi refuser l'adhésion à l'organisme. De même, ce dernier reconnaît en principe le droit à l'autodétermination des peuples, mais celui-ci est refusé à l'Autriche par le fait que les traités excluent explicitement la possibilité de l'*Anschluss*.²² Le tout contribue grandement à la perception qu'auront les Allemands tout au long de l'entre-deux-guerres au sujet de l'organisme, vu comme étant un outil de domination des perdants de la guerre et de

¹⁷ *Ibid.*, p.63. Les traités contredisent également les clauses assurant l'inviolabilité des frontières des pays membres en ce qui concerne la Chine, qui se voit attribuer plusieurs territoires lui appartenant au Japon à titre de dépouilles de la guerre.

¹⁸ Erez Manela, *The Wilsonian Moment: Self-Determination and the International Origins of Anticolonial Nationalism*, Oxford, Oxford University Press, 2007, p.181-182. D'autres régions en proie à l'immigration asiatique, dont notamment l'ouest américain, s'opposent aussi au projet.

¹⁹ John Darwin, *The Empire Project: The Rise and Fall of the British World-System 1830-1970*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, p.363-369. ; Mark Mazower, *No Enchanted Palace : The End of Empire and the Ideological Origins of the United Nations*, Princeton, Princeton University Press, 2009, p.13-14.

²⁰ Ian Clark suggère que l'ordre de Versailles est instable justement parce qu'il est illégitime dans *Legitimacy in International Society*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p.109.

²¹ R. H. Haigh, D. S. Morris et A. R. Peters, *Soviet Foreign Policy, The League of Nations and Europe, 1917-1939*, Totowa, Barnes & Noble Books, 1986, p.3.

²² Steiner, *op. cit.*, p.53.

perpétuation du *statu quo* de 1919.²³ Les Allemands considèrent notamment la sécurité collective comme étant un « écran de fumée » visant à propager l'impérialisme anglo-américain.²⁴ Même Stresemann, grand champion de la coopération avec les puissances victorieuses, perçoit l'organisme avant tout comme un outil devant faciliter l'avancement des intérêts allemands ayant comme but ultime la modification des traités de paix.²⁵

De surcroît, les petites puissances ont peur que la SDN ne ressemble en réalité qu'à un nouveau Concert européen puisqu'elles furent largement exclues des négociations menant à la création de la SDN et qu'elles ne détiennent aucun réel pouvoir exécutif.²⁶ L'enthousiasme initial pour l'organisme des territoires colonisés par exemple s'effrite lorsqu'on remarque que celui-ci n'aura rien de nouveau à leur offrir.²⁷ Les révoltes coloniales qui sévissent dans l'après-guerre notamment au Moyen-Orient découlent d'ailleurs en partie de la déception des colonies vis-à-vis des traités de paix.²⁸

Somme toute, la SDN réussit à s'imposer comme tribune internationale viable, du moins dans les questions liées directement aux traités de paix. Elle donne une voix aux petites et moyennes puissances et prend en charge plusieurs dossiers humanitaires.²⁹ La Pologne apprécie le fait de pouvoir se prononcer au sujet d'affaires internationales d'actualité. L'Allemagne finit somme toute à se rallier à la SDN à partir de 1926 dans l'espoir de pouvoir remanier le système international par l'entremise de cette tribune. Y contribue le fait qu'elle hérite plusieurs mandats issus des traités, dont notamment les questions de désarmement, des ex-territoires allemands et de la protection des droits des

²³ MacMillan, *op. cit.*, p.478. MacMillan parle du fardeau porté par la République de Weimar pour avoir signé le traité.

²⁴ Martti Koskenniemi, *The Gentle Civilizer of Nations: The Rise and Fall of International Law, 1870-1960*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, p.238.

²⁵ Hans Mommsen, *The Rise and Fall of Weimar Democracy*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1996, p. 212.

²⁶ MacMillan, *op. cit.*, p.90-91.; C'est d'ailleurs suite aux protestations des représentants des petites puissances qu'elle virent se faire assigner des sièges temporaires à rotation au sein du Conseil.

²⁷ Voir Manela, *The Wilsonian Moment* pour plus de détails à ce sujet.

²⁸ Manela, *op. cit.*, p.12-13.

²⁹ Steiner, *op. cit.*, p.623-624.

minorités.³⁰ Il en résulte que de liens étroits unissent la SDN, la Pologne, l'Allemagne et le traité de Versailles. Les Polonais doivent la renaissance de leur État au même traité qui compromet la souveraineté allemande.³¹ De même, la Société des Nations, garante du *statu quo* assure l'existence de la Pologne et le respect des traités. L'Allemagne se voit contrainte d'adhérer à ces ententes, mais s'engage à les contester.³² Débute ainsi une longue lutte entre l'Allemagne révisionniste qui veut abolir le traité de Versailles et les défenseurs du *statu quo* tels la république polonaise.

En somme, la SDN visait à remplacer un ancien ordre international jugé désuet et délégitimé par une diplomatie nouvelle, basée sur la sécurité collective. Bien que l'idée de sécurité collective soit novatrice, la légitimité de l'ordre représenté par la SDN est compromise aux yeux de plusieurs États par le fait qu'elle soit un produit des traités de paix de la Grande Guerre et qu'elle semble perpétuer l'ordre de 1919 et la domination européenne aux yeux du monde et des perdants de la guerre.³³ L'organisme peine à s'imposer comme l'outil diplomatique de choix des puissances de l'époque.³⁴ Ceci étant dit, puisque l'organisme prend en charge plusieurs mandats issus des traités de paix, il demeure une entité inévitable pour les puissances dont les intérêts nationaux y sont liés, tels l'Allemagne et la Pologne.

1.2 Un ordre juridique supranational ?

Certains historiens ont suggéré que la création de la SDN est une conséquence directe du développement de droit international au courant des décennies précédant le 20^e

³⁰ *Ibid.*, p.349-354.

³¹ Harald von Riekhoff, *German-Polish Relations 1919-1933*, Baltimore, Johns Hopkins Press, 1971, p.1-2.

³² Les Allemands dénoncent le *Diktat* de Versailles, n'ayant aucunement participé à l'élaboration de ce dernier.

³³ Pour la question de légitimité de l'ordre de Versailles d'un point de vue des sciences politiques, voir Ian Clark, *Legitimacy in International Society*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p.109-129.

³⁴ F. S. Northedge, *The League of Nations: its Life and Times, 1920-1946*, New York, Holmes & Meier, 1986, p.72.

siècle.³⁵ Effectivement, nous constatons aujourd'hui que l'entre-deux-guerres se distingue des périodes la précédant et même la suivant par sa tentative de pallier aux problèmes d'ordre mondial en mettant un fort accent sur le droit international et les traités. Dans cette optique, les institutions supranationales, telles la SDN, prennent en importance. Il importe toutefois de séparer l'époque en deux périodes distinctes. L'internationalisme de l'entre-deux-guerres dure jusqu'en 1933 environs. Adolf Hitler déstabilise le système international lorsqu'il monte au pouvoir et abandonne la SDN pour mener sa politique révisionniste qui détruit tout ce qui fut construit à l'issue de la guerre.³⁶ Cette première période se distingue somme toutes de la précédente par la poussée pour la primauté de la loi et l'établissement de normes internationales. C'est d'ailleurs ce que purent constater les historiens étudiant les provisions pour la protection des droits des minorités adoptées dans l'entre-deux-guerres.

Aux tractations de paix, Wilson tenta d'instaurer un régime universel de protection des droits des minorités sous l'égide de la SDN.³⁷ Mark Mazower illustre toutefois comment ce système ne survit pas à la Deuxième Guerre mondiale. Il suggère que l'ONU adopta la déclaration des droits des hommes justement dans le but de se libérer des obligations que représentait le régime de protection des droits des minorités tenté par la SDN et notamment pour libérer les États de l'obligation d'intervenir dans les affaires internes des autres.³⁸ Dans un même ordre d'idées, plusieurs autres historiens se sont penchés sur le rôle joué par la SDN notamment dans l'établissement de normes internationales durables.

³⁵ Walters, *op. cit.*, p.4-14. La thèse du développement de la loi internationale à cette époque est centrale au livre de Martti Koskenniemi, *The Gentle Civilizer of Nations: The Rise and Fall of International Law, 1870-1960*, Cambridge, Cambridge University Press, 569p. ; Voir aussi Christian Birebent, *Militants de la paix et de la SDN : Les mouvements de soutien à la Société des nations en France et au Royaume-Uni 1918-1925*, Paris, Harmattan, 2007, p.23-57.

³⁶ Zara Steiner divise son œuvre en deux ouvrages pour constater ce fait. Le premier tome, *The Lights that Failed*, couvre la période d'optimisme relatif qu'elle attribue aux années 1919-1933. Le deuxième, *The Triumph of the Dark*, concerne la deuxième période, soit les années 1933-1939.

³⁷ Carole Fink, *Defending the Rights of Others: The Great Powers, the Jews, and International Minority Protection, 1878-1938*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, p. 151-160.

³⁸ Mark Mazower, « The Strange Triumph of Human Rights, 1933-1950 », *The Historical Journal*, Vol. 47, No. 2 (juin, 2004), p.379-398.

Claudena Skran fait éloge de la SDN pour sa capacité à établir un régime de normes durables concernant le traitement de réfugiés.³⁹ De plus, David R. Stone argumente que la SDN fut pionnière dans l'établissement de normes concernant la vente d'armes sur le marché mondial.⁴⁰ Sur un autre plan, Jean-Jacques Renoliet explore le rôle de l'organisation de coopération intellectuelle de la SDN dans l'établissement de formes de coopération culturelle et intellectuelle internationales.⁴¹ Patricia Clavin et Jens-Wilhelm Wessels démontrent que même lorsque l'œuvre politique de la SDN se désintègre dans les années 1930, son volet économique continue d'être pertinent.⁴²

Peter Jackson tente de démontrer que ce souci d'établir des ententes internationales s'étend également en matière politique. Il suggère que dans la pensée politique française se développe lentement une stratégie multilatérale basée sur la loi internationale visant à lier la Grande-Bretagne à sa sécurité et d'emmêler l'Allemagne dans une série de lois et d'accords internationaux pour assurer sa sécurité.⁴³ La politique multilatérale de la France fit en sorte que la SDN joua un rôle d'importance toujours croissante au sein du pays.⁴⁴

La primauté du juridique est de pertinence capitale et, en ce qui concerne l'Allemagne, est aussi une source majeure de discorde lors de la tenue de la Conférence du désarmement. L'Allemagne, contrairement à la Pologne qui jouit du privilège d'être légalement reconnue comme État indépendant dans le contexte de l'ordre de Versailles, se fait attribuer un statut inférieur aux autres États. Elle est initialement exclue de la

³⁹ Claudena M. Skran, *Refugees in Inter-War Europe: The Emergence of A Regime*, Oxford, Clarendon Press, 1994, p.3-9.

⁴⁰ David R. Stone, « Imperialism and Sovereignty: The League of Nations' Drive to Control the Global Arms Trade », *Journal of Contemporary History*, vol. 35, no. 2 (avril 2000), p.230.

⁴¹ Jean-Jacques Renoliet, *L'UNESCO oubliée : La Société des Nations et la coopération intellectuelle (1919-1946)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, 352 p.

⁴² Patricia Clavin et Jens-Wilhelm Wessels, « Transnationalism and the League of Nations: Understanding the Work of Its Economic and Financial Organisation », *Contemporary European History*, vol. 14, no. 4 (2005), p. 465-492.

⁴³ Peter Jackson, « French Security and a British 'Continental Commitment' after the First World War: a Reassessment », *English Historical Review*, vol. CXXVI, no. 519 (2011), p.348.

⁴⁴ *Ibid.*, p.378

SDN, et perd une partie importante de ses territoires ainsi que toutes ses colonies au profit des puissances victorieuses qui se les font attribuer sous protection des Traités de Versailles et de la SDN. Cette dernière promet donc l'égalité à tous ses membres, mais promeut l'inégalité dans la perspective allemande. C'est le cas dans la question d'auto-détermination des peuples, refusée aux Allemands : le refus de l'*Anschluss* étant l'exemple le plus flagrant. C'est le cas du point de vue militaire, l'Allemagne se voyant refuser une force aérienne, ses troupes étant limitées à 100,000 hommes et son État-Major étant éliminé. C'est aussi le cas pour l'aspect économique, l'Allemagne étant contrainte à déboursier aux alliés les dommages causés par la guerre.⁴⁵ Dans cette optique, les autorités allemandes n'échoueront pas à rappeler aux participants de la Conférence en 1932 qu'elle fut un des seuls États contraints à désarmer.

1.3 Un rôle croissant de l'opinion publique dans les affaires mondiales ?

L'exploitation de l'opinion publique joue un rôle clé dans la formulation des thèses polonaises et allemandes à la Conférence du désarmement. Ce souci de soigner la perception qu'a la communauté internationale des États découle notamment de l'importance croissante de l'opinion publique dans les relations internationales de l'époque. Une conscience internationale s'est développée au courant du 19^e siècle au sein des populations d'Europe. De plus en plus de citoyens s'impliquent davantage dans les affaires mondiales grâce à la propagation des journaux, de la presse et des organisations citoyennes. Souvent pacifistes, ces mouvements s'éclipsent à la veille de la Première Guerre mondiale, mais reprennent de plus belle à l'issue du conflit.⁴⁶ S'ajoutent à ces voix un grand nombre d'anciens combattants qui ont directement participé aux horreurs de la guerre et qui constituent à l'époque une force politique formidable.⁴⁷ Il en résulte qu'à Versailles, les représentants doivent, un peu à contrecœur, composer avec une population épuisée par des années de guerre qui exige d'avoir son mot à dire dans la forme que prendra le système international de l'après-guerre.

⁴⁵ Pierre Milza, *Les relations internationales de 1918 à 1939*, Paris, Armand Colin, 2006, p.13-16.

⁴⁶ Pour une discussion du sujet voir notamment Sandi Cooper, *Patriotic Pacifism. Waging War on War in Europe, 1815-1914*, New York, Oxford University Press, 1991, 336p.

⁴⁷ Birebent, *op. cit.*, p.107-112.

Parmi les principaux représentants des Grandes puissances présents aux tractations de paix, aucun autre ne partage l'enthousiasme de Woodrow Wilson pour son projet de Société des Nations, ne voyant pas en l'organisme une alternative viable à la diplomatie traditionnelle.⁴⁸ Cependant, ils ne peuvent pas se permettre de l'ignorer ; au-delà de la position dominante que détient Wilson à la conférence et son instance sur la réalisation de l'organisme, les populations affectées par la guerre acclament l'idée.⁴⁹

Bien que l'opinion publique internationale et interne soit quelque chose que les politiciens ne peuvent plus se permettre d'ignorer, il ne faut surtout pas exagérer l'influence qu'elle détient sur le processus décisionnel des gouvernements européens. Rappelons ici l'observation faite par Zara Steiner au sujet de la Conférence de désarmement : « If world public opinion meant anything in 1932, the World Disarmament Conference should have been a great success. Instead, it was clear from the start that any progress towards disarmament would require a massive diplomatic effort. »⁵⁰ Steiner voit juste jusqu'à un certain point. Les limites de l'influence réelle de l'opinion publique sur les décisions des corps diplomatiques n'enlèvent rien au fait que la dépendance sur ladite opinion est une caractéristique de la SDN : c'est une réalité avec laquelle les politiciens doivent transiger et laquelle ils souhaitent exploiter. C'est d'ailleurs ce que nous allons voir dans les cas de la Pologne et de l'Allemagne dans les chapitres à venir.

En effet, ils tentent de l'exploiter à leur avantage. S'il est vrai que les délégués étatiques doivent composer avec la pression de l'opinion publique, cette relation ne va pas à sens unique. Ils essaient également de courtiser celle-ci pour la rallier à leur cause. La propagande devient outil politique de taille dans l'entre-deux-guerres et notamment en ce qui concerne la Conférence du désarmement. Le ministre des Affaires étrangères

⁴⁸ MacMillan, *op. cit.*, p.86.

⁴⁹ *Ibid.*, p.83-97. Pedersen note également la dépendance sur l'opinion publique de la SDN ; Pedersen, *Back to the League of Nations*, p.1096. ; Maurisse Vaïsse note également le grand intérêt porté pour l'égisme du désarmement par la presse française dans *Sécurité d'abord. La politique française en matière de désarmement, 9 décembre 1930 - 17 mai 1934*, Paris, Pédone, 1981, p.149.

⁵⁰ Steiner, *op. cit.*, p.763.

allemand Gustav Stresemann fit bon usage de la tribune de Genève pour faire sortir la situation critique dans laquelle se trouvaient les minorités ethniques allemandes restées en dehors des frontières du Reich dans le but de justifier les révisions frontalières.⁵¹ En effet, nous allons voir que la relation qu'entretiennent les délégués et l'opinion publique est complexe et ne se résume pas aux conclusions de Steiner. Durant la période où la Pologne et l'Allemagne coopèrent avec la SDN à la Conférence, les deux pays cherchent à courtiser la faveur de la communauté internationale. Ils recouvrent leurs arguments d'un message pacifiste et conciliatoire de façon à faire avancer leurs intérêts sous forme qui sera favorisée par la communauté plus large. Nous verrons qu'à la Conférence, la politique allemande évolue au fur et à mesure que s'enchaînent les événements à l'interne du pays autant qu'à l'externe. L'Allemagne plaide pour la reconnaissance de son droit à l'égalité militaire et se positionne comme championne du désarmement puisqu'elle a déjà désarmée en 1919, et ce, dans l'optique de gagner la faveur de la communauté internationale. De même, la Pologne propose un projet de désarmement moral visant à voiler dans le pacifisme leur politique visant à conserver le traité de Versailles.

1.4 Mise en contexte du sujet de thèse

Nous avons suggéré que la SDN offre un cadre organisationnel et opératif unique par le biais duquel des puissances victimes ou privilégiées de l'époque, telles la Pologne et l'Allemagne, peuvent se prononcer sur des sujets pertinents à leurs intérêts et sur les affaires liées aux traités de paix. Ce cadre est d'ailleurs exploité par l'Allemagne pendant toute la deuxième moitié des années 1920 : dès son entrée dans la SDN en 1926, l'Allemagne se met au travail pour imposer les intérêts allemands par le biais de la coopération avec les institutions internationales de l'époque, une tactique ayant pour objectif ultime l'élimination de l'humiliation subie à Versailles.⁵²

⁵¹ Carole Fink, « Defender of Minorities: Germany in the League of Nations, 1926-1933 », *Central European History*, Vol. 5, No. 4 (Déc. 1972), p. 330-357.

⁵² C'est d'ailleurs un des arguments principaux de Joachim Wintzer dans *Deutschland und der Völkerbund 1918-1926*, Paderborn, Ferdinand Schöningh Verlag, 2006, 634p.

C'est une Allemagne humiliée qui signe la paix. Le traité de Versailles ne ressemble en rien à la promesse qui fut faite à l'État-major allemand proposant que la paix allait être négociée sur la base des 14 points du président américain Woodrow Wilson. Au lieu d'une paix négociée par des égaux, l'Allemagne est unilatéralement déclarée responsable du déclenchement de la guerre dans le fameux article 231 du traité.⁵³ Ce dernier permet de justifier ainsi l'étendue des mesures punitives prévues à l'égard du Reich. Le Kaiser Guillaume II est accusé de crimes de guerres et son Empire est démantelé par une longue série de mesures économiques, légales et militaires. L'Allemagne perd toutes ses colonies et une partie de son territoire national au profit des puissances victorieuses – dont la Pologne – et l'*Anschluss* lui est interdit malgré le fait que selon le principe du droit de détermination des peuples, les Allemands d'Autriche devraient y avoir droit. Elle s'engage à payer des réparations pour les dommages de guerre causés et l'adhésion à la SDN lui est initialement refusée.⁵⁴ Il en résulte que l'Allemagne s'efforcera tout au long de l'entre-deux-guerres de combattre ce traité.

Dans ce cadre toujours, la Pologne est privilégiée, ayant grandement profité de la déconfiture allemande. Le pays renaît après 123 années d'inexistence politique et ce, largement aux dépens de l'Allemagne. Les articles 87 et 88 du traité obligent l'Allemagne à garantir le droit d'existence à la Pologne aux dépens de ses propres territoires.⁵⁵ Pour garantir un accès à la mer à la République slave, un couloir menant jusqu'à la mer baltique est tracé à travers l'Allemagne qui se trouve désormais séparée physiquement de la Prusse orientale. Toutefois, la reconnaissance de la souveraineté polonaise vient à un prix : le tiers de sa population étant d'ethnie autre que polonaise, la Pologne obligée de signer un traité de défense des droits de ses minorités.⁵⁶ Il en résulte

⁵³ Girault et Frank, *op. cit.*, p.101.

⁵⁴ Pierre Milza, *Les relations internationales de 1918 à 1939*, Paris, Annand Colin, 2003, p.13-16. ; Girault et Frank, *op. cit.*, p.100-102.

⁵⁵ *The Treaty of Peace between the Allied and Associated Powers and Germany*, Londres, H.M. Stationery Office, 1920, p.48-52.

⁵⁶ Mark Mazower, « Minorities and the League of Nations in Interwar Europe », *Daedalus*, Vol. 126, No. 2, Human Diversity (printemps 1997), p.50-51.

que le révisionnisme allemand aura pour cible importante la Pologne qui tout au long de la période se verra contrainte de devoir défendre le *statu quo*.

Le révisionnisme allemand à l'égard du traité des Versailles est l'une des grandes constantes de la réalité d'après-guerre.⁵⁷ Tout au long de ces années l'Allemagne de Weimar cherche à réviser les clauses punitives du traité et de briser l'ordre de Versailles. Si les premiers politiciens de Weimar adoptent une attitude ouvertement hostile à l'égard des grandes puissances victorieuses et du *Diktat* de Versailles, l'attitude du Reich change progressivement à partir de 1923, sous la chancellerie de Gustav Stresemann. Ce dernier comprend qu'il doit satisfaire les inquiétudes sécuritaires de ses ennemis du temps de guerre pour arriver à les convaincre de modifier les traités.⁵⁸ Toujours dans le but de restaurer pleinement la souveraineté de l'Allemagne, il adopte une politique de conciliation et de coopération avec les grandes puissances occidentales. Cette approche nouvelle apporte quelques succès à l'Allemagne, qui par exemple, réussit à faire signer en 1924 le plan Dawes allégeant le fardeau des réparations pour l'Allemagne et permettant l'évacuation des troupes d'occupation alliées de la Ruhr.⁵⁹ C'est également sous Stresemann que les traités de Locarno sont signés en 1925.⁶⁰ Ceux-ci contribuent énormément à la normalisation des relations entre la République de Weimar et les puissances alliées occidentales puisque l'Allemagne s'engage à accepter ses frontières occidentales telles qu'établies à Versailles comme étant définitives, sans toutefois étendre cette reconnaissance à l'est. C'est sous Stresemann que l'Allemagne rejoint finalement la Société des Nations en 1926 en tant que membre permanent du Conseil de la SDN.

⁵⁷ La critique de Paul W. Schroeder de l'œuvre de Steiner aborde deux des aspects qui permettent de mieux comprendre la période de l'entre-deux-guerres : les traités de paix échouent d'une part à stabiliser de façon durable l'Europe de l'est et d'autre part échouent à bien intégrer l'Allemagne dans la reconstruction de l'ouest. Paul W. Schroeder, « The Lights That Failed, and Those Never Lit », *The International History Review*, vol. 28, no. 1 (mars, 2006), p.122-124.

⁵⁸ Jonathan Wright parle notamment de l'objectif de Stresemann visant à réviser les frontières polono-allemandes de façon paisible dans *Gustav Stresemann, Weimar's Greatest Statesman*, Oxford, Oxford University Press, 2002, p.359-361.

⁵⁹ E. J. Feuchtwanger, *From Weimar to Hitler, Germany, 1918-1933*, Houndmills, Macmillan Press, 1993, p.150.

⁶⁰ Mommsen, *op. cit.*, p.205.

L'objectif ultime de Stresemann demeure toutefois de restaurer la pleine autonomie du Reich. C'est donc à cette fin qu'il fait signer les traités de Locarno, qui pour lui ne représentent qu'une première étape dans ce rétablissement.⁶¹ La même logique guide sa volonté de rejoindre la SDN : il compte s'en servir comme « forum pour promouvoir les intérêts allemands, particulièrement en ce qui concerne les minorités allemandes en Pologne et en Tchécoslovaquie ». ⁶² L'Allemagne s'est d'ailleurs faite championne des droits des minorités au sein de la SDN dans ce but. Jusqu'en 1933, animée par des intentions égoïstes, l'Allemagne est un des seuls pays qui militent activement pour assurer la bonne application des traités sur la protection des minorités de la SDN.⁶³

La Pologne n'est pas inconsciente du danger que représente l'entrée de l'Allemagne dans la SDN. Contrairement à sa voisine occidentale, la Pologne est une petite puissance dont la survie est en constant péril, étant écrasée entre deux grandes puissances hostiles. Ceci est reflété dans la politique étrangère du pays, qui a pour objectif le maintien du *statu quo* de Versailles.⁶⁴ Les actions de Stresemann semblent justifier la peur qui anime les autorités polonaises.

Ayant un siège permanent au Conseil, l'Allemagne peut bloquer quelque initiative lui étant défavorable. Stresemann tente aussi de convaincre la communauté internationale que la Pologne maltraite ses minorités dans le but de réviser les frontières polono-allemandes sur la base de l'article 19 du Pacte.⁶⁵ L'article stipule que « [l']Assemblée peut, de temps à autre, inviter les Membres de la Société à procéder à un nouvel examen des traités devenus inapplicables ainsi que des situations internationales,

⁶¹ *Ibid.*, p.206.

⁶² *Ibid.*, p.212.

⁶³ Fink, *loc. cit.*, p.335.

⁶⁴ Pour la question du désarmement en la matière, voir notamment Waldemar Michowicz, « Determinanty polskiej polityki rozbrojeniowej w okresie międzywojennym », *Acta Universitatis Lodzensis, Folia Historica*, No. 42, Wydawnictwo Uniwersytetu Łódzkiego, Łódź, 1991, p.9.

⁶⁵ C'est d'ailleurs sur la base légale de cet article que Stresemann construit son argumentation ; Mommsen, *op. cit.*, p.212.

dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde.»⁶⁶ Bien que la Pologne apprécie jusqu'à un certain point l'existence de la SDN, qui lui donne au moins une mesure d'influence sur les affaires européennes d'importance⁶⁷, la formulation de l'article 19 est suffisamment vague pour inquiéter les autorités polonaises et sème le doute sur la capacité de la SDN à assurer l'inviolabilité des frontières du pays.⁶⁸ C'est par peur de se faire imposer unilatéralement des révisions territoriales que la Pologne est poussée à militer pour un siège permanent au sein du Conseil lorsque l'Allemagne est acceptée à la SDN.⁶⁹

En résumé, c'est dans une logique de révision ou de maintien du *statu quo* de Versailles que l'Allemagne et la Pologne participent à la vie internationale de l'entre-deux-guerres et, à partir de 1926, la SDN devient un contexte de choix pour le faire. C'est d'ailleurs sous cette optique qu'il faut observer la participation des deux États à la Conférence du désarmement.

1.5 La Conférence du désarmement : le dernier souffle de la SDN ?

Dans ces luttes entre révisionnistes et antirévionnistes de Versailles un point de litige important est notable : celui du désarmement qui fut imposé à l'Allemagne. C'est d'ailleurs un des aspects clés de la mission sécuritaire de la SDN que d'amener les puissances membres à réduire leur armement au minimum nécessaire pour assurer leur protection. En guise de justification et de légitimation du désarmement de l'Allemagne, les Alliés ont eu l'astucieuse idée de le présenter comme étant un premier pas vers un désarmement généralisé qui devra être accompli dans les années à venir.⁷⁰ Tel est le contenu de l'article 8 du Pacte qui stipule que « [les] Membres de la Société

⁶⁶ *The Treaty of Peace between the Allied and Associated Powers and Germany*, Londres, H.M. Stationery Office, 1920, p.14.

⁶⁷ Piotr Wandycz, *Z Piłsudskim i Sikorskim, August Zaleski, Minister spraw zagranicznych w latach 1926-1932 i 1939-1941*, Warszawa, Wydawnictwo Sejmowe, 1999, p.50.

⁶⁸ Jerzy Krasuski, « Rola Ligi Narodów w kształtowaniu stosunków polsko-niemieckich 1919-1939 », dans *Problem Polsko Niemiecki w Traktacie Wersalskim*, Poznań, Instytut Zachodni, 1963, p.559.

⁶⁹ On arrive finalement à un compromis : la Pologne reçoit un siège semi-permanent ; Janusz Farys, *Koncepcje polskiej polityki zagranicznej 1918.1939*, Warszawa, Książka i Wiedza, 1981, p.224-225.

⁷⁰ Krasuski, *loc. cit.*, p.555-556.

reconnaissent que le maintien de la paix exige la réduction des armements nationaux au minimum compatible avec la sécurité nationale et avec l'exécution des obligations internationales imposée par une action commune. »⁷¹ Cet article créé un précédent légal que les autres puissances alliées seront en principe tenues de suivre et que l'Allemagne ne négligera pas d'exploiter : lorsque viendra le temps de la Conférence, les Allemands vont exiger que les Alliés suivent son exemple et remplissent leur engagement en matière de désarmement. Puisque la SDN ne donnera pas entière satisfaction à l'Allemagne concernant ses exigences, cette dernière va quitter l'organisme et abandonner sa politique de bonne coopération avec les puissances européennes adoptée par Stresemann. En d'autres termes, la Conférence est le dernier moment dans l'histoire de l'entre-deux-guerres où s'expriment toutes les particularités de l'époque dont nous avons discuté dans ce chapitre.

La militarisation de l'Europe, avec notamment la course aux armements à laquelle s'est adonné le continent dans les années précédant la Première Guerre mondiale, fut dénoncée comme étant un des éléments déclencheurs de ladite guerre.⁷² Un des grands projets de paix de l'époque est donc d'éliminer ce problème à la source, soit en prônant un programme de désarmement réduisant au minimum nécessaire pour assurer la sécurité des États. Il fut clairement établi dans le traité de Versailles que le désarmement est un enjeu qui doit être réglé au sein de la SDN. Déjà dans la durée des discussions préliminaires nous pouvons constater la difficulté que rencontrent les Européens dans leur tentative de répondre aux peurs sécuritaires du camp français craintif de la puissance militaire allemande et d'une Allemagne refusant de se plier éternellement aux restrictions de Versailles, problèmes qui demeurent d'actualité lors de la tenue de la Conférence. Une commission préparatoire est établie en 1925 pour l'élaboration d'un plan préliminaire de désarmement sur la base duquel auront lieu les délibérations à la Conférence même. La Commission clôt en décembre 1930 et la date pour la tenue de la

⁷¹ *The Treaty of Peace between the Allied and Associated Powers and Germany*, Londres, H.M. Stationery Office, 1920, p.9-10.

⁷² Steiner, *op. cit.*, p.372.

Conférence est finalement fixée au 2 février 1932.⁷³ La question sera donc réglée par une conférence où tous les pays membres peuvent se faire entendre et contribuer à l'élaboration de la convention. Cependant, le contexte international a grandement changé depuis l'adhésion de l'Allemagne à la SDN.

1.6 La rupture de l'ordre international à la veille de la conférence

L'historiographie révèle que c'est dans un contexte de crises et d'incertitude que va se tenir la conférence mondiale pour la limitation des armements. La crise économique qui suit le Krach boursier de l'automne 1929 déstabilise régimes établis dans tous les pays touchés, dont notamment l'Allemagne et la Pologne. Le Krach est d'ailleurs considéré comme le point tournant de l'histoire de l'entre-deux-guerres, de la SDN et même des relations polono-allemandes.⁷⁴ La Grande Dépression facilite l'expansion des forces extrémistes autant en Pologne qu'en Allemagne.⁷⁵ L'Allemagne, dont l'économie est très liée aux États-Unis, est frappée de manière particulièrement dure et permet aux voix extrémistes, jadis reléguées à la périphérie du paysage politique, de trouver écho auprès d'une population plongée dans la misère et plus réceptive à un discours chauvin.⁷⁶ La légitimité de l'ordre de Versailles est ainsi contestée à la veille de la Conférence sur le désarmement. À partir de 1930, le révisionnisme allemand fait effet de boule de neige et ne cesse de grandir et d'accélérer avec le temps.⁷⁷ Steiner caractérise les années 1929-1933 comme étant des « années charnières » de l'entre-deux-guerres, années qui connectent la période initiale de reconstruction à celle de désintégration qui va suivre.⁷⁸ Il

⁷³ *Ibid.*, p.755-756. En tout, 59 États sont représentés à la Conférence.

⁷⁴ Krasuski est particulièrement acerbe dans son évaluation de la portée de la crise. Il stipule que dès lors tous les traités et arrangements internationaux deviennent caduques; Jerzy Krasuski, *Stosunki polsko-niemieckie, 1919-1932*, Poznań, Instytut Zachodni, 1975, p.345. ; Northedge suggère également que c'est la crise qui pousse le Japon à envahir la Chine dans Northedge, *op. cit.*, p.140.

⁷⁵ Piotr Wandycz, *The Twilight of French Eastern Alliances 1926-36: French-Czechoslovak-Polish Relations from Locarno to the Remilitarization of the Rhineland*, Princeton, Princeton UP, 1988, p.165.

⁷⁶ Mommsen, *op. cit.*, p. 359-389.

⁷⁷ Wandycz, *op. cit.*, p.178.

⁷⁸ Steiner, *op. cit.*, p.635.

en résulte que la Conférence représente ce qui va s'avérer être la dernière tentative de faire fonctionner le modèle de sécurité collective incarné par la SDN.

La Pologne, qui a également connu une période de stabilité, est aussi gravement touchée par la crise. Le régime de Piłsudski prend une tournure plus autoritariste à partir de 1930 et commence à écraser toute opposition interne par la force et coercition.⁷⁹ Cette radicalisation des deux régimes débouche sur l'échec des deux initiatives qui devaient finalement permettre de normaliser les relations entre ces deux États.

La Pologne et l'Allemagne ont failli arriver à certain *modus vivendi* sous la chancellerie d'Hermann Müller, en poste du 28 juin 1928 au 27 mars 1930.⁸⁰ Toutefois, la radicalisation de l'Allemagne suite à la chute de Müller, et dans une moindre mesure de la Pologne suite aux élections de 1930, mena à l'échec de la signature de ces deux accords qui devaient permettre la normalisation des relations polono-allemandes : le traité de liquidation et l'accord économique du 17 mars 1930.⁸¹

Ces crises politiques et économiques affectent l'attitude des deux gouvernements envers la SDN : l'hostilité des gouvernements allemands et polonais envers la SDN croît. Stresemann, décédé le 3 octobre 1929, a bâti sa politique étrangère sur l'idée que l'Allemagne peut atteindre ses buts révisionnistes par le biais d'une politique coopératrice et conciliatoire. Il considère qu'il faudra passer par la SDN pour arriver à ses fins. Toutefois, tous ses espoirs ne se concrétisèrent pas et ses successeurs ne partagent pas sa vision des choses. Chaque équipe dirigeante qui se succède suite à la

⁷⁹ Wandycz, *op. cit.*, p.164-165. La tournure autocratique prise par le régime de Piłsudski est décrite en détails notamment dans Andrzej Garlicki, *Piękne lata trzydzieste*, Warszawa, Prószyński i S-ka, 2008, 208p.

⁸⁰ C'est sous le cabinet Müller que l'Allemagne fait preuve du plus de bonne foi envers sa voisine orientale de l'époque Weimar : Janusz Farys, *Koncepcje polskiej polityki zagranicznej 1918.1939*, Książka i Wiedza, Warszawa, 1981, p.198-9.

⁸¹ Gerhard Wagner, « Republika Weimarska a Rzeczpospolita Polska w latach 1919 – 1932. Problemy wzajemnych stosunków politycznych », dans *Stosunki polsko-niemieckie 1919-1932*, Poznań, Instytut Zachodni, 1990, p. 53-54. Peter, Krüger, *Die Aussenpolitik der Republik von Weimar*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1985, p.500-502. Mommsen, *op. cit.*, p.284-285. Krasuski, *op. cit.*, p.430.

chute de Stresemann radicalise progressivement la politique étrangère allemande pour adopter une politique toujours moins coopérative et conciliante.

Un changement similaire s'opère en Pologne. De 1926 à 1932, Piłsudski avait permis à son ministre des affaires étrangères, August Zaleski, à continuer la politique de coopération avec la SDN de son prédécesseur malgré sa méfiance personnelle à l'égard de l'organisme.⁸² Toutefois, la nomination de son protégé Józef Beck comme vice-ministre des Affaires étrangères signale un revirement de cette politique coopératrice.⁸³ Surnommée la « politique de la balance », la politique étrangère de Piłsudski découle de la situation géographique particulière de la Pologne et de sa situation internationale incertaine. Elle consiste à garder une relation cordiale et une position de stricte neutralité entre l'Allemagne et l'URSS. Elle a pour objectif d'éviter de trop s'engager d'un côté un d'un autre pour éviter d'être mal pris au cas où la situation internationale du pays devait dégénérer.⁸⁴

Ces déroulements sont d'autant plus significatifs puisque qu'au même moment que l'Allemagne et la Pologne s'éloignent de leurs politiques basées sur la coopération internationale et cherchent à se distancier de la SDN, que la légitimité et l'efficacité de celle-ci sont mis en cause. L'invasion japonaise de la Mandchourie, en septembre 1931, arrive à un moment critique de l'histoire de l'organisme. Dans quelques mois à peine, en février 1932, est prévue l'ouverture de la conférence mondiale de désarmement. Or, cette guerre entre deux États membres de la SDN, qui en principe devaient renoncer à la guerre comme outil de règlement de différends et devaient se soumettre à l'arbitrage de la SDN, démontre vivement l'impuissance de l'organisme. Le Conseil de sécurité réagit lentement

⁸² Wandycz, *August Zaleski*, p.50-52.

⁸³ *Ibid.*, p.147.

⁸⁴ Michał Jerzy Zacharias, « Józef Beck i "Polityka Równowagi" », *Dzieje Najnowsze*, Warszawa, Polska Akademia Nauk - Instytut Historii, Nr 2, 1988, Rocznik XX, p.8.

et faiblement à l'agression et refuse d'appliquer toutes les sanctions prévues par le pacte de la SDN.⁸⁵ Cette faiblesse ne passe pas inaperçue aux yeux des autres.⁸⁶

L'échec de la sécurité collective est un des éléments qui convainc Pilsudski que la Pologne doit adopter une politique plus indépendante de l'organisme.⁸⁷ Si l'arme de dernier recours de la SDN devait être la sécurité collective, la crise de la Mandchourie démontre plutôt son impuissance et mine la légitimité de la SDN.⁸⁸ La guerre en Mandchourie compromet la SDN et démontre sa faiblesse à un temps où elle devait se montrer forte. Bref, nous avons vu que c'est dans un contexte de crises et d'incertitudes que va se tenir la Conférence mondiale pour la réduction et la limitation des armements. En découle un sentiment d'urgence pour assurer le succès de la Conférence. Avant d'aborder notre sujet proprement dit, il serait pertinent de résumer les grandes lignes du déroulement de la Conférence.

1.7 Le déroulement de la Conférence

En vue de mettre en contexte les événements des chapitres qui vont suivre et dû au fait que notre démonstration des approches polonaise et allemande à la Conférence n'est pas strictement organisée de manière chronologique, nous allons récapituler dans ses grandes lignes l'évolution des discussions à la Conférence mondiale du désarmement

Tous les yeux sont tournés vers la Conférence à l'époque. Puisqu'il s'agit d'une conférence voulue démocratique, représentative du style nouveau de diplomatie multilatérale et transparente, une conférence ouverte permet au public international de suivre les délibérations. De même, elle attire l'attention de tous types d'États. L'URSS soviétique y est représentée et ce, malgré le fait qu'elle ne soit pas membre de la SDN.

⁸⁵ Maurice Vaïsse, *Sécurité d'abord: La politique française en matière de désarmement, 9 décembre 1930 – 17 avril 1934*, Paris, Éditions Pedone, 1981, p.185-189.

⁸⁶ Northedge, *op. cit.*, p.139.

⁸⁷ Wandycz, *Twilight*, p.254.

⁸⁸ Northedge, *op. cit.*, p.161. ; Elmer Bediner, *A Time of Angels: The Tragicomic History of the League of Nations*, New York, Alfred A. Knopf, 1975, p.232-270.

De même, les Etats-Unis se présentent. Au total, des délégués de 59 pays issus de tous les continents participent à l'événement.

La Conférence pour la réduction et la limitation des armements débute le 2 février 1932 à Genève. L'ancien ministre des Affaires étrangères anglais Arthur Henderson, représentant du Labour Party gauchiste, préside à la Conférence. À l'externe, elle s'ouvre dans un contexte difficile ; l'invasion de la Chine par le Japon étant toujours d'actualité, on se demande si le temps est propice à un tel rassemblement.⁸⁹ À l'interne toutefois, les représentants sont bien conscients des conséquences électorales que pourrait avoir l'échec de la Conférence, une grande part des populations concernées se rappelant des horreurs de la guerre et étant en principe grandement favorable au désarmement.⁹⁰

Bien que la discussion générale à laquelle les différentes délégations représentées pourront faire valoir leur point de vue soit prévue pour le 8 février, la France est décidée à imposer le ton et le contenu des discussions en publiant son plan de désarmement dès le 5 février.⁹¹ Les discussions devaient se faire sur la base du projet de convention établi pendant la Convention préparatoire à la Conférence qui dura de 1925 à 1930. Toutefois, devant les protestations des Allemands qui rejettent d'emblée de traiter le Projet de Convention du désarmement comme base des discussions et l'initiative française, le projet est rapidement oublié. Surnommée le Plan Tardieu, la proposition française consiste en un plan compréhensif dont les mesures qui retiennent l'attention sont notamment l'internationalisation d'une partie des effectifs à potentiel militaire, tels l'aviation civile de transport et de bombardement et les armements lourds, et la création d'une force armée sous l'égide de la SDN.⁹² Derrière ce plan concret, la France a l'intention de dominer les discussions et de les éloigner de la question de reconnaissance des droits à l'égalité des Allemands. La France n'est d'ailleurs pas le seul État à tenter de manipuler l'opinion publique de cette manière, comme nous le verrons dans les cas de la

⁸⁹ Steiner, *op. cit.*, p.755.

⁹⁰ *Ibid.*, p.756. Les organismes nationaux et internationaux de paix se mobilisent à l'ouverture de la Conférence ; *Ibid.*, p.758.

⁹¹ Vaïsse, *op. cit.*, p.201-202.

⁹² *Ibid.*, p.202.

Pologne et de l'Allemagne. En effet, les Allemands exigent le traitement égal de tous les États. Pour ce faire, ils suggèrent de généraliser les mesures imposées à l'Allemagne et insistent sur le fait que c'est la seule manière juste de procéder.⁹³ Les Anglais proposent à leur tour de procéder de manière plus prudente et de se contenter d'interdire les armes offensives.⁹⁴ Le premier mois de la Conférence est donc caractérisé par un débat général où tous les représentants peuvent se faire entendre. À partir de la discussion générale sont formés plusieurs comités visant à approfondir les éléments qui y furent soulevés.

À la conclusion des débats généraux en février le ton à la Conférence demeure optimiste. Toutefois, le manque de volonté au compromis des délégués devient évident au fur et à mesure que les discussions passent sur des points précis des modalités du désarmement.⁹⁵ Il en résulte que les négociations s'éternisent puisque les pays représentés n'arrivent pas à trouver terrain d'entente. Les calculs d'opinion publique des pays – quelque chose que nous verrons notamment dans le chapitre sur l'Allemagne – font en sorte qu'ils ne veulent pas être tenu responsable de l'échec des négociations. Cependant, puisqu'aussi qu'aucun ne souhaite compromettre sur le fond de leurs exigences, les discussions tournent en rond lors des séances des commissions techniques qui remplacent la discussion générale. À la mi-juin, autour du temps où la Conférence de Lausanne doit se réunir pour régler la question des réparations, la Conférence du désarmement est totalement enlisée.⁹⁶

Pour débloquer les négociations, les Américains proposent le plan Hoover le 22 juin, nommé après le président américain désireux d'assurer le succès de la Conférence. Ce dernier propose de limiter les armes offensives pour renforcer celles prévues à la défense. Il prévoit entre autres l'abolition de chars d'assaut, d'artillerie lourde et de bombardiers, ainsi que la réduction des forces navales à un tiers à un quart des forces existantes.⁹⁷ À ce stade, la majorité des négociations d'envergure s'effectuent entre

⁹³ Walters, *op. cit.*, p.503.

⁹⁴ *Ibid.*, p.503.

⁹⁵ Vaïsse, *op. cit.*, p.207.

⁹⁶ Walters, *op. cit.*, p.508.

⁹⁷ *Ibid.*, p.509.

Grandes puissances. Bien que le plan soit généralement bien reçu, les Français protestent puisqu'il ne prévoit aucune nouvelle mesure sécuritaire.⁹⁸ Les Américains n'ayant rien à offrir et les puissances maritimes ne voulant pas réduire leurs forces navales, les discussions s'enlisent à nouveau après cinq mois de débats.⁹⁹ À ce stade, les petites puissances commencent à abonner la Conférence car les discussions se font avant tout entre les Grands et la Conférence n'a tenu aucune réunion publique depuis celles du mois de février.¹⁰⁰ Le 23 juillet, on décide d'ajourner de nouveau la Conférence en vue de reprendre les négociations en octobre.¹⁰¹

Le changement de gouvernement en Allemagne se fait sentir à cette étape. Une élection fatidique eut lieu au printemps 1932. Bien que le chancelier allemand Heinrich Brüning a grandement contribué à la destruction de la démocratie au sein de l'Allemagne, notamment en passant à côté du Reichstag pour gouverner sur la base de décrets d'urgence, il demeure relativement modéré sur la scène internationale. Il travaille pour faire reconnaître légalement le droit de réarmer à l'Allemagne. Toutefois, lorsqu'il devient clair que la Conférence ne s'aligne pas pour reconnaître immédiatement le droit à l'égalité exigée par cette dernière, Brüning est remercié par le président Hindenburg à la fin du mois de mai 1932 et est remplacé par un cabinet ultraréactionnaire dirigé par Franz von Papen. Sous ce dernier, l'Allemagne passe en révolte ouverte contre le processus des discussions, s'oppose à l'ajournement et annonce son refus de collaborer avec la Conférence aussi longtemps que son droit à l'égalité ne sera pas formellement reconnu.¹⁰² Lorsque les négociations reprennent en septembre, l'Allemagne quitte la Conférence. La suite des événements va grandement inquiéter la Pologne. La France commence alors à progressivement changer sa position en proposant le plan constructif de Paul-Boncour et d'Herriot, qui notamment reconnaît le principe d'égalité à

⁹⁸ *Ibid.*, p.510.

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ *Ibid.*, p.510-511. Plusieurs pays européens se préparaient à dénoncer le fait que la Conférence qui devait être publique et universelle s'est limitée à des discussions entre Grands.

¹⁰¹ *Ibid.*, p.511

¹⁰² *Ibid.*, p.512.

l'Allemagne.¹⁰³ Ce n'est grâce qu'à l'effort des Grandes puissances qu'on lui reconnaît le droit du principe d'égalité le 11 décembre 1932 : à huis clos, les Anglais, les Français, les Italiens, les Allemands et les Américains admettent que la future Convention de désarmement devra garantir le droit à l'égalité allemande.¹⁰⁴ La Conférence est ajournée une fois de plus, jusqu'au 31 janvier 1933, pour lui permettre de reprendre sur un nouvel élan.

Pour faire redémarrer les négociations et sauver la Conférence, les Anglais proposent leur propre plan de désarmement.¹⁰⁵ Surnommé le plan MacDonald, il est présenté le 16 mars 1933. Ramsay MacDonald est le Premier Ministre de la Grande-Bretagne. Un social-démocrate du parti travailliste tout comme le président de la Conférence, il est favorable à la Société des Nations. C'est le premier projet qui contient des chiffres précis pour la réduction d'armements : les autres se contentant de décrire des mesures générales. Il reconnaît finalement que la Convention remplacera le traité de Versailles tel que souhaité par les Allemands et donne des garanties sécuritaires additionnelles à la France.¹⁰⁶ En même temps, l'Italie suggère le Pacte des Quatre qui a pour objectif d'instaurer un nouveau concert européen : les signataires – l'Italie, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France – s'engagent à maintenir la paix, à contraindre le reste de l'Europe à se plier à leurs décisions, à exécuter la révision des traités dans le cadre de la SDN, à permettre à l'Allemagne de réaliser la parité militaire et à coopérer dans toutes les autres sphères économiques et politiques.¹⁰⁷ Bien qu'on tente de garder les négociations en ce sens secrètes, une fuite rend l'information publique, causant ainsi consternation auprès du reste de l'Europe, et particulièrement auprès de l'Europe orientale qui s'inquiète au sujet des implications du plan.¹⁰⁸ Par crainte qu'on ne lui impose des révisions frontalières, la Pologne rejette carrément de se plier à

¹⁰³ Steiner, *op. cit.*, p.788.

¹⁰⁴ Walters, *op. cit.*, p.515.

¹⁰⁵ Steiner, *op. cit.*, p.789

¹⁰⁶ Walters, *op. cit.*, p.542-544. En d'autres mots, c'est le type de plan qui aurait dû être présenté à l'ouverture de la Conférence.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p.544-545.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p.545.

quelconque entente entre les Grands à laquelle elle n'a pas participé. Nous verrons que c'est une étape décisive dans l'abandon de la SDN par le pays.¹⁰⁹

Hitler, nommé Chancelier en fin janvier 1933, se prononce en faveur de discuter sur la base du projet britannique en mai 1933. Toutefois, avec l'absence de progrès des négociations et avec l'arrivée de la Conférence économique internationale de Londres, la Conférence du désarmement est à nouveau ajournée, cette fois jusqu'au mois d'octobre 1933.¹¹⁰ Bien que l'Allemagne avait acceptée de négocier sur la base du plan anglais, la France apporte des modifications au plan défavorables au Reich pendant la pause ; la période dans laquelle l'Allemagne pourrait acquérir la parité militaire, en huit ans au lieu de cinq et en divisant la période en deux. Suite à un premier quatre ans avec aucune modification du *statu quo*, une commission permanente ferait l'état des choses pour ne permettre une modification des armements dans la deuxième moitié que si l'engagement avait été respecté.¹¹¹ À la surprise des Allemands, les Anglais et les Américains acceptent les modifications françaises. Devant cet apparent front commun contre le Reich, Hitler prend la décision d'abandonner les pourparlers et annonce en octobre 1933 le retrait du pays de la SDN et de la Conférence. Cette dernière continuera un temps de délibérer en l'absence de l'Allemagne car on garde espoir que l'Allemagne reviendra, mais ça n'arrive pas et les pourparlers seront ajournés indéfiniment.

Pour récapituler, nous avons vu qu'un nouveau type de diplomatie est apparu après la Grande Guerre. La diplomatie traditionnelle ayant été délégitimée aux yeux de plusieurs, la Société des Nations et la sécurité collective devaient la remplacer. Ce système porte plusieurs caractéristiques, dont notamment le rôle croissant des organismes supranationaux et sa dépendance sur l'opinion publique. Pour les raisons évoquées, la SDN ne réussit pas à s'imposer comme alternative viable à la diplomatie traditionnelle, mais demeure un élément important du système international, notamment dans le traitement de questions liées aux traités de paix. Ainsi, nous avons cherché à démontrer

¹⁰⁹ *Ibid.*, p.546.

¹¹⁰ *Ibid.*, p.548.

¹¹¹ *Ibid.*, p.549.

que l'organisme détient une place prépondérante dans les politiques étrangères de la Pologne et de l'Allemagne, notamment par les liens qui unissent l'organisme à Versailles. C'est également pourquoi il est pertinent d'étudier l'énigme du désarmement du point de vue de ces deux pays. Cette dernière est d'une importance capitale pour eux pour des raisons diamétralement opposées et son étude nous permettra de nuancer la perception qu'ils ont de la SDN. La Conférence du désarmement débute dans un contexte international peu propice à la coopération, la SDN étant assiégée de toutes parts, mais elle a une chance pour démontrer la viabilité du système de sécurité collective. C'est ainsi que la Pologne s'apprête à faire valoir ses intérêts à la Conférence.

CHAPITRE II

LA POLOGNE À LA CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

L'indifférence n'est pas une attitude qui peut être attribuée à la participation polonaise à la Conférence du désarmement. Nous verrons dans le présent chapitre que la Pologne voit dans le désarmement des enjeux sécuritaires de premier ordre et s'inquiète au sujet des retombées à long terme que pourraient avoir la signature d'une Convention lui étant défavorable. Le maintien du traité de Versailles est capital à la politique sécuritaire de la Pologne. Elle s'est engagée dans la SDN pour bloquer le révisionnisme du Reich au sujet de leurs frontières communes tracées à dans les traités de paix. De même, elle s'engage à la Conférence pour la réduction et la limitation des armements pour bloquer le révisionnisme allemand : l'Allemagne exige que le droit à la parité militaire qui lui fut refusé par les traités de paix soit finalement reconnu.

Confrontée au révisionnisme croissant du Reich et à un contexte international difficile à cause de la crise économique, la Pologne voit l'importance de s'engager pleinement dans la Conférence du désarmement dans le but de gagner la sympathie de la communauté internationale à sa cause. Ainsi, nous verrons premièrement qu'elle réorganise ses départements de propagande pour mieux préparer le pays à contrer le révisionnisme du Reich. Elle ramasse alors toutes publications ou déclarations allemandes de nature provocatrice pour démontrer la mauvaise volonté allemande. Ensuite, nous explorerons les fruits de cet effort : la Pologne monte un projet de désarmement moral visant à institutionnaliser par le biais de la SDN toute forme de propagande haineuse envers les peuples du monde. Étant consciente de son manque de poids politique à l'international, elle aligne également sa politique avec celle de la France pour bloquer l'Allemagne. Toutefois, nous verrons que la tournure que va prendre la Conférence poussera la Pologne à abandonner le système de sécurité collective incarné

par la SDN pour signer des ententes bilatérales directement avec le Reich. Au fur et à mesure que les discussions s'éternisent, que les Grandes puissances se mettent à nouveau à passer outre des instances de la SDN pour s'entendre dans les coulisses de la Conférence, et que la France se fait trop conciliante au sujet de l'application stricte des mesures du désarmement allemand, elle ne voit pas d'alternative. N'ayant pas réussi à faire garantir la sécurité du pays à la SDN, la Pologne trouve d'autres moyens pour protéger ses intérêts et elle réussira pour un temps. Ironiquement, ce sera accompli par le biais d'une entente directe avec l'Allemagne.

2.1 Mise en contexte

Aux yeux du gouvernement, la Conférence mondiale du désarmement est le plus important rassemblement international depuis les temps de la Conférence de paix de Paris de 1919. Elles concluent que plusieurs questions d'actualité (« *najdonioslejsze problematy* ») pourraient s'y décider, dont celles de sécurité nationale, politique étrangère, économiques et financières, dont notamment celle de la révision paisible des traits de paix.¹ Un important débalancement du système international pourrait donc survenir suite à la Conférence et l'avenir des traités de paix pourrait s'y jouer. De plus, la crise économique qui sévit depuis 1929 contribue au caractère urgent que semble prendre la Conférence.

Un courant révisionniste toujours plus important croît au sein de l'Allemagne depuis 1930.² C'est une source d'inquiétude pour l'État polonais, puisque les Allemands souhaiteraient la révision du *statu quo* territorial et militaire aux dépens de la Pologne. Les incidents aux frontières des deux pays deviennent plus nombreux et même un membre du cabinet de Brüning, Gottfried Treviranus, exige pendant la campagne

¹ Note de Komarnicki, 9 Novembre 1931, Sztab Główny, Sygn. 616/117, AAN, p.25-29.

² Piotr Wandycz, *The Twilight of French Eastern Alliances 1926-36 : French-Czechoslovak-Polish Relations from Locarno to the Remilitarization of the Rhineland*, Princeton, Princeton UP, 1988, p.178-179. Les relations entre les deux pays s'enveniment grandement depuis les élections allemandes de 1930 et la chute du chancelier Müller ; Janusz Farys, *Koncepcje polskiej polityki zagranicznej 1918.1939*, Książka i Wiedza, Warszawa, 1981, p.199.

électorale de 1930 la restauration du corridor de Danzig au Reich.³ C'est dans ce contexte, où les courants révisionnistes allemands prennent de l'ampleur, qu'ouvre la Conférence. Cette dernière doit d'ailleurs régler un des éléments les plus contentieux des traités de paix aux yeux des Allemands : le dépècement de la puissance militaire du Reich.

Dans les deux cas, soit l'échec de la Conférence ou la réussite des modifications aux clauses de désarmement allemand, les Polonais devront se confronter aux revendications révisionnistes du Reich. Si l'Allemagne réussissait à convaincre les États présents de la nécessité d'abolir les clauses de désarmement, elle pourra légitimement procéder à la modernisation et au renforcement de ses forces armées. Dans l'éventualité où la Conférence venait à échouer, l'Allemagne menace de quitter le cadre multilatéral offert par l'organisme et d'agir de façon unilatérale pour faire avancer ses intérêts, faisant perdre à la Pologne l'avantage offert par la SDN.⁴ La Pologne est donc consciente de la précarité de sa situation et se prépare en conséquence.

À la Conférence, elle se donne pour objectif de convaincre la communauté internationale de la nécessité de maintenir le *statu quo* de Versailles.⁵ Étant une petite puissance relativement isolée sur la scène internationale, elle est consciente de sa faiblesse et de son manque d'influence aux yeux de cette dernière et compte s'appuyer sur son alliée française. Ceci étant dit, elle essaie malgré tout de naviguer la conférence de manière à tirer un maximum de profit. Elle a donc intérêt à préserver la SDN car étant membre de l'organisme, le pays se voit garantir son autonomie et indépendance. De plus, l'organisme lui donne la possibilité de se faire entendre sur la scène européenne.⁶

³ Zara Steiner, *The Lights that Failed. European International History 1919-1933*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p.528.

⁴ Le ministre des Affaires étrangères August Zaleski voulait neutraliser le révisionnisme allemand par le biais d'une participation active à la SDN. ; Janusz Farys, *op.cit.*, p.196-228.

⁵ C'est le but avoué des Polonais; « M. Zaleski, the Polish Foreign Minister, delivered a speech yesterday at the Foreign Affairs Committee of the Senate, in which he declared that the fundamental principle dominating Poland's foreign policy is the maintenance of peace on the basis of existing treaties. » ; Extrait du bureau de presse, 18 décembre 1931, Ambassade RP w Londynie, Sygn. 1164, AAN, p.107.

⁶ Piotr Wandycz, *Z Pilsudskim i Sikorskim, August Zaleski, Minister spraw zagranicznych w latach 1926-1932 i 1939-1941*, Warszawa, Wydawnictwo Sejmowe, 1999, p.50.

Initialement du moins, le MSZ met de côté sa tendance de percevoir le système international uniquement à travers le prisme de la *Realpolitik* prôné par le maréchal Piłsudski. Ainsi, la Pologne essaie de faire valoir son point de vue en exploitant le cadre offert par la SDN : elle est participante active à la Conférence et ce, malgré les réserves des autorités polonaises au sujet de son efficacité. Contrairement au ministère des Affaires étrangères, August Zaleski, qui est favorable au projet de sécurité collective propre à la SDN, Piłsudski est de l'avis qu'il est seulement pertinent de participer à la SDN car c'est la mode du moment.⁷ En conséquence, le MSZ exploite le cadre multilatéral de l'organisme en montant un projet ayant pour objectif de rallier les petites puissances et les neutres à sa cause et s'appuie sur la France pour bloquer le réarmement allemand.⁸ Ses plans et objectifs à la conférence, dont notamment le projet de désarmement moral, témoignent de cette même volonté de préserver le *statu quo* en exploitant la sympathie de la communauté internationale. La Pologne tente d'exploiter l'opinion publique mondiale pour ses propres fins, en montant un projet ayant pour but de convaincre de façon indirecte les membres de la SDN de défendre ses intérêts par le biais d'une entente internationale au sujet de la propagande. Bien qu'elle mise grandement sur ce projet, nous verrons que ses espoirs vont s'avérer être illusoires, puisque les discussions à la Conférence s'éloigneront vite des projets avancés par des pays autres que les Grandes puissances.

2.2 Préserver l'ordre de Versailles dans la SDN

Comme mentionné précédemment, l'objectif principal des autorités polonaises à la Conférence est de maintenir le *statu quo* tel qu'établi à Versailles, c'est-à-dire de garder l'Allemagne désarmée selon les provisions de Versailles sans toutefois limiter ses propres forces armées.⁹ Le mot d'ordre de la politique polonaise en matière de désarmement est la stricte application des provisions des traités de paix. Déjà dans les années 1920, l'État

⁷ *Ibid*, p.51.

⁸ Selon Brzeziński, la Pologne s'était positionnée comme un partenaire faible de la France, ; Andrzej Maciej Brzeziński, *Warszawa - Paryż - Genewa. Sojusz Polsko-francuski a Problem Rozbrojenia w dwudziestoleciu międzywojennym (1919-1937)*, Wydawnictwo Uniwersytetu Łódzkiego, Łódź, 1996, p.117.

⁹ Note sur la Conférence, 1930, MSZ, Sygn. 1685, AAN, p.73-74.

polonais avait décidé qu'il ne soussignerait à aucune entente sur le désarmement qui pourrait nuire de quelque manière à la sécurité du pays ou remettre en question le traité de Versailles et les alliances défensives du pays.¹⁰ L'élément perturbateur de l'état des choses actuel aux yeux du gouvernement est la République de Weimar qui selon toutes probabilités essaiera de le faire modifier au sein de la Conférence. Les Polonais sont conscients du fait que les Allemands veulent réarmer, « puisqu'il n'y a aucun doute que la propagande démagogique de l'Allemagne et des autres États "désarmés" concernant la question de la réduction d'armements a pour objectif la démonstration que la SDN ne réalise pas l'article 8 du Pacte ».¹¹ On constate alors que les Allemands trouvent toujours des arguments pires ou meilleurs dans le but de réviser ou d'éliminer les clauses les obligeant à demeurer désarmés.¹² En d'autres mots, les autorités polonaises estiment de façon erronée que les Allemands voudront modifier le *statu quo* en assurant l'échec du projet de désarmement. Nous verrons dans le prochain chapitre que leurs intentions diffèrent des prédictions polonaises.

Aux yeux des Polonais, les chances que la Conférence soit un succès ne cessent de s'amincir depuis la tenue de la Commission préparatoire achevée en 1930.¹³ Déjà pendant la Commission, les sources polonaises suggéraient que selon toutes probabilités les Allemands ne vont pas soussigner au Projet de Convention qui doit constituer la base des discussions de la Conférence. Le Ministère des Affaires étrangères (MSZ) quant à lui s'attend à ce que le Reich prétende que la Convention préparatoire ne réponde pas aux exigences de désarmement des traités de paix et présume également que l'hypocrisie allemande fera dérailler les discussions.¹⁴

¹⁰ Waldemar Michowicz, « Determinanty polskiej polityki rozbrojeniowej w okresie międzywojennym », *Folia Historica*, 42, Acta Universitatis Lodzensis, Wydawnictwo Uniwersytetu Łódzkiego, Łódź, 1991, p.6. La Pologne a signé des pactes militaires avec la Roumanie et la France. Au courant des années 1920, les Français tentent de se libérer de certains engagements en les transférant à la SDN ; Steiner, *op. cit.*, p.514.

¹¹ Note sur la Conférence, 1930, MSZ, Sygn. 1685, AAN, p.73-74.

¹² Note sur la Conférence, 1930, MSZ, Sygn. 1685, AAN, p.73.

¹³ Évaluation de la Conférence de Sokal à Zaleski, 11 mars 1931, Ambassade RP w Berlinie, Sygn. 1327, p.15.

¹⁴ Rapport de Kasprzycki, 20 décembre 1930, MSZ, Sygn. 1683, AAN, p.103-104.

Le MSZ doute que les Allemands aient réellement l'intention de signer quelconque Convention sur le désarmement. Sur la base de sources françaises et polonaises, il s'attend plutôt à ce que les Allemands participent à la Conférence dans le seul et unique but de la faire échouer : ce serait l'unique façon pour l'Allemagne de gagner le droit au réarmement de façon légale. On présume que si l'Allemagne ne réussissait pas à faire échouer la Conférence, elle ferait tout son possible pour imposer des clauses de désarmement maximales aux autres puissances pour finalement refuser de signer la convention sous prétexte qu'elle ne remplirait pas le mandat assigné à la Conférence.¹⁵ De plus, la Pologne s'inquiète au sujet de sa voisine orientale, l'URSS. Cette dernière est représentée à la Conférence et pousse pour le désarmement généralisé de tous les membres de la SDN. Or, elle n'est pas membre de l'organisme et ses intentions réelles demeurent floues.¹⁶ Les Polonais s'inquiètent à l'idée d'être écrasés entre deux puissances étant fortement armées et lui étant hostiles et veulent éviter qu'une telle situation puisse se produire. Ainsi, ils tentent également d'arriver avec une entente sécuritaire directement avec l'URSS.¹⁷

Nous voyons donc que les Polonais sont conscients de la précarité de la situation. Ils croient qu'il est important d'arriver, dans la mesure du possible, à une entente qui confirmera l'état actuel des choses, même si les chances de réussite de la Conférence sont minces. Ceci étant dit, malgré la possibilité de l'échec de l'entreprise, ils ne sont pas préparés à faire quelconque compromis de fond au sujet de leurs revendications. À toutes fins pratiques, les Polonais s'attendent à ce que le traité de Versailles demeure strictement appliqué en ce qui concerne l'Allemagne. Les Polonais ne font qu'une vague référence à l'éventualité de quelques révisions si le pays pouvait recevoir davantage de

¹⁵ Rapport de Kasprzycki, 20 décembre 1930, MSZ, Sygn. 1683, AAN, p.103-104.

¹⁶ L'État-major et le MSZ polonais comptent donc exiger que soient accordées de mesures d'exception dans les clauses de désarmement des pays avoisinants l'URSS. ; Marian Leczyk, *Polska i sąsiedzi. Stosunki wojskowe, 1921-1939*, Wydawnictwo Filii Uniwersytetu Warszawskiego, Białystok, 1997, p.295.

¹⁷ Frédéric Dessberg, *Le triangle impossible : les relations franco-soviétiques et le facteur polonais dans les questions de sécurité en Europe (1924-1935)*, Bruxelles, Peter Lang, 2009, p.266-268.

garanties sécuritaires.¹⁸ Dans l'ensemble toutefois, on s'attend à ce que la stricte application des traités de paix demeure en vigueur ; déjà en 1930, on se questionne sur comment on pourrait s'assurer que les clauses de désarmement de Versailles demeurent en fonction peu importe le résultat de la Conférence.¹⁹ Ils partagent même aux Français qu'ils souhaiteraient augmenter davantage leurs effectifs militaires.²⁰ En d'autres mots, le projet polonais est entièrement irréaliste. Nous avons vu que le MSZ ne sous-estime pas la volonté allemande d'apporter des correctifs aux traités de paix. Toutefois, nous verrons qu'ils surestiment grandement la volonté française à résister aux pressions allemandes et anglo-saxonnes en la matière.

La crainte démesurée des autorités polonaises découle avant tout de la peur que le révisionnisme allemand mène à la modification de la frontière polono-allemande. Or, la revendication majeure de l'Allemagne concerne cette même révision, puisque le révisionnisme territorial allemand vise avant tout les frontières polonaises. Étant donné qu'une grande part de la communauté internationale sympathise avec la cause allemande, il y a une réelle possibilité que l'Allemagne trouve les moyens de justifier sa cause aux yeux de la communauté internationale.²¹ Les Polonais s'étaient engagés dans la SDN à l'époque de Stresemann justement pour bloquer les chances que les puissances occidentales s'accordent à imposer une telle révision à la Pologne.²² Malgré tout, la Pologne n'est prête à faire aucune concession frontalière pour satisfaire les revendications allemandes. Elle s'engage à la Conférence dans l'espoir de pouvoir institutionnaliser l'enchaînement des forces armées germaniques et, d'un coup, de confirmer la validité du traité de Versailles dans toutes les facettes qui ne furent pas encore révisées au courant de la décennie précédente. Compte tenu des intentions

¹⁸ Lettre de Komarnicki à Zaleski, 9 novembre 1931, Sztab Główny, Sygn. 616/117, AAN, p.25-29.

¹⁹ Note sur la Conférence, 1930, MSZ, Sygn. 1685, AAN, p.73-74.

²⁰ Maurice Vaïsse, « Les relations franco-polonaises et la Conférence du désarmement (1932-1934) », *Folia Historica*, 42, Acta Universitatis Lodzianensis, Wydawnictwo Uniwersytetu Łódzkiego, Łódź, 1991, p.145.

²¹ Michał Jerzy Zacharias, *Polska wobec zmian w układzie sił politycznych w Europie w latach 1932-1936*, Wrocław, Ossolineum, 1981, 51p.

²² Jerzy Krasuski, « Rola Ligi Narodów w kształtowaniu stosunków polsko-niemieckich 1919-1939 », dans *Problem Polsko Niemiecki w Traktacie Wersalskim*, ouvrage coll., Poznań, Instytut Zachodni, 1963, p.596.

allemandes, il n'y a pas lieu d'être surpris que les pourparlers aient échoué. Toutefois, étant donné l'importance que détient la SDN dans la politique sécuritaire de la Pologne, nous voyons que celle-ci n'a d'autre choix que de participer pleinement à la Conférence.

2.3 Préparatifs à la veille de la Conférence

Le MSZ est intéressé par la Conférence depuis le début de l'instauration de la Commission devant préparer le terrain pour sa tenue.²³ Une stratégie concrète à adopter commence à se dessiner à partir de 1930, suite à la conclusion de la Commission. À cette époque, on se questionne autant pour déterminer la stratégie à suivre que pour se préparer à contrer l'offensive allemande en matière de désarmement. La première étape dans ce processus consiste à aborder consiste alors à s'informer au sujet du contenu de la propagande allemande.

Le MSZ stipule que la propagande est un outil politique et diplomatique à privilégier en relations internationales, particulièrement par la Pologne qui est, dû à son positionnement géopolitique, un instrument de taille dans la défense nationale et dans l'activité politique.²⁴ En découle l'inquiétude qui anime les autorités polonaises au sujet de la propagande haineuse venant du Reich qui propage de fausses rumeurs au sujet des Polonais ; les nombreux rapports ramassés par les consulats polonais installés à l'étranger en témoignent.²⁵ La Pologne y est présentée comme une puissance chauvine et dangereuse pour la sécurité de l'Allemagne qui aurait entre autre l'intention de prendre de force la Prusse orientale.²⁶ De même, dans le contexte de difficultés économiques, la Pologne constate que la propagande allemande concernant la révision des frontières orientales du Reich connaît une forte hausse.²⁷

²³ Pour plus de détails à ce sujet, consulter Waldemar Michowicz, *Genewska Konferencja Rozbrojeniowa 1932-1937 a dyplomacja polska*, Łódź, Wydawnictwo Łódzkie, 1989, p.23-66. La Commission préparatoire débute en décembre 1925 et clôt en décembre 1930.

²⁴ Rapport sur la réorganisation du service de presse-propagande, 1932, MSZ, Sygn. 7338, AAN, p.50.

²⁵ Télégramme du consul Brzezinski à Zaleski, 4 mars 1932, MSZ, Sygn. 4504, AAN, p.109-110.

²⁶ Rapport de Wysocki, 18 janvier 1932, Ambasada RP w Berlinie, Sygn. 1330, AAN, p.6-11.

²⁷ Note de Wysocki, 22 juillet 1930, Ambasada RP w Berlinie, Sygn. 2240, AAN, p.39-42.

Auparavant, les dénonciations de Stresemann à la SDN au sujet du traitement abusif des minorités allemandes en Pologne avaient déjà servi à ternir l'image du pays et étaient utilisées pour justifier une révision frontalière.²⁸ Les Polonais s'inquiètent alors que le renouveau de la propagande allemande à la veille de la Conférence ait pour objectif la justification de la révision des clauses militaires de Versailles. Elle se donne alors pour objectif de la combattre.

Pour ce faire, des données au sujet des actions allemandes dans le domaine sont ramassées. Le 3 juillet 1930, période de pleine hausse de propagande allemande anti-polonaise, le MSZ ordonne de rassembler les extraits de presse étrangère qui sont favorables aux Polonais ou défavorables aux Allemands dans le but de les exploiter.²⁹ On ordonne également aux ambassades et aux consulats de préparer une contre-offensive à la propagande allemande.³⁰ Puisque la Pologne a un intérêt au maintien des clauses militaires des traités de paix, on stipule qu'il est nécessaire de combattre les actions allemandes de propagande à ce sujet afin de ne pas donner aux allemands le droit moral à la révision desdites clauses.³¹

Dans le but de mieux contrer la propagande du Reich, on se rend compte de la nécessité de réorganiser les départements de presse et de propagande polonais. Jusqu'en 1932, la propagande polonaise était avant tout défensive, se limitant à des actions de contrepropagande en réaction aux accusations allemandes car l'appareil de Presse polonais était mal adapté à une action plus offensive (« *bardziej czynnej działalności* »).³² En d'autres mots, les Polonais ne faisaient que réagir aux accusations allemandes. Suite à l'identification du problème, on cherche à y trouver des solutions. En résulte la réorganisation du département de presse polonaise effectuée dans le but de rendre plus

²⁸ Ce sera un souci tout au long de la durée de la Conférence. Les Polonais s'inquiètent par exemple des actions de propagande allemande à l'arrivée au pouvoir de Schleicher en fin 1932, qu'il comparent à l'assaut de propagande débuté sous Stresemann à l'époque de Locarno au sujet de l'inadmissibilité des frontières orientales du Reich ; Lettre de Schimitzek, 5 janvier 1933, MSZ, Sygn. 4949, AAN, p.188-189.

²⁹ Note de Wysocki, 3 juillet 1930, Ambasada RP w Berlinie, Sygn. 2240, AAN, p.33-35.

³⁰ Note de Wysocki aux ambassades, 22 juillet 1930, Ambasada RP w Berlinie, Sygn. 2240, AAN, p.39.

³¹ Extrait des instructions pour Paris et Londres, 21 octobre 1930, MSZ, Sygn. 1684, AAN, p.3-9.

³² Rapport sur la réorganisation du service de presse-propagande, 1932, MSZ, Sygn. 7338, AAN, p.50.

efficace la collecte d'informations au sujet des actions allemandes et de mieux préparer une offensive.³³

La plus grande part des changements s'effectue dans l'organisation des services de presse-propagande basés à l'étranger. On centralise notamment les opérations de sorte que les efforts des consulats soient dirigés du centre, c'est-à-dire par le MSZ directement.³⁴ Par le passé, chacun des chefs des consulats était en charge de sa région et les efforts polonais se démarquaient par leur manque de cohésion.³⁵ Désormais, les fonds des consulats servent également, et avant tout, aux besoins des activités de propagande.³⁶

Quatre zones d'activités clés pour la propagande de la Deuxième République sont identifiées, c'est-à-dire Berlin, Paris, Londres et Washington.³⁷ Cependant, la situation en Allemagne étant trop délicate, on préfère aller vers un public plus enclin à écouter le message polonais.³⁸ L'auditoire visé par les efforts polonais consiste donc en des pays alliés ou neutres où les populations sont favorables à l'idée du désarmement.³⁹ Ces initiatives ont deux objectifs. D'une part, on essaie de faire mieux paraître la Pologne aux yeux de la communauté internationale. Ce sera d'ailleurs un des grands objectifs de l'initiative de désarmement moral apporté par la Pologne à la Conférence sur laquelle nous reviendrons plus tard. D'autre part, on se donne pour objectif de délégitimer les arguments Allemands et de démontrer leur mauvaise foi en mettant une forte emphase sur les excès et les propos des nationalistes exigeant la révision des frontières allemandes.

En bref, la Pologne œuvre pour promouvoir le *statu quo* international en combinant ses intérêts nationaux à un message pacifique qui ne compromettrait pas le prestige du pays sur la scène internationale. La Pologne exploite donc entièrement les

³³ *Ibid.*

³⁴ Note de Beck, 26 février 1932, MSZ, Sygn. 7340, AAN, p.49.

³⁵ Rapport sur la réorganisation du service de presse-propagande, 1932, MSZ, Sygn. 7338, AAN, p.51.

³⁶ *Ibid.*, p.55-56.

³⁷ *Ibid.*

³⁸ Note de Brzezinski, 23 novembre 1931, Ambasada RP w Berlinie, Sygn. 2644, AAN, p.15.

³⁹ On tend la main notamment aux organismes pacifistes de ces régions, telles que groupes féministes, associations pro SDN et même organisation d'un banquet au nom du désarmement moral prévu pour décembre 1932, voir notamment ; Correspondance entre Consulat polonais et représentantes de groupes féministes et pacifistes, Ambasada w Washingtonie, Sygn. 745, AAN, p.63-158.

spécificités de la SDN pour réaliser son projet. Ce choix stratégique découle du fait que les autorités sont bien conscientes des limites de leur influence sur la scène internationale.

2.4 La stratégie polonaise et les Grandes puissances

La stratégie polonaise reflète leur conscience du fait que les discussions seront avant tout une affaire entre Grandes puissances. Ainsi, pour arriver à leur objectif, ils s'appuient sur l'effort français pour bloquer le révisionnisme allemand, puisqu'on s'attend à ce que la France se charge de l'effort pour bloquer l'Allemagne dans sa quête de restauration de la puissance militaire du Reich.⁴⁰ La France est la grande alliée des Polonais à l'époque de l'entre-deux-guerres. Les deux États sont liés par des alliances militaires et économiques, et par un intérêt commun de bloquer l'irréductibilisme allemand.⁴¹ De plus, la Pologne seule n'a pas le poids politique nécessaire à convaincre les Grandes puissances de la justesse de ses propos sécuritaires. Puisque la France devra mettre le gros de ses efforts sur les Allemands, la Pologne va se concentrer sur les pays neutres, parias, plus petits ou en proie au révisionnisme des Grandes puissances en misant sur le désarmement moral. Cette dépendance sur la France causera problème pendant la Conférence, lorsqu'il deviendra clair que les Français s'avèreront être plus conciliants envers l'Allemagne que souhaité. En effet, dès la publication du premier plan de désarmement français, les Polonais ont des réserves par rapport aux intentions françaises, mais ne les affichent pas publiquement. Nous verrons que ce n'est qu'au fur et à mesure que les Français cèdent aux pressions anglo-saxonnes et allemandes que la Pologne se prononcera publiquement contre son alliée.

2.5 Le désarmement moral et autres initiatives polonaises

La Conférence a pour objectif de mener au désarmement matériel des armées du monde. Fidèles à la conception française d'instauration d'un climat de sécurité avant de procéder à quelconque réel désarmement, la grande initiative des Polonais consiste à

⁴⁰ Note de Zaleski, 9 janvier 1932, Ambasada RP w Londynie, Sygn. 703, AAN, p.10-11.

⁴¹ Steiner, *op. cit.*, p.295-297.

présenter un plan détaillé pour le « désarmement des esprits » par le biais de ce qu'ils appellent le désarmement moral.⁴²

Officiellement, le désarmement moral a pour objectif l'instauration d'une « atmosphère de confiance mutuelle » qui est nécessaire pour assurer le succès de la signature d'une Convention de désarmement.⁴³ Les signataires s'engagent « à s'abstenir de tout acte qui pourrait constituer une atteinte directe ou indirecte aux [droits à la souveraineté des contractants] ». ⁴⁴ Ainsi, ils « s'engagent à ne tolérer sur leurs territoires respectifs aucune activité ni aucune propagande qui aurait pour but d'envenimer les relations avec un peuple étranger, susciter contre lui la haine ou porter atteinte à ses droits reconnus ou à sa souveraineté nationale. » ⁴⁵ En ce sens, le plan polonais engage les autres à unifier leurs efforts pour organiser cette lutte par le biais d'une réforme des domaines juridiques, scolaires, politiques, et intellectuels et artistiques dans le but de mettre fin à la propagande haineuse déstabilisatrice du système internationale.⁴⁶ Le 17 septembre 1931, Zaleski publie un mémorandum plus détaillé du plan.⁴⁷ On suggère l'unification du droit pénal, la création d'un tribunal pénal international, la révision du matériel scolaire pour enlever toute incitation à la haine d'autrui au sein des jeunes, etc.⁴⁸ Derrière les belles paroles du texte polonais se cache un calcul purement cynique, comme en témoigne cet extrait d'une analyse interne faite au sujet du projet :

Comme presque chaque acte d'importance de la politique étrangère polonaise, le dépôt du mémorandum a pour objectif la stabilisation de l'état existant des choses. Ce but essentiel fut abordé de la plus pacifiste des manières dans le but de rallier l'opinion internationale aux thèses polonaises. Voulant préparer le terrain pour l'idée du désarmement moral, qui n'est fondamentalement rien d'autre qu'une obligation d'abstenir la propagande agressive envers l'état existant des choses, le gouvernement

⁴² L'idée en soi n'est pas nouvelle, mais les Polonais sont les premiers à présenter un plan compréhensif en la matière ; Michowicz, *op. cit.*, p.112-117. C'est d'ailleurs à la Conférence que le désarmement moral est considéré de manière sérieuse pour la première fois ; Elly Hermon, « Le désarmement moral en tant que facteur dans les relations internationales pendant l'entre-deux-guerres », *Historical Papers*, vol. 22, no. 1, 1987, p.198-211.

⁴³ Mémorandum sur le désarmement moral, MSZ, Sygn. 1695, AAN, p.1.

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ *Ibid.*, p.2.

⁴⁶ *Ibid.*, p.2-3.

⁴⁷ Michowicz, *op. cit.*, p.115.

⁴⁸ *Ibid.*, p.115-116.

polonais a mis au premier plan des postulats pour lesquels il serait le plus facile de gagner la sympathie à l'étranger. »⁴⁹

Suite à la publication du mémorandum, les ambassades et consulats polonais reçoivent la directive d'exploiter au maximum le projet pour des fins de propagande.⁵⁰ Sans être mentionnée directement, c'est l'Allemagne qui est visée par le document en question. En témoigne une ébauche de mémorandum plus ancienne, qui présente le même projet, mais qui dénonce l'Allemagne directement : « Il n'est pas possible, en effet, d'admettre la sincérité d'un État qui, d'un côté affirme sa volonté de collaborer loyalement au redressement économique de l'Europe, et qui, de l'autre, tolère et favorise même une propagande agressive et violente de haine et de calomnie à l'égard d'un de ses voisins. »⁵¹ La réalisation des objectifs polonais passe donc par l'institutionnalisation de l'interdiction de la propagande haineuse au sein du système international que les Polonais essaient de bloquer tout révisionnisme germanique.

Les efforts polonais visant le maintien du *statu quo* ne s'arrêtent pas au seul projet de désarmement moral. En effet, le MSZ joue selon les règles de la SDN et monte tout un projet visant à mettre en lumière la situation particulière du pays pour permettre la mise en place de mesures d'exception dans la Convention sur le désarmement. Il argumente que l'URSS n'est pas membre de la SDN et n'est aucunement liée aux traités existants. Ainsi, les pays avoisinants les Soviétiques devraient être exempts de désarmer au même titre que les autres.⁵² Dans le même ordre d'idées l'État major polonais monte un dossier démontrant l'état d'insécurité dans lequel se trouve la Pologne. Cette dernière a une armée trois à quatre fois plus faible que celles des Allemands et des Soviétiques, se trouve dans une situation géographique désavantageuse et a un potentiel économique

⁴⁹ Note sur le désarmement moral de Kulski, 1931, MSZ, Sygn. 1695, AAN, p.4. Traduction libre.

⁵⁰ Instructions du 21 sept 1931, Ambasada RP w Londynie, Sygn. 702, AAN, p.1.

⁵¹ Rapport sur les relations polono-allemandes, 28 août 1931, Ambasada RP w Berlinie, Sygn 791, AAN, p.128.

⁵² Marian Leczyk, *Polska i sąsiedzi. Stosunki wojskowe, 1921-1939*, Wydawnictwo Filii Uniwersytetu Warszawskiego, Białystok, 1997, p.295.

bien plus faible que ses voisines.⁵³ Ainsi, en même temps qu'ils essaient de refuser la restauration de sa puissance militaire à l'Allemagne, les Polonais tentent d'institutionnaliser le droit à conserver leur propre potentiel militaire.

Pour récapituler, les Polonais sont pessimistes quant aux chances de succès de la Conférence, mais voient l'importance d'y participer dans le but de défendre leurs intérêts nationaux. Ils espèrent pouvoir exploiter les instances de la SDN pour confirmer le *statu quo* de Versailles et empêcher de reconnaître à l'Allemagne quelconque droit de réarmer. Pour ce faire, ils montent un projet pour essayer de bloquer toutes révisions en mettant de l'avant un projet conçu expressément pour gagner la sympathie de la communauté internationale. Ils s'engagent à garantir la soumission de l'Allemagne sans être prêts à faire quelconques concessions de leur côté pour assurer le succès de l'entreprise. Le projet va s'avérer être irréaliste et le MSZ peinera à y trouver des alternatives.

2.6 La tenue de la Conférence

Pendant les premiers mois de la Conférence débutant le 2 février 1932, la délégation polonaise à la SDN participe activement aux délibérations et essaie de faire valoir son point de vue sur la tribune internationale. Les Polonais tentent alors à défendre leurs intérêts en demeurant au sein du cadre de la SDN.

Zaleski n'attend pas l'ouverture de la Conférence pour passer à l'offensive. Voulant s'assurer que l'initiative du désarmement moral ne soit pas perdue dans les délibérations qui accompagnent l'ouverture de la Conférence, Zaleski achemine le mémorandum sur la question au secrétaire général de la SDN le 17 septembre 1931 : bien en avance sur l'ouverture de la Conférence.⁵⁴ Dès la deuxième séance de cette dernière, les Polonais poussent pour l'adoption de leur plan.⁵⁵ Dans son discours d'ouverture, Zaleski insiste avant tout sur la nécessité de créer un climat propice à la coopération par

⁵³ Waldemar Michowicz, « Determinanty polskiej polityki rozbrojeniowej w okresie międzywojennym », *Folia Historica*, 42, Acta Universitatis Lodzensis, Wydawnictwo Uniwersytetu Łódzkiego, Łódź, 1991, p.6-7.

⁵⁴ *Id.*, *op. cit.*, p.115.

⁵⁵ Résumé des séances de la Conférence, février 1932, MSZ, Sygn. 1736, AAN, p.18-21.

le biais du désarmement moral, un prérequis nécessaire pour assurer la bonne résolution de la Conférence.⁵⁶ Leurs efforts sont récompensés puisqu'une commission est établie pour discuter de la question, et ce, malgré le fait que la presse allemande n'est pas dupe au sujet des intentions réelles des Polonais.⁵⁷ C'est dans les discussions de la commission du désarmement moral que la Pologne sera la plus active, ayant laissé à la France le combat au sujet du désarmement matériel.⁵⁸

Puisque la Pologne a pour objectif principal de bloquer le révisionnisme allemand, les plans de désarmement l'intéressent moins que leur capacité à bloquer la restauration de la puissance militaire du Reich. Toutefois, puisqu'elle laisse la direction du front antirévionniste à la France, elle demeure à la merci des intentions françaises. De ce fait, puisque l'initiative demeurait du côté français, il n'était qu'une question de temps avant que les relations entre les deux s'enveniment. Déjà en début de Conférence, lorsque le MSZ appuie le plan de Tardieu, par exemple, nous pouvons constater que la Pologne n'est pas prête à faire totalement front uni avec la Troisième République. Elle ne peut que s'opposer à l'idée de la création d'une force militaire internationale prévue par le plan, jugée trop difficile à réaliser, et à l'interdiction des armes chimiques, jugées nécessaires car la Pologne ne détient pas suffisamment d'explosifs.⁵⁹ C'est d'ailleurs une constante auprès des Polonais, qui tous comme les autres puissances visent à limiter le droit aux armements qu'ils ne détiennent pas eux mêmes.⁶⁰ L'Allemagne prône après tout la réduction des forces militaires au niveau qui lui fut imposé.

Pour revenir au sujet des relations polono-françaises, la publication du plan constructif du Premier ministre Herriot et du chef de la délégation française Paul-Boncour en fin 1932 est reçue de façon mitigée par les autorités polonaises. On s'inquiète

⁵⁶ Michowicz, *op. cit.*, p.183.

⁵⁷ Résumé des séances de la Conférence, février 1932, MSZ, Sygn 1736, AAN, p.22. ; Note de Komarnicki, 18 février 1932, Ambasada RP w Londynie, Sygn. 702, AAN, p.18-20.

⁵⁸ Il n'est pas pertinent de s'attarder sur les délibérations à ce sujet dans ce texte, puisque le projet de convention qui va en découler sera rapidement abandonné à la Conférence. Pour plus de détails consulter Michowicz, *op. cit.*, p.182-196.

⁵⁹ Michowicz, *op. cit.*, p.163.

⁶⁰ *Ibid.*, p.178.

avant tout à la partie garantissant « [l']égalité des droits en matière d'armement indissociable de l'égalité de devoirs en matière de sécurité. »⁶¹ Les autorités polonaises sont de l'avis que cette provision accorderait aux Allemands le droit à l'égalité et leur permettrait donc d'éliminer les clauses de désarmement du traité de Versailles.⁶² Étant à la merci des intentions des Français et des Grandes puissances, les Polonais allaient bientôt être désillusionnés par la tournure que prendra la Conférence.

2.7 Vers la désillusion

Le désillusionnement gagne les autorités polonaises au fur et à mesure que la Conférence progresse. Déjà avant la tenue des délibérations, les autorités polonaises étaient inquiètes que la Conférence n'allait pas traiter de la seule énigme du désarmement et qu'elle allait s'embourser dans les questions politiques telles la révision du traité de Versailles et s'éloigner de son objectif de traiter uniquement de la question du désarmement.⁶³ Au fur et à mesure que les discussions s'enlisent et que la Conférence s'éloigne de la seule question de la réalisation du désarmement, la Pologne se distancie de la coopération internationale.

Ce changement de cap est signalé lorsque le modéré Zaleski est remplacé au poste de ministre des Affaires étrangères par Józef Beck en novembre 1932. Zaleski avait suivi une politique visant à instaurer la sécurité collective dans le but d'assurer la sécurité du pays et fut grandement favorable à la coopération avec la SDN.⁶⁴ Toutefois, Piłsudski constate l'absence de progrès en la matière lors de la Conférence mondiale du désarmement. Il décide alors de réaligner la politique étrangère de la Pologne. Selon l'avis de Piłsudski, une guerre diplomatique a déjà commencé en Europe et pour mieux guider la Pologne dans ce contexte difficile, il souhaite contrôler plus directement la politique étrangère du pays. Pour ce faire, il nomme Beck, un homme issu de son

⁶¹ Maurice Vaïsse, *Sécurité d'abord. La politique française en matière de désarmement, 9 décembre 1930 - 17 mai 1934*, Paris, Pédone, 1981, p.301.

⁶² Michowicz, *op. cit.*, p.244.

⁶³ C'était d'ailleurs pour connaître les chances que ça arrive qu'ils veulent savoir qui allait présider à la conférence. ; Note de Sokal, 1931, MSZ, Sygn 1690, AAN, p.24.

⁶⁴ Wandycz, *Z Piłsudskim i Sikorskim, August Zaleski*, p.52.

entourage, à la tête du MSZ.⁶⁵ À partir de ce moment, la Pologne adopte une politique de plus en plus individualiste et se distancie de la coopération.⁶⁶ Plusieurs facteurs ont mené à ce changement, le premier découle de la mollesse qu'a affichée la France dans sa résistance aux pressions révisionnistes allemandes.

Les autorités polonaises sont de l'avis que la France ne combat pas le révisionnisme allemand avec suffisamment d'acharnement. De même, malgré l'alliance défensive franco-polonaise, on doute que la France viendrait en aide au pays en cas d'agression germanique.⁶⁷ Avec cela, la Conférence s'est distancée de son objectif initial pour discuter de la révision des traités de Versailles. En résulte que la Pologne commence à ouvertement contrarier les positions françaises à la Conférence. La reconnaissance en principe du droit à l'égalité accordée au Reich par les Grandes puissances joue un rôle capital dans le revirement de la politique polonaise.

À l'origine, la Pologne s'était investie dans la SDN justement pour éviter qu'au sein d'elle les Grandes puissances s'entendent entre elles pour imposer la révision des frontières occidentales du pays. Or, en automne 1932, c'est le spectre d'une telle éventualité qui plane sur Genève. L'Allemagne est en pleine période électorale au début de la Conférence. Le MSZ suit l'évolution des élections présidentielles et s'inquiète des implications qu'elles pourraient avoir sur le pays.⁶⁸ Bien que le président Hindenburg est réélu avec l'aide de Brüning, ce dernier est peu de temps après remercié par Hindenburg et remplacé par Franz von Papen. La Pologne reçoit mal la chute de Brüning, qui fut somme toute perçu comme un homme rationnel.⁶⁹ Varsovie s'inquiète au sujet du tournant décisif vers la droite que prend le gouvernement ultraconservateur de von Papen.⁷⁰ Les peurs polonaises ne sont pas infondées, puisque devant la résistance de la

⁶⁵ *Ibid.*, p.147.

⁶⁶ Une des raisons pourquoi Beck fut choisi pour succéder à Zaleski fut d'ailleurs qu'il avait la qualité d'être plus combatif que son prédécesseur ; Steiner, *op. cit.*, p.528.

⁶⁷ Jerzy Krasuski, *Stosunki polsko-niemieckie, 1919-1932*, Poznań, Instytut Zachodni, 1975, p.360.

⁶⁸ 13 avril 1932, MSZ, Sygn. 4503, AAN, p.113-115.

⁶⁹ Harald von Riekhoff, *German-Polish Relations 1919-1933*, Baltimore, Johns Hopkins Press, 1971, p.365.

⁷⁰ *Ibid.*

communauté internationale, l'Allemagne cherche désormais à forcer sa main pour l'obliger à reconnaître le droit allemand à l'égalité militaire. En septembre 1932, l'Allemagne annonce qu'elle ne participera pas à la Conférence tant et aussi longtemps que son droit à l'égalité ne sera pas reconnu.⁷¹ Les inquiétudes polonaises vont alors sembler se confirmer.

Pour éviter l'échec de l'entreprise, les représentants français et anglais tentent d'arriver à un compromis avec les Allemands et tiennent une série de rencontres en coulisses de la SDN. De ces rencontres les Grandes puissances occidentales s'entend pour reconnaître le droit allemand au principe d'égalité, qui est annoncé le 11 décembre 1932.⁷² L'Allemagne se fait donc accorder son droit à l'égalité sans passer par les organes de la SDN et de la Conférence, au grand dam des Polonais. Beck dénonce la déclaration en stipulant qu'elle ne représente pas la position de la Conférence de désarmement et il critique la manière par laquelle on est arrivé à cette entente.⁷³ Malgré ça, il n'y a rien d'autre que la Pologne peut faire que de contester verbalement ce fait-accompli. Lorsqu'est signée l'entente des cinq reconnaissants le droit à l'égalité à l'Allemagne, Beck annonce que le pays n'est pas tenu de reconnaître une entente qui touche directement aux intérêts polonais et qui fut conclue sans son accord.⁷⁴ Les Français justifient leur concession en argumentant qu'il est préférable de reconnaître légalement le droit au réarmement allemand, puisqu'ils réarment déjà en secret et faire ainsi permet aux Français d'imposer un contrôle international aux procédures.⁷⁵ Ça ne calme en rien les peurs de la Pologne. Cette dernière est consciente du fait que l'Allemagne est bien mieux placée au sein des négociations, car une fois admis, on ne peut plus leur renier le droit à l'égalité.⁷⁶ L'alliance franco-polonaise va commencer à s'effriter à partir de la signature de cet accord.⁷⁷ Cette entente réalisée entre Grandes puissances à huis clos aurait pu être

⁷¹ Christoph M. Kimmich, *Germany and the League of Nations*, Chicago, The University of Chicago Press, 1976, p.168.

⁷² *Ibid.*, p.170-172.

⁷³ Brzeziński, *op. cit.*, p.128.

⁷⁴ Michowicz, *Genewska Konferencja Rozbrojeniowa*, p.256-262.

⁷⁵ Note de Komarnicki à Beck, 22 février 1933, Ambassade RP w Berlinie, Sygn. 1331, AAN, p.84.

⁷⁶ Note de Wysocki, 17 décembre 1932, Ambassade RP w Londynie, Sygn. 705, AAN, p.54.

⁷⁷ Vaïsse, *loc. cit.*, p.153.

un événement isolé du déroulement de la Conférence. Toutefois, ces dernières commencent à suggérer que pour assurer le succès des négociations, elles devraient continuer dans cette voie. La tournure qu'aura pris la Conférence ne peut qu'inquiéter le MSZ.

En vue de faire progresser les négociations, les Anglais sont de l'avis qu'il serait préférable de continuer les discussions entre les cinq Grandes puissances.⁷⁸ À son tour, Mussolini propose d'institutionnaliser cette pratique. En mars 1933, il présente le Pacte des Quatre. Dans ce pacte, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie s'engagent à coordonner leurs efforts pour le maintien de la paix européenne. Si nécessaire, elles s'engagent à contraindre les autres États européens à se plier à leur décision.⁷⁹ Les signataires s'engagent également à réaliser la révision des traités de paix de manière paisible et dans le cadre des ententes existantes, incluant la restauration de l'égalité allemande en cas d'échec de la Conférence.⁸⁰ Tous les États concernés s'entendent sur l'adoption d'un tel plan. N'ayant aucunement été consulté et voyant comment les Grandes puissances négligent les instances de la SDN, le MSZ décide de prendre une voie plus individualiste dans la réalisation de ses aspirations sécuritaires.

À partir de là, elle sera très franche au sujet de son mécontentement, au grand regret des Français qui souhaitent que les Polonais ne soient pas aussi catégoriques dans leur rejet de l'entente.⁸¹ De même, ils considèrent que la dissidence polonaise pourrait avoir de graves conséquences pour les projets français.⁸² Beck n'est pas convaincu. Le ministre reproche à l'ambassadeur français que l'entente signale un retour à Locarno, où les Grandes puissances suivent une politique permettant aux Allemands de briser leurs engagements existants.⁸³ De même, lorsque la France soumet son nouveau plan de

⁷⁸ Wandycz, *op. cit.*, p.263-264.

⁷⁹ F. P. Walters, *A History of the League of Nations*, New York, Oxford UP, 1960, p.544.

⁸⁰ Wandycz, *op. cit.*, p.274-275. Compte tenu du fait que Mussolini croyait que le maintien de la paix passait par la restauration du corridor de Danzig à l'Allemagne, il n'y a pas lieu d'être surpris de la réaction polonaise face au Pacte des quatre.

⁸¹ Note sur la conversation entre Zaleski et Laroche, 25 mai 1933, MSZ, Sygn. 108, AAN, p.23-24.

⁸² Wandycz, *Twilight of French Eastern Alliances*, p.265.

⁸³ Conversation entre Beck et Laroche, 25 mai 1933, MSZ, Sygn. 108, AAN, p.23-24.

désarmement dit « constructif » en novembre 1932, la Pologne reproche au pays de ne pas avoir été consultée à son sujet.⁸⁴ Elle choisit éventuellement de cesser d'appuyer les plans français et soumet son propre plan de désarmement : le soi-disant plan de désarmement minimal.

Constatant que les pourparlers à la Conférence ont dépassées la seule question du désarmement, les Polonais jugent nécessaire de les remettre sur la bonne voie. Puisque les plans polonais à la Conférence s'étaient à toutes fins pratiques limités au projet de désarmement moral, les Polonais assemblent en toute vitesse leur propre plan de désarmement matériel. Ils montent alors un plan de désarmement qu'ils jugent être réalisable et ce, en peu de temps. Ils mettent donc à l'avant le plan de désarmement minimal. Comme le nom le suggère, ce dernier suggère quelques provisions qui ne se donnent pas pour objectif de radicalement modifier la nature des forces armées européennes, telles l'interdiction de la guerre chimique et bactériologique, du bombardement aérien, la limitation des armes lourdes, etc.⁸⁵ Malgré cet effort, la Conférence est à ce stade dans un état avancé de paralysie. À l'exception des protestations des Français qui jugent que la division au sein de son camp limite les chances de succès de leur propre plan, le projet polonais n'a pas suscité grand intérêt à la Conférence : la Pologne aurait simplement rejoint le groupe d'États ayant soumis un plan de désarmement.⁸⁶ La seule conséquence réelle de la dissidence polonaise fut d'affaiblir le front franco-polonais, puisque le plan polonais fut une contre-proposition au plan français : c'est la première fois que les Polonais contrarient ouvertement la France à la Conférence.⁸⁷ Face à tournure que prit la Conférence de désarmement, la Pologne décide de ne plus laisser sa sécurité aux mains de la SDN.

⁸⁴ Wandycz, *op. cit.*, p.245. ; La France s'attendait erronément que ses alliés allaient appuyer le plan, Michowicz, *op. cit.*, p.266.

⁸⁵ Michowicz, *op. cit.*, p.269-270. En d'autres mots, la Pologne tout comme plusieurs autres États ne fait que suggérer de limiter l'accès aux armements qu'elle même ne détient pas : Brzeziński, *Warszawa - Paryż – Genewa*, p.142.

⁸⁶ Brzeziński, *op. cit.*, p.133.

⁸⁷ Wandycz, *op. cit.*, p.265.

2.8 Vers l'abandon de la sécurité collective

Devant l'évolution rapide de la réalité internationale au début des années 1930, la Pologne cherche à assurer la sécurité du pays par le biais d'ententes bilatérales. La Pologne abandonne alors la coopération dans le cadre de la SDN et le rêve de la sécurité collective. La première étape de ce revirement constitue la signature d'un pacte de non-agression polono-soviétique.

Depuis un temps, la Deuxième République polonaise et l'URSS négocient sur les modalités d'un éventuel accord de non-agression.⁸⁸ Lorsqu'il devient évident que la France semble plus intéressée à normaliser ses relations avec l'Allemagne que de maintenir l'alliance franco-polonaise et du même coup les frontières occidentales des pays de l'Est, la Pologne ne voit d'autre alternatives que de prendre en main sa propre sécurité par le biais d'ententes bilatérales.⁸⁹ Bien que les négociations aient couru déjà depuis 1930, lorsque l'URSS s'était montrée ouverte à de telles discussions⁹⁰, ce n'est que durant la Conférence que les Polonais s'entendent à finalement normaliser leurs relations avec leur voisine orientale. Jugeant la protection française insuffisante pour la Pologne, Piłsudski permet la signature du pacte de non-agression avec l'URSS le 25 juillet 1932.⁹¹ Bien que les Polonais soient liés avec la France par une alliance militaire, Piłsudski doute que la France soit ferme à l'encontre de l'Allemagne si la Conférence devait échouer et les Allemands voudraient réarmer.⁹² Lorsqu'il devient clair que la puissance militaire du Reich pourra être restaurée et ce, sans qu'aucune garantie sécuritaire additionnelle ne soit accordée par la France à la Pologne, celle-ci va de l'avant avec ses plans pour se trouver d'autres alliés, d'où la signature du pacte avec les

⁸⁸ Wojciech Materski, *Na widecie, II Rzeczpospolita wobec Sowietów 1918-1943*, Warszawa, RYTM, 2005, p.367-393.

⁸⁹ *Ibid.*, p.393-394.

⁹⁰ Frédéric Dessberg, *Le triangle impossible: Les relations franco-soviétiques et le facteur polonaise dans les questions de sécurité en Europe (1924-1935)*, Bruxelles, Peter Lang, 2009, p.266-268.

⁹¹ *Ibid.*, p.296. Le pacte ne sera ratifié que le 26 novembre 1932 ; *Ibid.*, p.300.

⁹² Wandycz, *op. cit.*, p.328.

Soviétiques.⁹³ Une fois le pacte scellé, la Pologne se tourne lentement vers l'Allemagne dans l'espoir de pouvoir arriver à une entente de nature similaire.

Lorsque Schleicher prend le pouvoir en décembre 1932, le MSZ de Beck sonde le gouvernement du nouveau chancelier pour voir s'il serait ouvert à négocier directement avec la Pologne et quelle sera son attitude envers celle-ci.⁹⁴ Schleicher demeure évasif toutefois et ces initiatives n'aboutissent à rien. Cependant, la chancellerie de Schleicher s'avère être de courte durée – il prend le pouvoir le 2 décembre 1932 et est remplacé le 30 janvier 1933 – et son successeur Adolf Hitler semble être beaucoup plus ouvert au dialogue.

Les Polonais ne voient pas nécessairement dans la rhétorique hitlérienne une menace immédiate à la sécurité du pays. Au contraire, ils voient dans l'élection d'Hitler l'ouverture d'une opportunité nouvelle pour se rapprocher des Allemands. Piłsudski est d'avis que la rhétorique enflée du Chancelier allait s'effacer suite à sa prise de pouvoir et initialement du moins, il semble avoir raison. Lorsque le Führer accède à la Chancellerie, Beck se contente de que l'attitude de son gouvernement envers le Reich va miroiter l'attitude allemande envers la Pologne et qu'une bonne relation germano-polonaise dépend de Berlin.⁹⁵ De toute façon, la stratégie suivie par la Pologne à la Conférence jusqu'à date n'est plus d'actualité.⁹⁶ Les Nazis ayant éliminé toute forme de presse indépendante, il n'est plus pertinent de tenter de séduire un public qui n'existe plus dans le pays et compte tenu de la paralysie de la Conférence il est illusoire de penser que le projet de désarmement moral pourra aboutir sur quelque chose de concret. Une entente au

⁹³ L'URSS inquiète particulièrement les Polonais. La menace soviétique contribue grandement à la volonté polonaise de ne pas désarmer ; Vaïsse, *loc. cit.*, p.145.

⁹⁴ Note de Wysocki à Beck, 5 janvier 1933, MSZ, Sygn. 4502, AAN, p.156-158. ; Note de Wysocki, 13 janvier 1933, MSZ, Sygn. 4502, p.163-167.

⁹⁵ Wandycz, *Twilight of French Eastern Alliances*, p.261.

⁹⁶ Plusieurs échanges font état du fait que les anciennes données au sujet des publications allemandes ne sont plus valides, puisque les Nazis ont bloqué toute publication qui ne correspond pas à leur vision du monde, dont notamment toutes publications indépendantes ou pacifistes. Les données ramassées par les autorités polonaises au sujet des actions de propagande allemande à la veille de la guerre ne sont désormais plus d'actualité ; Télégramme de Lipski, 10 novembre 1933, Ambasada RP w Berlinie, Sygn. 2242, AAN, p.2-3. ; Télégramme de Szembek, 30 octobre 1933, Ambasada RP w Berlinie, Sygn. 2242, AAN, p.4-5. ; Télégramme de Wdziękoński, 30 novembre 1933, Ambasada RP w Berlinie, Sygn. 2242, AAN, p.6-8.

sujet de la propagande allemande ne pourra passer que par Berlin directement. De même, le désarmement cessera d'être un enjeu majeur pour le pays.

Lorsque l'Allemagne quitte la SDN et la Conférence en octobre 1933, la réaction polonaise est initialement critique et on s'inquiète sur la nouvelle menace qui pourrait planer sur l'Europe.⁹⁷ Toutefois, dans le contexte de la nouvelle politique étrangère polonaise adoptée au courant de la deuxième moitié de 1932, qui notamment permit le rapprochement polono-soviétique, on voit également dans ce retrait une nouvelle opportunité pour entreprendre des négociations bilatérales en vue de signer un accord de non-agression. On pense pouvoir exploiter l'isolement de l'Allemagne dans les mois suivant son retrait de la SDN pour finalement normaliser les relations entre les deux pays.⁹⁸ Les Polonais, contrairement à Paul-Boncour qui garde toujours espoir, ne croient pas que les Allemands reviendront à la Conférence.⁹⁹ Déjà avant le retrait allemand de la SDN, ils tentent alors d'approcher Hitler en vue d'engager un dialogue directement avec le Chancelier.

Conscient de la situation précaire dans laquelle se trouve l'Allemagne et voulant exploiter la conjoncture internationale à ses propres fins, Hitler voit la nécessité de faire preuve de bonne foi sur la scène internationale. Il répond aux avances polonaises et en mai 1933, le représentant polonais Alfred Wysocki s'entretient avec le Führer. Suite à l'entretien, ils publient un communiqué conjoint dans lequel Hitler déclare être favorable au maintien de la politique allemande envers la Pologne dans le cadre des traités existants.¹⁰⁰ Désormais, les Polonais sondent le terrain pour voir s'il y aurait un moyen de signer quelque entente avec le Reich. Pour ce faire, ils tentent de se passer d'intermédiaires et ce, même au sein du gouvernement allemand. Une fois l'Allemagne absente de la SDN, les Polonais redoublent d'effort pour sceller une entente avec le Reich.

⁹⁷ Bogusław Rakowski, « Polska wobec stanowiska Niemiec w kwestii rozbrojenia w latach 1932-1933 », *Folia Historica* 42, Acta Universitatis Lodzensis, Wydawnictwo Uniwersytetu Łódzkiego, Łódź, 1991, p.169-170.

⁹⁸ Stanisław Żerko, *Niemiecka polityka zagraniczna 1933-1939*, Instytut Zachodni, Poznań, 2005, p.109.

⁹⁹ Rapport de Chłapowski, 20 octobre 1933, Ambassade RP w Berlinie, Sygn. 1332, AAN, p.182-185.

¹⁰⁰ Wandycz, *op. cit.* p.286.

Lorsque l'ambassadeur polonais Józef Lipski informe le MSZ qu'il a obtenu une audience avec le ministre des Affaires étrangères Konstantin Neurath, Piłsudski juge qu'il n'est pas un partenaire suffisant pour les négociations. Il demande alors à ce que Lipski aie un entretien direct avec le Führer.¹⁰¹

Lipski est reçu par Hitler le 15 novembre. Au courant de l'audience, il fait passer le message de Piłsudski affirmant que « la sécurité de la Pologne repose sur deux éléments, à savoir sur la relation directe entre la Pologne et un pays donné [...] et sur la coopération des États au sein de la SDN. »¹⁰² Puisqu'en quittant la SDN le Reich a privé les Polonais de ce deuxième pilier sécuritaire, avant d'entreprendre des mesures sécuritaires pouvant davantage alourdir les relations germano-polonaises, Piłsudski veut savoir si « le Chancelier ne verrait pas la possibilité d'égaliser la perte de cet élément sécuritaire par l'entremise de relations polono-allemandes directes. »¹⁰³ En guise de réponse, Hitler reconnaît la nécessité de changement des traités de paix, mais exclue la possibilité de le faire par voie armée. Il se prononce favorable à l'établissement de bonnes relations avec la Pologne et à l'idée suggérée par Lipski de publier un communiqué indiquant cette même tendance pacifiste envers la communauté internationale pour calmer l'opinion publique internationale.¹⁰⁴ Les Français ne peuvent que dénoncer la voie individualiste prise par la Pologne.

Face aux protestations françaises au sujet des démarches polonaises, les Polonais répondent que ce fut la France qui par son manque de volonté de coordonner conjointement les actions des deux gouvernements qui força le pays à chercher d'autres alternatives.¹⁰⁵ Devant la réticence française de s'engager davantage auprès des Polonais, ces derniers signent le 26 janvier 1934 une déclaration de non-agression.¹⁰⁶ Dans la déclaration, on s'entend à ne pas d'user de force l'un contre l'autre, mais de traiter les

¹⁰¹ Télégramme de Beck au consulat polonais à Berlin, 9 novembre 1933, MSZ, Sygn. 30, AAN, p.13.

¹⁰² Note de Lipski à Beck, 15 novembre 1933, MSZ, Sygn. 30, AAN, p.17.

¹⁰³ *Ibid.*, p.17-18.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p.18-21.

¹⁰⁵ Wandycz, *op. cit.*, p.313.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p.324-325.

différends par voie diplomatique et on réaffirme la validité des traités existants.¹⁰⁷ Sans être nommé directement, le traité de Versailles demeure ainsi toujours en vigueur : la Pologne tente désormais de conserver le *statu quo* dans la mesure du possible en passant outre de la SDN et de la Conférence du désarmement. De plus, en février de la même année est annoncée une entente qui met fin à toute propagande haineuse dans la presse, la radio, le cinéma et le théâtre (« de s'abstenir de faire avancer quoique ce soit qui puisse déranger l'opinion polonaise de quelconque manière. »).¹⁰⁸ Finalement, le 7 mars est annoncée la signature une entente économique entre les deux pays.¹⁰⁹ Bref, dans les mois suivant le retrait allemand de la SDN, la Pologne semble avoir réussi à réaliser la plupart des objectifs qu'elle s'était donnée à la Conférence mondiale de désarmement ou du moins à trouver des alternatives à la nécessité du réarmement allemand.

Bien qu'il accueillît avec satisfaction l'entente polono-allemande, Piłsudski ne se fait pas d'illusions sur la précarité de la situation. Même si la déclaration fut signée pour une durée de dix ans, ils prévoit que la bonne relation entre les deux pays durera tout au plus quatre ans.¹¹⁰ Piłsudski voit juste, Hitler se fait conciliant justement pour briser l'isolement du pays et bloquer les chances que la France isole d'avantage le pays par le biais d'ententes avec les pays d'Europe orientale.¹¹¹ Hitler signa l'entente malgré les réserves de l'*Auswärtiges Amt*.¹¹² Comme en témoignent la suite des événements, le Führer n'a jamais eu l'intention de faire durer l'entente polono-allemande.¹¹³

En somme, un des piliers de la politique étrangère de la Pologne était la sécurité collective garantie par la SDN. Voyant la nécessité d'arriver à une entente lui étant favorable, elle s'engagea donc pleinement à la Conférence dans le but de convaincre la

¹⁰⁷ Żerko, *op. cit.*, p.110.

¹⁰⁸ Note de Lipski, 10 mars 1933, Ambasada RP w Berlinie, Sygn. 2242, AAN, p.75.

¹⁰⁹ Żerko, *op. cit.*, p.110. Nous avons déjà discuté de la tentative de mettre fin à ladite guerre dans le chapitre précédent.

¹¹⁰ Wandycz, *op. cit.*, p.325-326.

¹¹¹ Kershaw, *op. cit.*, p.331.

¹¹² Żerko, *op. cit.*, p.109. ; Richard J. Evans, *The Third Reich in Power, 1933-1939*, New York, The Penguin Press, 2005, p.619. Neurath et Blomberg étaient particulièrement opposés à l'entente.

¹¹³ Evans, *op. cit.*, p.619 ; « The pact was, however, a purely temporary expedient on Hitler's part : a piece of paper, serving its purpose for the moment, to be torn up without ceremony when it was no longer of any use. There were to be many more like it. »

communauté internationale de la nécessité de garder l'Allemagne soumise aux clauses discriminatoire des traités de paix. Elle monta un projet de désarmement moral qui eut pour objectif de bloquer la propagande révisionniste allemande et s'engagea avec la France pour bloquer le réarmement du Reich. Toutefois, nous avons vu que les espoirs polonais furent illusoires. Bien qu'ils savaient pertinemment que l'Allemagne allait combattre le *statu quo* de façon acharnée, ils ne s'attendaient pas à ce que la France cède aussi facilement. De plus, constatant la tendance des Grandes puissances à passer outre de la Conférence pour négocier directement avec l'Allemagne, la Pologne craint que ce soit le prélude à une éventuelle imposition de révisions de ses frontières et s'éloigne de la SDN. De toute façon, la Pologne ne voit plus la pertinence de prendre une part active aux négociations lorsque le Reich quitte la SDN. Elle cherche en conséquence à exploiter l'opportunité qui s'offre à elle pour établir une relation amicale directement avec lui. Les négociations polono-allemandes débouchent en 1934 sur une série d'accords qui donnent à la Pologne ce que la SDN ne pouvait plus offrir depuis le retrait allemand. L'initiative de désarmement moral au sein de la SDN n'avait aboutit sur rien et c'est donc par voie de négociations directes que la Pologne réussit pour un temps de mettre fin aux provocations allemandes. À toutes fins utiles, la Pologne a abandonné en 1934 sa politique de sécurité collective par le biais de la participation active à la SDN. Bien que l'Allemagne soit dans une situation domestique et internationale grandement différente de la Pologne, nous verrons dans le prochain chapitre qu'une évolution quelque peu similaire peut y être observée.

CHAPITRE III

L'ALLEMAGNE À LA CONFÉRENCE

L'historien Christoph Kimmich avait conclu que Stresemann fut le seul dirigeant allemand qui avait suivi une politique de coopération avec la SDN. Tous ses successeurs suivaient une politique qui considérait la SDN comme inutile si elle ne satisfaisait pas les exigences révisionnistes de l'Allemagne. Cette dernière était mue par considérations hypocrites qui ne voyaient dans la SDN qu'un outil pour faire avancer sa cause révisionniste et qui n'était utile d'y être loyal que dans la mesure où elle donnait les résultats souhaités.¹ Kimmich incarne donc bien la lecture classique des événements, puisqu'il ne fait aucune distinction et n'apporte aucune nuance entre les politiques des successeurs de Stresemann.² Nous espérons démontrer dans ce chapitre une réalité plus complexe que ça : l'Allemagne n'a pas toujours été prête à payer n'importe quel prix pour restaurer sa puissance. Certes, elle s'engage dans la SDN dans le but discuté. Toutefois, elle compte initialement le réaliser de manière qui sera acceptable aux yeux de la communauté internationale.

Nous verrons que certes, les Allemands ont contribué à l'échec de la Conférence, mais que cette fin ne s'est dessinée que progressivement. Malgré ses intentions, l'Allemagne ne souhaite pas nécessairement que la Conférence tombe à l'eau. Il ne faut pas oublier toutefois que quatre gouvernements se succèdent durant la période de la participation allemande à la Conférence, amenant avec eux des approches et priorités

¹ Christoph M. Kimmich, *Germany and the League of Nations*, Chicago, The University of Chicago Press, 1976, p.195-196. Steiner note d'ailleurs la nature pragmatique du personnage qui comprend que l'Allemagne doit s'intégrer dans le système international pour garantir la restauration de sa puissance ; Zara Steiner, *The Lights that Failed. European International History 1919-1933*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p.410-411.

² Kimmich, *op. cit.*, p.198-199. Il ne fait presque aucune distinction entre les politiques de Brüning, von Papen, Schleicher et Hitler.

variées. Aucun ne nie les avantages que peut conférer une entente juridiquement contraignante adoptée à Genève. Le cabinet de Brüning souhaite dans la première moitié de 1932 s'assurer que l'Allemagne prenait part aux discussions et ne les sabote pas car ce n'est pas dans l'intérêt du Reich de s'isoler davantage sur la scène internationale. Bien que ses successeurs von Papen et Schleicher – au pouvoir à partir de juin 1932 et décembre 1932 respectivement – montent le ton et se font plus intransigeants, il n'excluent pas la possibilité de demeurer au sein de l'organisme. Même après avoir quitté la Conférence pour une première fois en octobre 1932, les Allemands s'engagent dans des négociations qui pourraient leur conférer le droit d'égalité au sein de la SDN. Lorsque la décision est prise de réarmer coûte que coûte, on cherche toujours à faire reconnaître le droit allemand à l'égalité au sein de la Conférence. Même Hitler voit les avantages que confère une reconnaissance légale du droit allemand à réarmer. Ultiment, c'est au fur et à mesure que l'influence des militaires augmente dans le gouvernement que le Reich abandonne toute prétention à vouloir mener à terme la Conférence et à participer à la SDN. Le gouvernement ne résiste pas aux pressions internes d'un bord, venant avant tout de la Reichswehr qui s'impose progressivement au sein des gouvernements qui se succèdent, et externes de l'autre, soit à l'hypocrisie des puissances *pro statu quo* qui refusent de compromettre au sujet de l'armée allemande.

Contrairement à la Pologne qui comme nous l'avons vu, souhaite que les traités de paix demeurent en vigueur, l'Allemagne est une Grande puissance qui a tout à gagner dans leur révision. En début 1932, les Grandes puissances sympathisent davantage avec la cause allemande que celle de la Deuxième République. Le pays compte exploiter pleinement ce fait pour se libérer des contraintes militaires imposées au Reich dans le traité de Versailles. Cette revendication ne doit présenter qu'une première étape dans la libération de toutes les contraintes des traités de paix qui pèsent encore sur le pays. Bien que l'Allemagne aie l'intention de se débarrasser totalement de ces dernières, elle compte initialement le faire avec l'accord de la communauté internationale. Puisqu'il compte convaincre cette dernière du bien-fondé de ses revendications, le Reich est un excellent

cas d'étude de l'importance des calculs d'opinion publique dans la politique étrangère des pays.

L'Allemagne sous le chancelier Brüning, en poste de mars 1930 à mai 1932, se donne pour objectif à la Conférence mondiale du désarmement de convaincre les autres membres d'éliminer les clauses discriminatoires du traité de Versailles qui lui furent infligées à l'issue de la Grande Guerre. Contrairement à ce que supposent les Polonais, elle n'a pas l'intention de mener la Conférence à sa perte. Tout comme les Polonais, elle souhaite assurer qu'elle débouche sur une entente lui étant favorable: le gouvernement veut démontrer à la communauté internationale le bien-fondé moral et légal de sa revendication. En d'autres mots, c'est en prenant part au système de Versailles que l'Allemagne compte petit à petit abolir les clauses discriminatoires des traités de paix. Le projet sera toutefois progressivement avorté suite à la chute de Brüning, lorsqu'il deviendra clair que la restauration de la puissance militaire du pays ne pourra pas s'effectuer à la Conférence dans les délais souhaités.

La situation particulière du Reich à partir de 1933, confronté à une communauté internationale réticente car divisée au sujet des intentions allemandes, une part non négligeable de la population et classe dirigeante allemande hostile au désarmement et une Reichswehr belligérante qui s'impatiente et exige des délais toujours plus courts pour la réalisation de ses plans, contribue à l'abandon de cette politique de coopération. L'instabilité politique du Reich a pour résultat que quatre gouvernements se succèdent au courant de la Conférence. Nous verrons que c'est l'ingérence accrue de la Reichswehr – et particulièrement du général Kurt von Schleicher – dans le fonctionnement du gouvernement qui entraîne un durcissement progressif de la position allemande. Cela culmine avec le retrait de l'Allemagne de la SDN et de la Conférence sous la chancellerie d'Hitler. Le projet de sécurité collective de la SDN finit par s'effondrer sous les pressions des intérêts nationaux allemands. Toutefois, la complexité de ce processus a toujours été sous-estimée.

3.1 Préparatifs à la veille de la Conférence

Le gouvernement du chancelier Brüning voit pertinemment l'utilité d'arriver à un consensus international au sujet de son armée. À la veille de la Conférence mondiale du désarmement, le but de l'Allemagne n'est donc pas tant d'assurer l'élimination immédiate de l'ordre international issu du traité de Versailles que d'effacer l'humiliation qu'y a subi l'Allemagne en matière de désarmement. Le gouvernement préfère l'intégration de l'Allemagne dans la future convention de désarmement : il se prépare à faire reconnaître le droit à l'égalité du Reich en participant au succès de la Conférence. Il importe de nuancer ce point de vue, toutefois. L'objectif ultime de Brüning demeure l'élimination des contraintes restantes de Versailles.³ À long terme, ça inclue avant tout la révision de ses frontières orientales. En ce sens, Brüning, et davantage ses successeurs, ont abandonné la politique de bonne coopération avec la communauté internationale de Stresemann.⁴ La première étape de ce processus révisionniste passe par une entente au sujet du désarmement.

La Reichswehr et le gouvernement s'entendent sur les positions à adopter au sujet du désarmement lors de la première commission préparatoire allemande pour la Conférence de désarmement, tenue le 28 août 1931.⁵ Il y est établi qu'à la base, l'Allemagne exigera d'être traitée en tant qu'égale parmi ses pairs. La parité est la condition *sine qua non* de la participation allemande aux discussions au sujet du désarmement : « jeder deutsche Unterhändler sich nur unter dieser Voraussetzung an den Kommissionsdebatten beteiligen werde. »⁶ Plus précisément, le secrétaire d'État Bernhard Wilhelm von Bülow y affirme que le but principal du Reich est de se libérer de l'article V du traité de Versailles : « Unser oberstes Ziel auf der Abrüstungskonferenz sei, von

³ René Girault et Robert Frank, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, Paris, Éditions Payot & Rivages 2004, p.321. ; Steiner, *op. cit.*, p.764.

⁴ Peter Krüger, *Die Aussenpolitik der Republik von Weimar*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1985, p.512-516.

⁵ Enregistrement de Feine de la première session de la commission préparatoire pour la Conférence du désarmement, Büro Staatssekretär, R29463, AA.

⁶ *Ibid.* « Chaque négociateur allemand ne participera aux débats de la Commission que sous cette condition. »

Teil V des Versailler Vertrags loszukommen. »⁷ L'article en question aborde les clauses militaires, navales et aériennes discriminatoires envers l'Allemagne. Il est prévu que l'article devra être remplacé par la Convention de désarmement qui doit être établie à la Conférence. Cette tactique témoigne d'un calcul à long terme, puisque Bülow estime qu'une fois le principe d'égalité acquis, il sera plus facile pour l'Allemagne d'obtenir davantage de concessions lors de la signature de futures Conventions de désarmement.⁸ C'est donc une politique somme toute modérée que le cabinet de Brüning compte adopter à la Conférence dans le but d'assurer que l'Allemagne réussisse à restaurer son autonomie militaire sans trop froisser la communauté internationale. Ainsi, Brüning prévoit d'une certaine façon de présenter le Reich comme étant le champion du désarmement à la Conférence tout comme Stresemann s'était présenté en tant que champion des droits des minorités dans les années 1920 : les deux eurent l'objectif de réviser les traités de paix en passant par la démonstration de la bonne conduite allemande.⁹

3.2 La nécessité du changement et le bien-fondé des exigences allemandes

Dans un premier temps, l'Allemagne désire convaincre la communauté internationale de la nécessité du changement. À la tenue de la 12^e et dernière assemblée de la SDN précédant la Conférence, en octobre 1931, les Allemands insistent longuement sur l'injustice que représente le *statu quo*. Est dénoncée la thèse française stipulant qu'une atmosphère de sécurité doit être établie avant que l'on puisse procéder à un réel désarmement. Le ministre des Affaires étrangères, Julius Curtius, déclare que « [die] Sicherheit der Staaten ist nur dann eine Bürgschaft für die Erhaltung des Friedens, wenn

⁷ *Ibid.*, p.140-141.

⁸ *Ibid.*, p.141. Selon Bülow, le désarmement devait être réalisé en plusieurs étapes : les États devaient se rassembler à nouveau après 5 à 10 ans pour renouveler l'entente. Ainsi, une fois le principe d'égalité acquis, il sera facile pour l'Allemagne d'exiger la parité militaire effective dans les futures conventions.

⁹ Carole Fink discute des actions de Stresemann en la matière dans « Defender of Minorities: Germany in the League of Nations, 1926-1933 », *Central European History*, Vol. 5, No. 4 (Déc. 1972), p. 330-357.

alle Staaten an ihr in gleichem Masse teilhaben.»¹⁰ Or, le fait que la SDN offre la sécurité par la prépondérance d'armements de certains États créer un climat d'insécurité qui va à l'encontre de sa raison d'être et crée une atmosphère propice à une nouvelle course aux armements.¹¹ L'Allemagne est entourée de puissances fortement armées qui représentent un important élément d'insécurité pour le Reich : sa sécurité ne peut donc que passer par le désarmement des puissances fortement armées.¹² Ainsi, la SDN ne peut pas continuer sa fonction de garant de la paix sans l'établissement d'un équilibre de force par le biais du désarmement prévu par l'article 8 du Pacte.¹³ On demande dès lors aux autres États de mettre à la place du Reich, qui s'est désarmé sous la promesse qu'un désarmement généralisé allait suivre, mais qui après 12 ans attend toujours sa réalisation.¹⁴ Cette même ligne de pensée est poursuivie à l'ouverture de la Conférence. Le 12 février 1932, le chef de la délégation allemande Rudolf Nadolny insiste sur la disparité qui existe entre les nombreux traités sécuritaires et l'absence de progrès en matière de désarmement : « il est inutile de rappeler combien de pactes ont été déjà conclus depuis la naissance de la Société des Nations, en matière de sécurité. En revanche, dans le domaine du désarmement, la Conférence est en train d'étudier le premier pas qu'elle pourra faire. »¹⁵ En plus d'insister sur les facteurs internationaux justifiant la nécessité du changement, les délégués allemands mettent l'accent sur la situation interne précaire du pays.

¹⁰ Extrait du discours de Curtius à la 12^e assemblée générale du 12 septembre 1931, Büro Staatssekretär, Abrüstung, R29463, AA, p.159. « La sécurité des États est seulement une garantie pour la préservation de la paix, si tous les États y participent sur un pied d'égalité. »

¹¹ *Ibid.*, p.159-160.

¹² Note au sujet du traitement de la question du désarmement à la 12^e assemblée générale de la SDN, Büro Staatssekretär, Abrüstung, R29463, AA, p.156.

¹³ Extrait du discours de Curtius, Büro Staatssekretär, Abrüstung, R29463, AA, p.160. L'article 8 du Pacte proclame la nécessité de mener à un désarmement des puissances membres de la SDN au minimum nécessaire pour assurer leur sécurité.

¹⁴ Note sur la question du désarmement, pas d'auteur, Büro Staatssekretär, Abrüstung, R29463, AA, p.112-113.

¹⁵ Résumé de la 3^e séance de la Conférence, 14 février 1932, MSZ, Sygn. 1736, AAN, p.27.

On argumente – avec raison – que le paysage politique du Reich s’est radicalisé depuis que la crise économique a frappé.¹⁶ Il en résulte que le gouvernement est confronté à une pression importante pour que l’Allemagne adopte une politique étrangère plus individuelle et qu’elle ignore les ententes existantes.¹⁷ Selon le gouvernement allemand, la SDN se doit donc d’arriver à une entente au sujet du désarmement, sans quoi son existence pourrait être mise en péril. En effet, le Pacte de la SDN avait proclamé au monde que la réalisation du désarmement était le principal objectif de l’organisme.¹⁸ Si la SDN devait échouer dans cette tâche, elle perdrait son autorité morale aux yeux des Allemands.¹⁹ L’Allemagne doit finalement réintégrer la communauté internationale à titre d’égal pour que le système international soit légitime. Ces menaces ont pour objectif de frayer un chemin pour la signature d’une entente favorable au Reich.

3.3 L’Allemagne modérée

Pour améliorer ses chances de convaincre la communauté internationale de la nécessité du changement, le gouvernement décide de modérer sa position à la Conférence. Il est de l’avis que l’Allemagne n’a pas intérêt à être le centre d’attention à cette dernière comme elle le fut pendant la durée de la Commission préparatoire qui visait à établir les bases de la future Conférence du désarmement : « Auf der Preparatoire sei Deutschland der ewige Mahner gewesen. Das würden wir auf der Konferenz besser nicht sein. »²⁰ Bülow insiste donc qu’il n’est pas souhaitable de rappeler de façon interminable les exigences de l’Allemagne. La Conférence débutera par un débat général qui donnera à l’Allemagne amplement l’opportunité de clairement formuler son ambition d’être traitée à titre d’égal.²¹ Initialement, la délégation allemande se limitera donc à annoncer ses revendications dans le discours d’ouverture. Pour gagner plus d’appui à ses

¹⁶ Note sur la question du désarmement, pas d’auteur, Büro Staatssekretär, Abrüstung, R29463, AA, p.113-114.

¹⁷ *Ibid.*, p.114.

¹⁸ Extrait du discours de Curtius, Büro Staatssekretär, Abrüstung, R29463, AA, p.158.

¹⁹ *Ibid.*, p.160.

²⁰ Enregistrement de Feine de la première session de la commission préparatoire, Büro Staatssekretär, Abrüstung, R29463, AA, p.141.

²¹ *Ibid.*, p.139.

thèses, elle doit également mettre temporairement de côté son objectif ultime d'exiger la parité militaire avec les Grandes puissances. Il importe ici de nuancer la position de Patrick O. Cohrs au sujet des intentions du gouvernement Brüning qui « opted for an uncompromising pursuit of maximal aims – notably : a complete cancellation of reparations and, most unsettling, armament 'parity' and a revision of the 'Polish Corridor'. »²² Bien que l'observation soit juste dans ses grandes lignes, nous avons vu que le gouvernement voit des limites à ce que peut accomplir sa politique de confrontation. Dans la mesure du possible, il souhaite éviter de gâcher les chances d'arriver à une entente lui étant favorable.

L'Allemagne est consciente également du fait que la France et ses alliés représentent l'obstacle premier à la reconnaissance du droit à l'égalité allemand. De ce fait, elle veut éviter d'être tenue responsable de l'échec de la Conférence en la réduisant à un duel franc-germanique. En ce sens, rien ne serait plus indésirable que l'Allemagne cause une bataille ouverte entre la République de Weimar et la Troisième République.²³ Pour ne pas donner l'impression que l'Allemagne bloque le progrès de la Conférence, la décision est prise de laisser aux autres de se battre au sujet des modalités du désarmement : l'Allemagne se contentera au début de déclarer sa revendication d'avoir ses droits à l'égalité reconnus et laissera les autres se disputer au sujet des détails entourant l'implémentation desdits droits. Dans le même ordre d'idées, on décide d'exploiter les contradictions qui existent dans les positions françaises et britanniques afin que se crée une résistance aux positions françaises, sans pour autant que la Conférence se réduise à un duel germano-français.²⁴ Bülow prédit avec justesse que malgré les ambitions allemandes, il n'y a pas lieu à s'inquiéter que le débat général sera clôt sur une querelle au sujet des revendications allemandes ; la discussion générale qui doit précéder les délibérations sur les modalités exactes du désarmement va aboutir sur la création d'une série de commissions visant à approfondir les questions mises de l'avant à

²² Patrick O. Cohrs, *The Unfinished Peace after World War 1 America, Britain and the Stabilization of Europe, 1919-1932*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, p.578.

²³ *Ibid.*, p.141.

²⁴ *Ibid.*, p.137.

la ladite discussion.²⁵ C'est également pour éviter de perdre de vue l'objectif ultime de l'Allemagne, soit l'acquisition du principe d'égalité, qu'il est suggéré de garder séparées les questions du paiement des réparations et du désarmement.²⁶

Tout au long de la Conférence, la délégation représentant la République de Weimar tente ainsi de convaincre la communauté internationale du bien-fondé de ses revendications. Puisqu'ils essaient de briser le *statu quo* de l'intérieur du système de Versailles, les Allemands veulent démontrer la justesse légale et morale de leur volonté de le faire. Pour y arriver, les arguments de la délégation allemande sont imbus de thèmes de droit moral et de droit international.

3.4 Primauté du droit international et du droit moral

Un thème constant des revendications allemandes est l'injustice subie par le Reich à Versailles. À la veille de la Conférence, l'Allemagne insiste sur le fait qu'on lui promet que son désarmement serait suivi d'un désarmement généralisé, mais que rien ne fut fait de ce côté.²⁷ L'article 8 du Pacte de la SDN – et par extension du traité de Versailles – stipule pourtant qu'un désarmement généralisé doit être exécuté par l'organisme. Compte tenu du contexte économique et social difficile, il est temps pour ce dernier de remplir ses obligations, sans quoi son autorité morale sera remise en cause. On argumente aussi que l'idée même de la SDN ne peut pas fonctionner tant et aussi longtemps que tous ses membres ne seront pas traités sur un pied d'égalité : si l'Allemagne n'est pas traitée ainsi, la Convention de désarmement ne remplira pas les prérequis psychologiques et moraux pour que le Peuple allemand puisse y adhérer.²⁸

Le droit à l'égalité est un thème central dans toutes les déclarations de la délégation allemande. En début de conférence, Nadolny explique au Premier Ministre français André Tardieu que même si Weimar peut faire preuve de flexibilité en ce qui a

²⁵ *Ibid.*, p.139-140.

²⁶ *Ibid.*, p.137.

²⁷ Note sur la question du désarmement, pas d'auteur, 27 juin 1931, Büro Staatssekretär, Abrüstung, R29463, AA, p.112.

²⁸ Extrait du discours de Curtius, Büro Staatssekretär, Abrüstung, R29463, AA, p.162-163.

trait à la réalisation de l'égalité, le principe même d'égalité ne peut pas être remis en question.²⁹ À l'ambassadeur français stationné à Berlin, André François-Poncet, Bülow explique qu'il en revient aux Français de préciser leurs modalités de désarmement : les seuls points qui ne sont pas discutables pour l'Allemagne sont qu'elle soit traitée à titre d'égale à partir de la conclusion de la première convention de désarmement et que cette même convention remplace le traité de Versailles.³⁰ Les Allemands sont prêts à négocier toutes les facettes du désarmement à l'exception de la partie V du traité de Versailles, une humiliation qui doit être éliminée.³¹ L'article en question concerne les clauses de désarmement imposées en 1919 au pays. La même chose fut expliquée par Nadolny à Tardieu et Paul-Boncour, auxquels il dit d'emblée que la condition préalable au succès de la conférence est la reconnaissance de l'égalité des droits allemands.³² Tous les gouvernements allemands martèlent sur ce point. Lorsque l'Allemagne menace pour la première fois de quitter la Conférence sous la chancellerie de von Papen en été 1932, c'est également au nom de la non-reconnaissance continue de son droit à l'égalité ; on déplore le fait que les méthodes et l'ampleur du désarmement prévu ne correspondent en rien au modèle imposé à l'Allemagne à Versailles.³³ Même sous Hitler, on justifie la nécessité du changement par l'injustice qu'aurait subie l'Allemagne sous le système de Versailles qui l'a traité comme puissance de deuxième ordre.³⁴

Kimmich mit en lumière la posture « légaliste » adoptée par l'Allemagne lors des délibérations de la Commission préparatoire.³⁵ Cette même ligne de conduite est poursuivie à la Conférence ; de Brüning jusqu'à Hitler, les arguments légalistes sont au

²⁹ Télégramme de Nadolny à Auswärtiges Amt, 5 février 1932, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32158, AA.

³⁰ Télégramme de Bülow à Auswärtiges Amt, 25 février 1932, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32158, AA.

³¹ *Ibid.*

³² Télégramme de Nadolny au Chancelier et Secrétaire d'État, 26 février 1932, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32158, AA.

³³ Déclaration finale du gouvernement du Reich, sans auteur, juillet 1932, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32161, AA.

³⁴ Note sur le désarmement, sans auteur, juillet 1932, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32165, AA.

³⁵ Christoph M. Kimmich, *Germany and the League of Nations*, Chicago, The University of Chicago Press, 1976, p.152-153.

cœur de la justification du Reich de son attitude envers la Conférence mondiale de désarmement. On explique que l'Allemagne a droit de s'attendre à ce que les autres se désarment au même titre qu'elle sur la base des traités de paix et du pacte de la SDN. Après tout, le principe fondamental de la SDN et de l'idée de la communauté d'États est l'égalité : « Die Gleichberechtigung der Nationen ist das fundamentale Prinzip des Völkerbundes, ebenso wie der Staatengemeinschaft überhaupt. »³⁶ De ce fait, l'Allemagne a un droit contractuel inviolable à ne pas être soumise à un régime discriminatoire.³⁷ Elle a droit en vertu de l'article 8 du Pacte à ce que sa sécurité soit considérée au même titre que celle des autres lors de l'élaboration des mesures de désarmement, d'où son droit à la parité militaire effective et de principe.

Sous Hitler, cette logique est poursuivie à son paroxysme. On ordonne aux représentants du Reich de traiter la question du désarmement en public de manière à mettre en évidence l'injustice subie par l'Allemagne. Le désarmement est présenté comme une partie du *Diktat* de Versailles qui à son tour fut une violation frauduleuse de la garantie donnée à l'Allemagne d'une paix basée sur les 14 points de Wilson.³⁸ La nécessité de se débarrasser des clauses discriminatoires du traité est ainsi justifiée autant par ce fait, que parce que le désarmement général basé sur celui de l'Allemagne fut garanti autant par le traité de paix que par le Pacte de la SDN. Le Reich s'est même vu reconnaître son droit à l'égalité au sein de la Conférence dans la déclaration du 11 décembre 1932.³⁹ Or, l'Allemagne attend toujours que la convention de désarmement, qui tarde à être réalisée, soit signée. Toutes ces déclarations témoignent d'une volonté de rejoindre un public plus large pour le rallier à la juste cause allemande.

³⁶ Déclaration finale du gouvernement du Reich, juillet 1932, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32161, AA.

³⁷ *Ibid.*

³⁸ Rapport sur comment traiter la question du désarmement en public, sans auteur, 5 juillet 1933, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32165, AA.

³⁹ *Ibid.*

3.5 Le rôle clé de l'opinion publique

Le cas allemand à la conférence de désarmement est un exemple frappant du rôle pivot joué par l'opinion publique dans les relations internationales de l'entre-deux-guerres. Contrairement à la Pologne, qui connaît une stabilité politique relative suite au coup de Piłsudski de 1930,⁴⁰ l'Allemagne doit composer avec des courants d'opinion internes et externes divergents. Tous les calculs des délégués allemands doivent prendre en compte la perception qu'a la communauté internationale du Reich et celle qu'a le peuple allemand de son propre gouvernement. Il en résulte que l'*Auswärtiges Amt* est constamment contraint de jongler entre sa politique interne et externe.

Nous venons de voir qu'à l'externe, l'Allemagne souhaite gagner la sympathie de la communauté internationale pour la rallier à sa cause révisionniste. Les diplomates essaient d'agir de façon modérée et de se présenter en tant qu'éléments posés dans la lutte entre pro et anti *statu quo*. L'Allemagne fait son possible pour se présenter comme la puissance sensée de la Conférence. Cette volonté est toutefois entravée par des considérations de politique domestique.

À l'interne, il existe un clivage entre ce que désire la population allemande – particulièrement la droite très vocale – et le gouvernement qui est conscient des contraintes internationales qui pèsent sur elle. Du point de vue de l'opinion publique, l'Allemagne se trouve donc dans une situation particulière où elle est prise à jongler entre un public domestique qui s'attend à ce que ses représentants tiennent ferme face à ses adversaires lors de la Conférence et à une communauté internationale que le gouvernement ne souhaite pas aliéner. Il se prépare donc à faire valoir leur point de vue sans paraître trop intransigeant aux yeux de la communauté internationale, mais sans pour autant paraître trop mou aux yeux de la population allemande.⁴¹

⁴⁰ Voir notamment Andrzej Garlicki, *Piękne lata trzydzieste*, Warszawa, Prószyński i S-ka, 2008, 285p. Pour toutes fins pratiques, la Pologne est soumise à un régime dictatorial à partir de 1930.

⁴¹ Cette ambivalence va toutefois disparaître progressivement, au fur et à mesure que les gouvernements successifs du Reich vont durcir leurs positions vis-à-vis du droit allemand au *Gleichberechtigung* (droit à l'égalité).

La situation interne de l'Allemagne, grandement affectée par la crise économique qui sévit à l'époque, fait que les délégués du Reich n'ont pas la main libre d'agir à leur guise à la Conférence. Par exemple, Nadolny souhaitait démontrer la bonne volonté allemande en s'entendant avec Tardieu au sujet de la publication d'un communiqué joint au sujet de l'intention des deux États à arriver à une entente au sujet du désarmement.⁴² Au grand regret de Nadolny, ses plans tombent à l'eau lorsque le gouvernement refuse la publication du communiqué, car « die Veröffentlichung eines deutsch-französischen Kommuniqués [...] sei für uns innerpolitisch völlig untragbar. »⁴³ Pour justifier la décision auprès des Français, Nadolny se fait instruire d'expliquer à Tardieu que compte tenu de la situation tendue en Allemagne dû à la tenue imminente des élections présidentielles, le temps n'est pas propice à une telle déclaration : ce communiqué donnerait faussement l'impression que les Allemands et les Français sont à la veille d'arriver à une entente et la déception en cas d'échec aurait des répercussions indésirables en Allemagne.⁴⁴ De surcroît, dans sa volonté de satisfaire les divergences l'opinion publique nationale et internationale, la délégation doit composer avec des attaques de la presse nationale.

D'une part, la délégation est directement attaquée. Par exemple, un certain nombre d'attachés de presse du *Deutsche Volkspartei* (Parti populaire allemand) critiquent l'ambassadeur Nadolny. En réponse aux protestations du gouvernement, ils répondent que l'*Auswärtiges Amt* peut s'attendre à d'avantage d'attaques contre les personnes dirigeant la délégation, entre autres dû au fait qu'ils jugent Nadolny inapte à diriger la délégation allemande.⁴⁵ D'autre part, la délégation doit composer avec la

⁴² Télégramme de Nadolny au AA, 29 février 1932, Büro Staatssekretär, Abrüstung, R29463, AA, p.204-205.

⁴³ Télégramme de Köpke, 29 février 1932, Büro Staatssekretär, Abrüstung, R29463, AA, p.206. « La publication d'un communiqué franco-allemand nous est totalement inacceptable pour des raisons de politique domestique. »

⁴⁴ Télégramme de Köpke, 29 février 1932, Büro Staatssekretär, Abrüstung, R29463, AA, p.206. ; Télégramme de Bülow au Chancelier, 1^{er} mars 1932, Büro Staatssekretär, Abrüstung, R29463, AA, p.207. On suggère donc d'attendre l'issue des élections pour reprendre les discussions à ce sujet.

⁴⁵ La note en question ne précise pas pourquoi Nadolny est dénoncé. Note de Kamphoevener, 27 février 1932, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32158, AA.

critique de ses actions. Elle est avant tout accusée de passivité excessive. Le gouvernement déplore donc le fait que les représentants de presse ne comprennent pas les nuances de sa stratégie⁴⁶, qui tel que nous l'avons vu cherche à éviter d'être l'élément déstabilisateur de la Conférence.

À son tour, la délégation juge la presse allemande trop critique à l'égard des propositions apportées lors de la Conférence. À l'ouverture de la Conférence, la délégation est informée du fait que la presse allemande a condamné le plan de désarmement de Tardieu presque à l'unanimité. Malgré le fait que les représentants allemands s'opposent également au plan, cette attitude de la part de la presse est jugée indésirable.⁴⁷ On insiste que pour des raisons tactiques, il est souhaitable que la Presse trouve des points positifs dans les plans de désarmement d'autrui.⁴⁸ De même, puisque d'autres États pourraient trouver le plan inacceptable, il est préférable de les laisser se battre à son sujet pour éviter que l'Allemagne soit jugée responsable de son échec.⁴⁹ En d'autres mots, elle essaie sans succès de faire comprendre à la presse les nuances de sa stratégie pour aider les chances du Reich à solliciter la faveur de la communauté internationale.

Le Reich est bien conscient du fait que les actions de la presse allemande ont une influence sur la perception qu'a la communauté internationale de lui. En témoigne un échange ayant eu lieu entre Bülow et François-Poncet le 25 février 1932 : le Secrétaire d'état s'excuse auprès de l'ambassadeur au sujet des déclarations faites par la presse allemande au sujet du plan français de la création de forces armées sous l'égide de la SDN. Il insiste que la réaction venimeuse de la presse découlait du fait que la délégation fut prise par surprise par la suggestion et n'eut pas le temps de montrer les points positifs

⁴⁶ Note sur le progrès de la Conférence, mai 1932, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32159, AA.

⁴⁷ Rapport de König, 6 février 1932, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32158, AA.

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ *Ibid.*

du plan.⁵⁰ En plus d'avoir à composer avec l'opinion publique externe et interne, la délégation doit confronter les pressions de la Reichswehr.

3.6 La Reichswehr : adversaire du désarmement

Dans sa volonté d'apaiser le public international et de le convaincre de ses intentions pacifiques, le gouvernement doit également composer avec les pressions venant de la Reichswehr. Déjà dans les années 1920, cette dernière œuvre pour restaurer la puissance militaire du Reich le plus rapidement possible dans le but de lui permettre d'être maître de son propre futur. Dès 1928, le gouvernement et l'armée commencent à collaborer dans ce but : un premier programme furtif de réarmement est adopté sous le ministre de la Défense Groener.⁵¹ Un deuxième plan, prévu pour les années 1933-1938, est en élaboration à la veille de la Conférence. Bien que l'État-major souhaite imposer la réalité du réarmement allemand à la communauté internationale dans les plus brefs délais, le gouvernement est de l'avis que c'est politiquement impossible et prêche patience. Le chancelier Brüning souhaite régler la question du paiement des réparations avant de procéder et Bülow est de l'avis qu'il faut user de caution et ne pas pousser trop loin les exigences allemandes à Genève.⁵² À la Conférence, le gouvernement et les militaires partagent donc le même objectif – l'élimination du traité de Versailles – mais l'approche prise pour y arriver diffère sensiblement. Contrairement à la Pologne, qui est dirigée par la clique militaire de Piłsudski, l'existence d'un clivage civil-militaire dans l'élaboration de la politique et de la stratégie à adopter à la Conférence par l'Allemagne devient évidente dès les préparatifs de 1931.

Contrairement au gouvernement, conscient de la nature délicate des négociations et préconisant modération, la Reichswehr veut à tout prix faire accorder des concessions à l'armée allemande. Elle s'inquiète de l'éventualité que l'Allemagne pourrait signer une entente qui ne permettrait pas au pays de réarmer. Pour cela, elle exige que le droit

⁵⁰ Note de Bülow, 25 février 1932, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32158, AA.

⁵¹ Steiner, *The Lights that Failed*, p.764-765.

⁵² *Ibid.*, p.766.

allemand à la parité militaire soit reconnu dès le début de la Conférence.⁵³ Avant même l'ouverture de cette dernière, l'Armée réclame auprès de la délégation qu'elle fasse pression pour que la Conférence produise des données précises au sujet des modalités du désarmement. Le futur ministre de la Défense et délégué militaire en chef à la Conférence, le général Werner von Blomberg, croit que l'Allemagne risque de faire des concessions importantes si elle n'acquiert pas le droit à la parité avant de s'embarquer dans les négociations.⁵⁴ Il croit qu'il est important de gagner le droit à la parité avant de discuter de la limite minimum d'armements à laquelle soussignerait le gouvernement. Faire autrement mettrait selon lui le pays en danger de signer une entente qui ne lui permettrait pas d'hausser sa force militaire dans une conférence subséquente si on demandait trop peu, et de donner l'impression qu'on souhaite réarmer si on demandait trop.⁵⁵ Bülow est d'un autre avis. Puisque ces questions seront clarifiées lors des premières semaines à Genève et que le débat général donnera amplement de chances à l'Allemagne de clairement revendiquer le droit à l'égalité, il n'est pas nécessaire d'insister d'emblée les détails des modalités du désarmement.⁵⁶

Plusieurs débats ont ainsi lieu quand aux directives à adopter pour la Conférence, où le gouvernement tente d'imposer sa vision des choses sur l'État-major. Lorsque le colonel Schönheinz, un des responsables de l'élaboration de la stratégie allemande, offre sa version des directives, Bülow conteste. Il fait remarquer que ce dernier part de postulats erronés : les directives ne doivent pas contenir des chiffres précis quant à la composition future des armées à inclure dans la convention du désarmement.⁵⁷ Selon lui, ces directives doivent constituer un point de départ pour la délégation et non prendre en compte toutes les éventualités possibles, car la délégation doit être en mesure d'agir au delà des seules instructions. Les revendications minimales et maximales doivent faire

⁵³ Enregistrement de Feine sur la première session de la commission préparatoire pour la Conférence du désarmement, Büro Staatssekretär, R29463, AA. p.138.

⁵⁴ *Ibid.*, p.139.

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ *Ibid.*, p.138-139.

⁵⁷ Note de Bülow, 7 janvier 1932, Büro Staatssekretär, R29463, AA. p.190.

office d'une décision tactique de la délégation et non être délimitées d'avance.⁵⁸ En juillet 1932, l'assistant du ministre de la Défense et futur Chancelier, Kurt von Schleicher doit composer avec une résistance similaire lorsqu'il exige que l'Allemagne revendique que la convention incluse des chiffres précis d'effectifs militaires par pays.⁵⁹ Bülow insiste notamment que des négociations au sujet de modalités précises du désarmement pourraient prolonger la Conférence pendant des années.⁶⁰ Jusqu'en été 1932, le gouvernement civil réussit à contenir les pressions de l'armée et continue d'essayer de libérer l'Allemagne des contraintes de la SDN en assurant le succès de la Conférence. Ça n'allait toutefois plus durer longtemps.

Bien que le gouvernement résiste tant bien que mal aux pressions des militaires, nous verrons dans les pages à venir que ce clivage disparaît progressivement lorsque les militaires gagnent en influence au sein des cabinets qui se succèdent. En résulte un durcissement des positions de l'Allemagne. Le ministre de la Défense et futur Chancelier Kurt von Schleicher sera instrumental dans ce revirement.

3.7 De la fin de la coopération à l'abandon de la SDN

Si l'Allemagne souhaite s'intégrer à la Convention et au système international, comment se fait-il qu'elle abandonna le projet et quitta la SDN? Nous avons vu comment l'Allemagne a l'intention de faire valoir ses droits en intégrant l'Allemagne dans la Convention de désarmement qui devait être issue de la Conférence. Seulement, il devient rapidement évident qu'il sera difficile de plier la communauté internationale aux vœux allemands d'amener une révision légale des clauses de désarmement. Au fur et à mesure que les participants à la Conférence bloquent les efforts du Reich et que le front domestique s'impatiente, l'Allemagne va prendre un tournant réactionnaire. Trois gouvernements tombent pendant la durée de la Conférence, le prochain toujours plus réactionnaire que le dernier. Cette suite d'événements culmine avec l'élection d'Hitler. Ce dernier va se présenter en tant que modéré le temps de consolider son pouvoir pour

⁵⁸ *Ibid.*, p.190-191.

⁵⁹ Note de Bülow, 12 juillet 1932, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32161, AA.

⁶⁰ *Ibid.*

finaleme nt libérer le Reich de ses obligations issues des traités de paix. Au final, c'est de façon unilatérale que l'Allemagne choisira de rejeter les provisions discriminatoires du *Diktat* de Versailles en abandonnant la politique de coopération au sein de la SDN inaugurée par Stresemann.

Pour convaincre la communauté internationale du bien-fondé de ses revendications, le Reich doit gagner la sympathie des autres puissances et isoler la France et ses positions antirévionnistes à la Conférence. Il connaît un succès relatif pendant la première phase des discussions, qui dura de l'ouverture du 2 février 1932 à la pause de Pâques. La délégation constate avec satisfaction que la bonne volonté et l'ouverture à la coopération de l'Allemagne fut remarquée à Genève, notamment grâce à son acceptation d'utiliser le projet de traité établi lors de la commission préparatoire comme cadre des discussions.⁶¹ Les débats sur le désarmement devaient originellement tourner autour du projet de convention établi lors de la Commission préparatoire à la Conférence du désarmement qui dura de décembre 1925 jusqu'à décembre 1930.⁶² L'Allemagne contestait de vive voix l'ébauche du projet, puisque ses provisions de désarmement n'allaient pas déboucher sur une réelle réduction des armements des puissances membres.⁶³ Par conséquent, elle ne peut que célébrer la décision de la Conférence de reléguer le projet de convention au statut de cadre pour guider le débat.⁶⁴

On constate de cette façon que l'atmosphère à la Conférence est propice à la signature d'une entente favorable au Reich. L'Italie appuie entièrement le vœu allemand à l'égalité, la Grande-Bretagne est ouverte à la reconnaissance de principe et l'Amérique appuie l'égalité au sens d'une réduction généralisée des armements.⁶⁵ De même, les

⁶¹ Rapport de situation de Nadolny pour le Chancelier, 29 février 1932, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32158, AA.

⁶² Kimmich, *Germany and the League of Nations*, p.150-154.

⁶³ *Ibid.*, p.154.

⁶⁴ Télégramme de Nadolny, 23 février 1932, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32158, AA.

⁶⁵ Rapport de situation de Nadolny pour le Chancelier, 29 février 1932, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32158, AA. ; Télégramme de Bülow pour le Secrétaire d'État adjoint, 26 avril 1932, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32159, AA.

représentants de l'Amérique du Sud se prononcent en faveur des thèses allemandes.⁶⁶ En outre, le fait que l'Allemagne n'est pas la seule à demander l'égalité a contribué en outre à éviter que la Conférence se limite à un duel franco-germanique.⁶⁷ Finalement, la tendance générale favorable à l'interdiction des armes offensives encourage la délégation allemande, l'Allemagne n'ayant déjà pas droit à ce type d'armes selon les provisions du traité de Versailles. Elle espère pouvoir s'en servir dans le but de l'imposer aux autres puissances au nom du traitement équitable de l'Allemagne.⁶⁸ Bref, la délégation allemande croit encore au printemps 1932 qu'il est possible d'arriver à une entente positive à la Conférence.⁶⁹ En avril, Nadolny constate avec satisfaction que l'action italienne et anglaise permet à la France de perdre la direction de la Conférence : « Jetzt abgeschlossene Diskussion über Problem der qualitativen Abrüstung hat deutlich gezeigt, daß Franzosen durch das angelsächsisch-italienische Vorgehen die Führung der Konferenz völlig verloren haben. »⁷⁰

À la fin de la première phase de la Conférence, la stratégie allemande élaborée à la veille de cette dernière semble porter fruit. L'Allemagne a réussi à gagner la sympathie de la communauté internationale, la Conférence ne s'est pas limitée à un duel franco-allemand, la France est isolée sur ses positions et il semble que les discussions pourraient aboutir sur une entente lui étant favorable. Malgré ces avancées initiales, l'optimisme germanique allait s'avérer être de courte durée.

Plus la Conférence s'étire – elle ne devait que durer quelques mois – et plus que les puissances hostiles à la révision du traité de Versailles se retranchent sur leurs

⁶⁶ Note d'Aschmann, 31 mars 1932, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32159, AA. C'est le représentant cubain qui approche le délégué allemand pour lui faire part de l'opinion des pays sud-américains.

⁶⁷ Rapport de situation de Nadolny pour le Chancelier, 29 février 1932, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32158, AA.

⁶⁸ Rapport de Nadolny, 18 mars 1932, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32159, AA.

⁶⁹ Extrait d'une lettre de Nadolny à Bülow, 12 mars 1932, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32158, AA. ; Rapport de Nadolny, 18 mars 1932, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32159, AA.

⁷⁰ Télégramme de Nadolny, 22 avril 1932, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32159, AA. Même la Pologne et les Slaves du Sud commencent à contester certaines thèses de Tardieu, voir ; Lettre de Schwendemann à Neurath, 14 avril 1932, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32159, AA.

positions, plus l'Allemagne s'impatiente.⁷¹ La longueur des délibérations et l'absence de résultats concrets contribuent grandement à cela. Faute de progrès, Nadolny constate que les États semblent vouloir un désarmement, mais approchent les négociations de façon trop prudente.⁷² De là, il se demande si les États souhaitent réellement mener à un désarmement ou veulent seulement éviter d'être tenus responsables pour l'échec de la Conférence si une telle éventualité devait se présenter : « Dabei mag dahingestellt bleiben, wie weit einzelne Staaten ehrlich auf einen Erfolg der Konferenz hinarbeiten oder sich mehr von dem Gesichtspunkt leiten lassen, dass sie gegebenenfalls vor allem nicht selbst als die Schuldigen an einem Fehlschlag der Konferenz dastehen wollen. »⁷³ En conséquence, le pronostic pour la signature d'une convention de désarmement devient toujours plus négatif.⁷⁴ La réalité électorale que vit l'Allemagne à l'époque influe grandement sur ce changement.

Les élections présidentielles eurent lieu au printemps 1932. Devant la montée de la droite, le chancelier Brüning est conscient d'avoir besoin d'un grand coup d'éclat à Genève pour lui donner davantage de poids politique.⁷⁵ Ce succès tarde à arriver au fur et à mesure que s'enlisent les négociations à la Conférence. Lors des élections, il fit campagne pour assurer la réélection du président Hindenburg. Bien que ce dernier fut réélu le 10 avril, Brüning perdit sa faveur et fut remplacé par Franz von Papen à la fin du mois de mai.⁷⁶ Malgré que von Papen adopte initialement les directives somme toutes

⁷¹ Rapport sans auteur, 7 mai 1932, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32159, AA. On argumente désormais que le désarmement a réellement débuté à Versailles, avec le désarmement des perdants de la Grande Guerre, et non qu'il débutera à la Conférence. Le peuple allemand attend depuis douze ans pour que soit rétablie la justice et la confiance entre l'Allemagne et les États fortement armés par le biais d'un équilibre militaire.

⁷² Rapport de Nadolny sur la première phase de la Conférence, 18 mars 1932, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32159, AA.

⁷³ *Ibid.* « Il peut ne pas être tranché dans quelle mesure les différents États travaillent honnêtement envers le succès de la Conférence, ou sont guidés davantage du point de vue de ne pas paraître comme le coupable dans un échec de la Conférence. »

⁷⁴ *Ibid.* ; D'une conférence qui devait être courte, on s'attend désormais à ce que les discussions s'étirent jusqu'en fin automne ou même jusqu'à l'hiver.

⁷⁵ Kimmich, *op. cit.*, p.162.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 162-163. Kurt von Schleicher avait l'oreille de Hindenburg et a notamment comploté avec Hitler pour l'instauration d'un gouvernement de droite appuyé par les Nazis, voir ; Steiner, *The Lights*

modérées de Bülow au sujet du désarmement, l'influent ministre de la Défense Kurt von Schleicher est d'un autre avis. Ce dernier croit que l'Allemagne doit désormais exiger l'égalité totale.⁷⁷

Le rôle clé joué par Kurt von Schleicher dans le durcissement de la politique allemande doit être souligné. Schleicher est instrumental dans le virage réactionnaire de l'Allemagne et dans le rejet de la coopération par l'Allemagne observées sous von Papen. Brüning eut l'intention de convaincre la communauté internationale de la nécessité du changement. Sous Papen, toutefois, l'Allemagne abandonne son ton conciliatoire et exige désormais des résultats immédiats au sujet du droit allemand à l'égalité. Schleicher essaie de faire forcer la main aux membres de la Conférence en les menaçant de quitter la Conférence et de donner main libre à Weimar si l'égalité ne devait pas lui être accordée.⁷⁸ Pendant un temps, le gouvernement résiste encore à l'influence de la Reichswehr et du ministre de la Défense. Lorsque l'armée fait pression pour que la délégation allemande exige d'emblée que l'égalité qualitative et quantitative soit accordée par écrit à l'Allemagne, on proteste sur l'impossibilité d'une telle mesure.⁷⁹ De même, à la proposition de Schleicher de sortir l'Allemagne de la Conférence et d'annoncer que l'elle n'est plus liée à la partie V du traité de Versailles si la Conférence ne devait pas leur donner raison, Neurath refuse. Il argumente qu'une telle ligne de conduite est politiquement inacceptable :

Ich halte es nicht für möglich, wenn die Verhandlungen über die Gleichberechtigungsfrage in den nächsten Wochen nicht zu einem für uns befriedigenden Ergebnis führen, schon allein daraufhin sofort eine Erklärung des Inhaltes abzugeben, daß wir uns aus der Konferenz zurückziehen, daß wir uns an Teil V des Versailler Vertrages nicht mehr für gebunden halten und in dieser Beziehung völlige Freiheit haben. Das ist politisch nicht tragbar.⁸⁰

that Failed, p.684. Franz von Papen est un ancien officier de l'État major allemand qui jouit de peu d'appui à l'interne, mais que Hindenburg préfère.

⁷⁷ Kimmich, *op. cit.*, p.164.

⁷⁸ *Ibid.*, p.166-167.

⁷⁹ Commentaires de Blomberg sur le rapport de Nadolny, 17 juin 1932, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32160, AA.

⁸⁰ Lettre de Neurath à Schleicher, 14 juillet 1932, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32161, AA.

Bien que l'*Auswärtiges Amt* réussisse à contenir la Reichswehr, il n'en demeure pas moins que désormais, l'Allemagne change de ton et s'insurge ouvertement contre les provisions de désarmement de Versailles.⁸¹ Au final, Schleicher réussit à imposer sa ligne de conduite au sein de l'*Auswärtiges Amt*.

Le ministre de la Défense convainc le cabinet de procéder avec le réarmement de la Reichswehr peu importe les résultats de la Conférence. Cette décision est prise le 12 juillet 1932.⁸² Malgré l'abandon de la politique modérée qu'avait adoptée l'Allemagne à la veille de la Conférence, on croit tout de même qu'il est nécessaire de faire reconnaître ce droit par la communauté internationale : il ne reste plus qu'à forcer sa main pour le faire reconnaître. Le Reich annonce que l'Allemagne n'est plus en mesure de coopérer avec la Conférence tant que l'égalité ne sera pas formellement reconnue.⁸³ Puisque la France continue à résister à accorder le principe d'égalité à l'Allemagne, Nadolny annonce que la délégation allemande ne prendra pas part aux délibérations si ce principe n'est pas accordé à l'Allemagne.⁸⁴ En septembre, à la veille de la réouverture des délibérations, la délégation allemande exécute ses menaces.

Le gouvernement annonce qu'aussi longtemps que ses droits contractuels à titre de membre de la SDN seront brimés, il ne croit pas possible de participer aux délibérations. Il déclare « daß ihre Mitarbeit nur möglich ist, wenn die weiteren Arbeiten der Konferenz auf der Grundlage der zweifelsfreien Anerkennung der Gleichberechtigung der Nationen erfolgen. »⁸⁵ La tactique allemande aura fonctionné.

Ayant peur des conséquences que pourrait avoir l'absence de l'Allemagne à la Conférence, les Anglais et les Français s'efforcent pour la faire retourner.⁸⁶ Une série de rencontres ont lieu en automne 1932 qui culmine avec la reconnaissance du principe

⁸¹ Kimmich, *op. cit.*, p.166.

⁸² Steiner, *op. cit.*, p.783

⁸³ Déclaration finale du gouvernement allemand, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32161, AA.

⁸⁴ Steiner, *op. cit.*, p.783-784.

⁸⁵ Déclaration finale du gouvernement allemand, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32161, AA. « La participation de l'Allemagne à la Conférence n'est possible que sur la base de la reconnaissance sans équivoque de l'égalité des nations. »

⁸⁶ Kimmich, *op. cit.*, p.168-169.

d'égalité pour l'Allemagne, annoncée le 11 décembre. La nouvelle politique d'intransigeance de Schleicher, qui entretemps a remplacé von Papen à la chancellerie⁸⁷, permet à l'Allemagne d'avoir les résultats qu'elle avait souhaité obtenir par voie modérée sous Brüning aux débuts de la Conférence.⁸⁸ En vertu du succès connu par cette inflexibilité, le gouvernement allait continuer dans cette voie. L'Allemagne ne s'arrête désormais plus à exiger la seule reconnaissance du principe d'égalité tel que prévu originellement. Elle exige désormais la réalisation pratique du droit à l'égalité dès la première convention – contrairement au plan initial visant à faire reconnaître le droit à l'égalité dans la première convention et de seulement réaliser l'égalité à partir de la deuxième.

Malgré le fait que Schleicher réussit à accomplir à Genève ce que Brüning ne put pas faire avec sa politique modérée, sa chancellerie s'avère être de courte durée. Il prend le pouvoir le 2 décembre 1932 et est remplacé par Adolf Hitler le 30 janvier 1933.⁸⁹ Hitler est hostile aux idéaux de la SDN et la voit comme un obstacle à ses ambitions expansionnistes.⁹⁰ Selon Steiner, la nomination d'Hitler à la chancellerie signifie la fin du mouvement pour le désarmement de l'entre-deux-guerres : « It was the final cut of the disarmament conference's thread, though this was not immediately apparent. »⁹¹ Hitler n'attend que la consolidation de son pouvoir avant d'aller de l'avant avec son projet de restaurer la grandeur du Reich. Entretemps, Hitler joue la carte de la modération pour pallier aux peurs de la communauté internationale.

Hitler pense nécessaire de calmer le jeu allemand notamment à cause de la tournure que prennent les négociations à Genève. La voie du refus au compromis inaugurée sous le chancelier von Papen commence à inquiéter Nadolny, toujours le chef

⁸⁷ Steiner, *op. cit.*, p.790. Sa seule victoire sur la scène internationale, qui fut de faire annuler le paiement des réparations à la Conférence de Lausanne, n'eut aucun effet sur son impopularité sur la scène nationale : *Ibid.*, p.687. Pour toutes fins pratiques, Schleicher contrôlait déjà le gouvernement sous la chancellerie de von Papen ; *Ibid.*, p.782.

⁸⁸ Kimmich, *op. cit.*, p. 172.

⁸⁹ Steiner, *op. cit.*, p.793-794.

⁹⁰ *Ibid.*, p.795. ; Kimmich, *op. cit.*, p.173.

⁹¹ *Ibid.*, p.796.

de la délégation allemande. Il argumente que compte tenu de la résistance allemande à la coopération et aux rumeurs qui courent au sujet du réarmement secret de la Reichswehr, « uns wahrscheinlich dann als Bedroher des europäischen Friedens hinstellen und mit Maßnahmen gegen uns vorgehen, die uns in Anbetracht des heutigen Kräfteverhältnisses und die in der Welt gegen uns bestehende feindliche Stimmung eine schwere Demütigung einbringen können. »⁹² Il voit donc la possibilité que l'Allemagne soit totalement isolée à la Conférence et blâmée pour son échec si elle n'appuie pas l'avant-projet anglais pour le désarmement.⁹³ Les Allemands essaient alors de calmer les peurs des autres États au sujet de leurs intentions en portant le blâme sur l'absence de progrès en matière de désarmement sur la France.

Lors de discussions confidentielles avec les représentants anglais, on accuse la France, cette « ennemie du désarmement », de saboter le désarmement.⁹⁴ De même, Nadolny se fait instruire de demeurer à Genève pour participer aux délibérations de la commission générale dans le but de ne pas donner l'impression que l'Allemagne est indifférente à ce qui s'y passe.⁹⁵ Idem en mars 1933, la délégation allemande se fait parvenir de nouvelles directives au sujet de la ligne à suivre lors des négociations dans lesquelles elle est instruite de ne procéder à aucun sabotage de la Conférence : « Die Delegation sollte keine Sabotage auf der Abrüstungskonferenz treiben. »⁹⁶ Finalement, Hitler décide de personnellement calmer les esprits en donnant le 17 mai 1933 un discours au sujet de sa politique étrangère devant le Reichstag.

⁹² Télégramme de Nadolny, 13 mai 1933, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32164, AA. « Nous risquons être perçus comme une menace à la paix européenne et on pourrait entreprendre des actions contre nous, ce qui compte tenu du rapport de force et l'hostilité existante dans le monde contre nous pourrait aboutir sur une humiliation importante. »

⁹³ Télégramme de Nadolny, 13 mai 1933, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32164, AA. ; aussi note de Nadolny sur la situation et la position allemande à la Conférence, 16 Mai 1933, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32164, AA.

⁹⁴ Télégramme de Nadolny, 12 mars 1933, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32163, AA.

⁹⁵ Télégramme de Neurath à Nadolny, 13 mai 1933, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32164, AA.

⁹⁶ Mémoire, 15 mars 1933, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32163, AA.

Hitler se positionne comme un modéré contrairement aux désirs de son ministre de la Défense, Blomberg, qui souhaite l'abandon de la SDN et le réarmement massif et immédiat de l'Allemagne, et de son ministre des Affaires étrangères Neurath qui souhaite également mettre fin à l'entreprise.⁹⁷ Hitler ne fait qu'attendre le moment opportun pour abandonner Genève. Dans son discours, il dénonce en longueur les défaillances et l'injustice des traités de paix. Toutefois, il insiste sur le fait que l'Allemagne s'engage à collaborer pour assurer la sécurité internationale pour tous les États dans l'établissement d'un désarmement équitable pour l'instaurant d'un climat sécuritaire pour tous, et particulièrement pour l'Allemagne désarmée écrasée entre deux puissances hostiles et fortement armées : la Pologne et la France.⁹⁸ Mais Hitler a bien l'intention d'abandonner la SDN. Déjà dans son discours il laisse planer le spectre du retrait allemand de la SDN advenant la continuation du traitement jugé dégradant de l'Allemagne.⁹⁹

L'intransigeance nouvelle de l'Allemagne contribue en grande partie à l'enlisement des négociations. Elle a pour effet de donner l'impression qu'il sera impossible d'arriver à un accord satisfaisant au sujet du désarmement. En mars 1933, l'optimisme que connaissait la délégation à la même période il y a une année n'est plus. La possibilité d'arriver à quelconque accord semble peu probable. En conséquence, les Allemands commencent à considérer l'éventualité d'un échec des négociations. En ce sens, deux facteurs sont pris en compte. On se questionne sur qui sera porté responsable pour les résultats lamentables de la Conférence et sur comment l'Allemagne pourra se faire accorder un droit contractuel pour réaliser ses mesures d'armement.¹⁰⁰ Puisque la presse française porte déjà le blâme sur l'Allemagne, on commence à planifier comment faire face avec la possibilité d'un échec de la conférence ou de la conclusion d'une entente défavorable au Reich. Dans le cas échéant, il est nécessaire de faire comprendre

⁹⁷ Ian Kershaw, *Hitler: A Biography*, New York, W. W. Norton & Company, 2008, p.297-298.

⁹⁸ Max Domarus, *Hitler. Speeches and Proclamations 1932-1945. The Chronicle of a Dictatorship*, vol. 1, Bolchazy-Carducci Publishers, Wauconda, 1990, p.322-334.

⁹⁹ *Ibid.*, p.333.

¹⁰⁰ Télégramme de Nadolny, 1^{er} mars 1933, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32162, AA.

que les mesures allemandes soient une conséquence compréhensible de l'échec du désarmement des États fortement armés.¹⁰¹

Lorsqu'Hitler prend vent du durcissement de la position anglaise vis-à-vis de l'Allemagne en début octobre, il décide que le moment opportun est advenu pour l'abandon de Genève par le Reich. Il pourra quitter en tant que la partie lésée de sorte à ce que la propagande du Reich puisse exploiter l'événement, ce qui témoigne d'ailleurs de l'importance continue des calculs d'opinion publique au sein du gouvernement allemand.¹⁰² Le 14 octobre 1933, l'Allemagne annonce officiellement son retrait de la SDN et de la Conférence de désarmement.

3.8 Pourquoi l'abandon de la coopération ?

L'intransigeance et l'impatience allemandes contiennent donc en elles une des germes de l'échec de la stratégie allemande. Un des objectifs du Reich était de rallier les autres pays à sa cause. Bien que l'Allemagne bénéficie d'un certain quotient de sympathie en début de conférence, l'impatience et l'inflexibilité croissante des gouvernements successifs vont miner l'effort. Au fur et à mesure que l'Allemagne se fait intransigente, les pays qui sympathisaient avec le Reich s'éloignent progressivement de lui. Tel que discuté précédemment, la Grande-Bretagne, l'Italie et les Etats-Unis appuyaient la cause allemande en début de Conférence. Toutefois, le virage à droit du gouvernement de von Papen et le brusque congédiement de Brüning a inspiré des soupçons auprès des puissances occidentales au sujet de la longévité du nouveau gouvernement.¹⁰³ De surcroît, même certains délégués allemands commencent à s'inquiéter au sujet des répercussions que pourrait avoir l'hypocrisie de l'Allemagne qui semble délibérément bloquer les négociations.¹⁰⁴ Si l'Allemagne avait réussi à isoler la France en 1932, les positions sont inversées en 1933. En conséquence, elle ne voit plus

¹⁰¹ *Ibid.*

¹⁰² Kershaw, *op. cit.* p.299-300.

¹⁰³ Kimmich, *op. cit.*, p.165.

¹⁰⁴ Lettre de Schwendemann, 7 mars 1933, Politische Abteilung II F, Abrüstung, R32163, AA.

l'intérêt de continuer à participer aux négociations. Originellement, ça ne devait pas se passer ainsi.

Nous avons vu que l'Allemagne voyait la pertinence de s'engager dans la SDN pour défendre ses intérêts nationaux. Brüning voulait faire intégrer l'Allemagne dans la future convention de désarmement. De même, les gouvernements successifs de la République de Weimar, bien que leur position devient toujours plus rigide, essaient tout de même de faire reconnaître leur droit à l'égalité au sein de l'organisme. La politique allemande fait volteface au fur et à mesure que les militaires, particulièrement Schleicher, gagnent en influence au sein des gouvernements qui se succèdent suite à la résignation de Brüning. À partir de la chancellerie de von Papen, Schleicher commence à guider la politique allemande vers une position révisionniste inébranlable qui durera jusqu'au retrait allemand de la SDN. La progression vers l'échec des pourparlers n'était donc pas aussi directe que semble le suggérer l'historiographie mettant l'accent sur l'échec de la Conférence.¹⁰⁵ En prenant pour acquis que l'Allemagne allait saboter les pourparlers, l'historiographie a donc négligé la tentative allemande d'arriver à une réelle entente au sujet de la reconnaissance des droits allemands à l'égalité et a également négligé le rôle que jouèrent les petites puissances – telles la Pologne – dans l'échec de l'entreprise.

¹⁰⁵ Steiner a notamment argumenté que le désarmement fut un « calice empoisonné » pour la SDN dans Steiner, *Lights that Failed*, p.565.

CONCLUSION

L'étude de la participation de la Pologne et de l'Allemagne à la Conférence mondiale du désarmement nous a permis de pousser les limites de l'historiographie traditionnelle dédiée à l'étude de la SDN. Nous avons vu dans l'introduction que les historiens s'étant penchés sur le sujet, tels Sally Marks et Zara Steiner se sont généralement contentés de présenter l'événement comme étant une progression linéaire vers un échec prédestiné. Or, une telle lecture fit en sorte que beaucoup de nuances furent perdues autant au sujet des événements qui ont transpiré à la Conférence, qu'au sujet du rôle que joua la SDN dans les politiques étrangères des pays membres. Dans cette étude, nous nous sommes moins concernés par l'échec des pourparlers qu'à la logique qui guida la participation allemande et polonaise à la SDN. Contrairement à ce qui s'est fait par le passé, nous avons mis l'emphasis sur leurs tentatives d'arriver à une entente au sujet du désarmement. Aborder le sujet de la sorte nous permet de mettre en lumière la volonté qu'eurent la Pologne et l'Allemagne de faire fonctionner le projet et la singulière position que détint la SDN dans leurs politiques étrangères. D'une part, nous avons vu dans les chapitres portant sur l'Allemagne et la Pologne que la progression vers l'échec s'est fait de manière erratique et beaucoup plus complexe que ce que nous serions portés à croire. D'autre part, nous avons démontré que la SDN ne détient pas une place purement secondaire dans les politiques étrangères de la Pologne et de l'Allemagne. En effet, les intérêts sécuritaires des deux pays sont intimement liés à l'organisation genevoise et ils voient pertinemment les avantages que peut leur conférer une Convention de désarmement qui leur est favorable. Ils tentent de convaincre la communauté internationale du bien-fondé de leurs positions dans le but que soit adoptée une Convention de désarmement favorable à leurs intérêts nationaux respectifs. Naturellement, il y a des contradictions inhérentes aux positions des deux pays, puisqu'ils

cherchent à réaliser des objectifs diamétralement opposés à la Conférence.¹ Bien que cela rende improbable les chances de succès de cette dernière, nous avons vu qu'il est impossible d'ignorer la SDN pour bien comprendre les enjeux de la politique étrangère des deux pays au courant de la période étudiée.

La Grande Guerre fut close par une série de traités qui non seulement ont déterminés les conditions de paix, mais ont jeté les bases d'un système international nouveau ayant pour objectif d'éviter qu'une telle catastrophe se reproduise à nouveau. Nous avons vu que la création de la SDN devait annoncer une nouvelle ère diplomatique. Suite à l'éclatement de la Première Guerre mondiale, la diplomatie traditionnelle semble déchuée. Nous constatons une importance croissante des mesures juridiques supranationales pour gérer les relations internationales et une dépendance nouvelle sur l'opinion publique internationale pour guider les décisions. Dans cette optique, fut prévu un projet de désarmement visant à réduire les forces militaires des États au strict minimum nécessaire à leur défense pour empêcher une nouvelle course aux armements. Bien que la SDN ne parvienne pas à totalement remplacer la diplomatie traditionnelle, elle réussit à trouver une place dans le système international. L'organisation offre une tribune pour gérer les affaires en lien avec les traités de paix, puisqu'elle prend en charge plusieurs mandats issus de ceux-ci. Le plus important de ces mandats est le projet de désarmement.

L'Allemagne fut désarmée avec la promesse que ces mesures allaient être généralisées. Toutefois, leur réalisation tarde. Bien qu'une commission préparatoire soit établie en décembre 1925, ce n'est qu'en février 1932 qu'eut finalement lieu la Conférence. Or, le contexte international au début des années 1930 a grandement changé. L'invasion japonaise de la Chine semble mettre en évidence les lacunes de la sécurité collective puisque les membres de la SDN ne font pratiquement rien pour arrêter l'envahisseur, et la crise économique qui trouve ses origines aux États-Unis en 1929

¹ Zara Steiner fait référence à cette réalité lorsqu'elle aborde notamment les différends au sujet du désarmement entre l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France dans *The Lights that Failed. European International History 1919-1933*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p.565-566.

donne lieu à un retranchement sur des positions nationalistes de tous les membres de la SDN. Lorsqu'ouvre la Conférence, l'atmosphère n'est donc plus propice à la coopération. Assiégée de toutes parts, la SDN a une dernière chance pour démontrer la viabilité du système de sécurité collective. Contrairement aux études classiques qui démontrent l'inévitabilité de l'échec, nous nous sommes plutôt concentrés sur le fait que la Pologne et l'Allemagne se préparent minutieusement pour assurer le succès de l'entreprise et pour sécuriser une entente sur le désarmement qui leur serait favorable.

Dans un premier temps, nous avons démontré que la Pologne est loin d'être passive face à ce qui se passe aux délibérations. Cette dernière s'est engagée dans la SDN dans l'espoir de pouvoir bloquer les tendances révisionnistes de l'Allemagne et de conserver la protection que lui conférait le traité de Versailles à l'encontre de sa voisine germanique. Dans cette optique, elle est grandement intéressée par la Conférence et se prépare longuement pour y participer. Elle suit activement les pourparlers sur le désarmement dans l'espoir de pouvoir bloquer les revendications aux droits à la parité militaire du Reich qui lui fut enlevée à Versailles. À l'ouverture des négociations, elle tente d'user du cadre spécifique offert par la SDN pour convaincre la communauté internationale de la nécessité de maintenir le *statu quo* de Versailles, et ce, malgré la nature utopique du projet. C'est dans cet objectif qu'elle monte notamment tout un programme visant à institutionnaliser l'antirévisionnisme du pays dans la forme du projet de désarmement moral.

Le MSZ ne commence à abandonner sa politique de bonne coopération avec l'organisme que lorsque les Grandes puissances se mettent à passer outre des organes de l'organisme pour imposer des révisions sans vouloir toutefois les remplacer par quelconques nouvelles garanties sécuritaires pour la Pologne. La mollesse de la France dans sa résistance aux pressions allemandes et les actions concertées des Grandes puissances qui souhaitent apaiser le Reich et finissent reconnaître le droit allemand ont pour résultat que les Polonais commencent à douter de la pertinence et de la viabilité du système de sécurité collective. Ils tentent alors d'assurer leur sécurité par d'autres voies. C'est ainsi que le MSZ cherche à assurer sa sécurité en dehors du cadre offert par la SDN

et signe des ententes bilatérales directement avec ses voisins. C'est dans le cadre de l'abandon de la SDN que la Pologne signe un pacte de non-agression avec l'URSS et avec l'Allemagne suite à son retrait de l'organisme. Bien que l'Allemagne soit dans une situation domestique et internationale grandement différente de la Pologne, la logique de sa participation à la SDN est quelque peu similaire.

L'Allemagne s'engage à démontrer au sein de la Conférence la nécessité du contraire de ce que souhaite la Pologne. Elle veut modifier le *statu quo* de Versailles en matière d'armements, pour éventuellement mener à bien les autres clauses discriminatoires du traité, notamment en matière de réparations et de frontières. La Conférence doit présenter une première étape dans la restauration éventuelle de la dignité allemande et de sa puissance militaire. Les Allemands tentent de convaincre les pays représentés à la Conférence de la nécessité de reconnaître l'égalité des droits allemands en ce qui concerne son armée. Compte tenu de la pression interne que connaît le gouvernement allemand, il doit pouvoir donner satisfaction aux Allemands pour assurer la bonne conduite du pays sur la scène internationale et le respect des ententes existantes. Pour ce faire, la SDN a l'obligation de réaliser ses propres promesses. L'Allemagne fut désarmée après la Grande Guerre avec la promesse qu'un désarmement généralisé allait suivre. La Conférence a donc pour mission l'accomplissement de ce désarmement, faute de quoi l'organisme perdra toute légitimité à leurs yeux. Les contradictions qui existent entre le fait que la SDN promet égalité à tous ses membres, mais en même temps continue le traitement discriminatoire de l'Allemagne, n'échappe pas aux autorités allemandes. Ceci étant dit, tous les gouvernements du Reich qui se succèdent à l'époque voient les avantages que pourraient conférer la reconnaissance légale de leur droit à la parité militaire et essaient de le faire au sein de la SDN.

Bien que les deux États souhaitent défendre leurs intérêts au sein du cadre de la SDN, il devient rapidement évident que l'organisme ne pourra pas leur donner pleine satisfaction. Lorsqu'il devient clair que la France ne va pas défendre à tout prix le désarmement de l'Allemagne et qu'elle arrive à compromis à ce sujet sans consulter son alliée slave, la Pologne s'inquiète. Lorsque la Conférence semble prendre une tournure

vers un Concert européen modifié par le fait que le droit à l'égalité allemande est reconnu par les Grandes puissances sans passer par la SDN, elle décide de trouver des alternatives au système de sécurité collective. Lorsque l'Allemagne quitte la SDN, la Pologne voit une opportunité pour entreprendre des négociations bilatérales pour assurer le futur du pays. Elle réalisera ainsi ses objectifs sécuritaires en dehors du cadre offert par Genève.

De même, l'Allemagne finit par abandonner sa politique de bonne coopération avec la SDN. Contrairement à la Pologne qui connaît une certaine stabilité politique interne, le gouvernement allemand doit composer avec une forte opposition au sein du pays même, autant dans la forme des partis politiques d'opposition que dans l'armée qui essaie d'imposer son programme de réarmement au plus vite. Déjà avant la montée au pouvoir d'Hitler, le gouvernement du Reich prend une tournure ultraconservatrice lorsque Brüning tombe et est remplacé par von Papen. Le ministre de la Défense Schleicher impose une ligne rigide aux délégués allemand qui refusent désormais de coopérer à la Conférence aussi longtemps que le droit allemand à l'égalité ne sera pas reconnu. Cette politique marche pour un temps, mais a pour résultat de faire perdre à l'Allemagne le quotient de sympathie qu'elle avait accumulé en début de Conférence. Lorsqu'il devient clair que l'Allemagne ne se fera pas reconnaître dans les délais de la Conférence le droit à la parité militaire effective, Hitler prend la décision en début octobre 1933 d'abandonner carrément la Conférence et la SDN pour imposer son programme unilatéralement.

L'étude plus poussée de la participation polonaise et allemande à la Conférence nous a donc permis de donner une version plus complète de l'échec genevois. Loin d'être indifférents au projet, les deux pays tentèrent de faire valoir leurs intérêts au sein de l'organisme jusqu'au retrait allemand sous Hitler. Cette approche nous a permis de mettre en lumière le fait que la SDN détient une place plus importante dans les politiques étrangères des deux pays que nous sommes généralement portés à le croire, notamment en ce qui concerne les mandats qu'elle a hérité des traités de paix. Il serait intéressant de pousser ces considérations plus loin.

L'étude de la place que détenait la SDN et la sécurité collective dans les politiques étrangères des pays membres pourrait être abordée de façon plus transversale, notamment en abordant la question sur une période plus longue que nous l'avons fait et en incluant davantage de pays. Dans son étude sur la défense des droits des minorités juives dans l'entre-deux-guerres, Carole Fink démontre la pertinence d'une analyse plus transversale pour bien cerner le rôle de la SDN dans les relations interétatiques. Elle fait ressortir à quel point les « dimensions politiques, économiques et sociales »² de la question s'entrecroisent et ce, en couvrant autant les forces et les faiblesses de la SDN, que le rôle des Grandes et des Petites puissances. Fink prend pour objet d'étude les Juifs dans le but de mesurer l'efficacité des mesures de protection en question. Pour y parvenir, elle procède à une analyse globale de son sujet, qu'elle aborde sous toutes ses facettes : les politiques des Grandes et des Petites puissances, les groupes de pression des minorités, la part jouée par la SDN, les enjeux sociopolitiques et économiques sont tous abordés pour donner une véritable vue d'ensemble de la question des droits des minorités. Une telle approche pourrait facilement s'appliquer à l'étude de la sécurité collective sous l'égide de la SDN. À l'époque, la sécurité collective est également un facteur nouveau dans les relations internationales. De même, tout comme les mesures de respect des droits des minorités, sa réalisation est imparfaite et reçue de façon assez mitigée en Europe. Il serait donc pertinent d'entreprendre une étude couvrant l'évolution de la sécurité collective au courant de l'entre-deux-guerres autant du point de vue de ses détracteurs, que de ses partisans. Il serait notamment pertinent d'étudier la place de l'opinion publique dans les calculs des pays concernés tel que nous l'avons brièvement fait dans ce travail. Peut-être pourrions-nous ainsi approfondir nos connaissances au sujet du rôle qu'elle joua dans le système international à l'époque.

² Carole Fink, *Defending the Rights of Others: The Great Powers, the Jews, and International Minority Protection, 1878-1938*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, p. xix.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES SPÉCIALISÉS

- BARROS, James, *The League of Nations and the Great Powers: The Greek-Bulgarian incident, 1925*, Oxford, Clarendon Press, 1970, 143p.
- BEDINER, Elmer, *A Time of Angels : The Tragicomic History of the League of Nations*, New York, Alfred A. Knopf, 1975, 441p.
- BIREBENT, Christian, *Les relations internationales de 1919–1939 : la paix impossible?*, Paris, Ellipses, 2009, 336p.
- _____, *Militants de la paix et de la SDN : les mouvements de soutien à la Société des nations en France et au Royaume-Uni, 1918-1925*, Paris, Harmattan, 2007, 373p.
- BZEZIŃSKI, Andrzej Maciej, *Warszawa - Paryż - Genewa. Sojusz Polsko-francuski a Problem Rozbrojenia w dwudziestoleciu międzywojennym (1919-1937)*, Wydawnictwo Uniwersytetu Łódzkiego, Łódź, 1996, 177p.
- CASELLA, Alessandro, *Le conflit sino-japonais de 1937 et la Société des Nations*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1968, 150p.
- CLARK, Ian, *Legitimacy in International Society*, Oxford, Oxford University Press, 2005, 278p.
- COHRS, Patrick O., *The Unfinished Peace after World War 1 America, Britain and the Stabilization of Europe, 1919-1932*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, 693p.
- COOPER, Sandi, *Patriotic Pacifism. Waging War on War in Europe, 1815-1914*, New York, Oxford University Press, 1991, 336p.
- DARWIN, John, *The Empire Project: The Rise and Fall of the British World-System 1830-1970*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, 800p.
- DESSBERG, Frédéric, *Le triangle impossible: Les relations franco-soviétiques et le facteur polonaise dans les questions de sécurité en Europe (1924-1935)*, Bruxelles, Peter Lang, 2009, 440p.
- DEXTER, Byron, *The Years of Opportunity: The League of Nations, 1920-26*, New York, The Viking Press, 1967, 264p.

- EVANS, Richard J., *The Coming of the Third Reich*, New York, The Penguin Press, 2004, 622p.
- _____, *The Third Reich in Power, 1933-1939*, New York, The Penguin Press, 2005, 941p.
- FARYS, Janusz, *Koncepcje polskiej polityki zagranicznej 1918.1939*, Warszawa, Książka i Wiedza, 1981, 415p.
- FEUCHTWANGER, E. J., *From Weimar to Hitler, Germany, 1918-1933*, Houndmills, Macmillan Press, 1993, 376p.
- FINK, Carole, *Defending the Rights of Others: The Great Powers, the Jews, and International Minority Protection, 1878-1938*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, 420p.
- FRENTZ, Christian Raitz von, *A Lesson Forgotten: Minority Protection under the League of Nations: The Case of the German Minority in Poland, 1920-1934*, New York, St. Martin's Press, 1999, 290p.
- GARLICKI, Andrzej, *Piękne lata trzydzieste*, Warszawa, Prószyński i S-ka, 2008, 285p.
- GIRAULT, René et Robert FRANK, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, Paris, Éditions Payot & Rivages 2004, 513p.
- HAIG, R. H., D. S. MORRIS et A. R. PETERS, *Soviet Foreign Policy, The League of Nations and Europe, 1917-1939*, Totowa, Barnes & Noble Books, 1986, 138p.
- JOYCE, James Avery, *Broken Star: The Story of the League of Nations (1919-1939)*, Swansea, Christopher Davies, 1978, 231p.
- KARSKI, Jan, *The Great Powers and Poland 1919-1945: From Versailles to Yalta*, University Press of America, Lanham, 1985, 697p.
- KERSAW, Ian, *Hitler: A Biography*, New York, W. W. Norton & Company, 2008, 1030p.
- KIMMICH, Christoph M., *Germany and the League of Nations*, Chicago, The University of Chicago Press, 1976, 266p.
- KITCHING, Carolyn J., *Britain and the Geneva Disarmament Conference : A Study in International History*, New York, Palgrave Macmillan, 2003, 230p.

- KNOCK, Thomas J., *To End All Wars: Woodrow Wilson and the Quest for a New World Order*, Princeton, Princeton University Press, 1992, 381p.
- KORNAT, Marek, *Polityka Równowagi 1934-1939: Polska między Wschodem a Zachodem*, Wydawnictwo, Kraków, ARCANA, 2007, 499p.
- KOSKENNIEMI, Martti, *The Gentle Civilizer of Nations: The Rise and Fall of International Law, 1870-1960*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, 569p.
- KRASUSKI, Jerzy, *Stosunki polsko-niemieckie, 1919-1932*, Poznań, Instytut Zachodni, 1975, 467p.
- KRÜGER, Peter, *Die Aussenpolitik der Republik von Weimar*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1985, 605p.
- LECZYK, Marian, *Polska i Sąsiedzi: Stosunki Wojskowe: 1921-1939*, Białystok, Wydawnictwo Filii Uniwersytetu Warszawskiego, 1997, 440p.
- MACMILLAN, Margaret, *Paris 1919. Six Months that Changed the World*, New York, Random House, 2002, 570p.
- MANELA, Erez, *The Wilsonian Moment: Self-Determination and the International Origins of Anticolonial Nationalism*, Oxford, Oxford University Press, 2007, 331p.
- MANGONE, Gerard J., *A Short History of International Organization*, New York, McGraw-Hill, 1954, 326p.
- MARKS, Sally, *The Illusion of Peace: International Relations in Europe, 1918-1933*, Londres, Macmillan Press, 2003, 214p.
- MATERSKI, Wojciech, *Na widcie, II Rzeczpospolita wobec Sowietów 1918-1943*, Warszawa, RYTM, 2005, 772p.
- MAZOWER, Mark, *No Enchanted Palace : The End of Empire and the Ideological Origins of the United Nations*, Princeton, Princeton University Press, 2009, 236p.
- MICHOWICZ, Waldemar, *Genewska Konferencja Rozbrojeniowa 1932-1937 a dyplomacja polska*, Łódź, Wydawnictwo Łódzkie, 1989, 512p.
- MILZA, Pierre, *Les relations internationales de 1918 à 1939*, Paris, Armand Colin, 2003, 236p.

- MOMMSEN, Hans, *The Rise and Fall of Weimar Democracy*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1996, 604p.
- NOEL-BAKER, Philip, *The First World Disarmament Conference 1932-33 and why it Failed*, Oxford, Pergamon Press, 1979, 147p.
- NORTHEGE, F. S., *The League of Nations: its Life and Times, 1920-1946*, New York, Holmes & Meier, 1986, 342p.
- OSTROWER, Gary B., *Collective Insecurity: The United States and the League of Nations during the Early Thirties*, Lewisburg, Bucknell UP, 1979, 287p.
- RENOLIET, Jean-Jacques, *L'UNESCO oubliée: La Société des Nations et la coopération intellectuelle (1919-1946)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, 352p.
- RIEKHOFF, Harald von, *German-Polish Relations 1919-1933*, Baltimore, Johns Hopkins Press, 1971, 421p.
- SCOTT, George, *The Rise and Fall of the League of Nations*, Londres, Hutchinson & Co, 1973, 432p.
- SKRAN, Claudena M., *Refugees in Inter-War Europe: The Emergence of A Regime*, Oxford, Clarendon Press, 1994, 324p.
- STEINER, Zara, *The Lights that Failed. European International History 1919-1933*, Oxford, Oxford University Press, 2005, 938p.
- _____, *The Triumph of the Dark. European International History 1933-1939*, Oxford, Oxford University Press, 2011, 1222p.
- STONE, Ralph, *The Irreconcilables: The Fight Against the League of Nations*, Lexington, UP of Kentucky, 1970, 208p.
- VAÏSSE, Maurice, *Sécurité d'abord. La politique française en matière de désarmement, 9 décembre 1930 - 17 mai 1934*, Paris, Pédone, 1981, 653p.
- WALTERS, F. P., *A History of the League of Nations*, New York, Oxford University Press, 1960, 833p.
- WANDY CZ, Piotr, *The Twilight of French Eastern Alliances 1926-36: French-Czechoslovak-Polish Relations from Locarno to the Remilitarization of the Rhineland*, Princeton, Princeton UP, 1988, 537p.

_____, Piotr, *Z Piłsudskim i Sikorskim, August Zaleski, Minister spraw zagranicznych w latach 1926-1932 i 1939-1941*, Warszawa, Wydawnictwo Sejmowe, 1999, 262p.

WINTZER, Joachim, *Deutschland und der Völkerbund, 1918-1926*, Paderborn, Ferdinand Schöningh Verlag, 2006, 634p.

WRIGHT, Jonathan, *Gustav Stresemann, Weimar's Greatest Statesman*, Oxford, Oxford University Press, 2002, 569p.

ZACHARIAS, Michał Jerzy, *Polska wobec zmian w układzie sił politycznych w Europie w latach 1932-1936*, Wrocław, Ossolineum, 1981, 300p.

ŻERKO, Stanisław, *Niemiecka polityka zagraniczna 1933-1939*, Instytut Zachodni, Poznań, 2005, 500p.

ARTICLES SPÉCIALISÉS

Acta Universitatis Lodzensis, Folia Historica, No. 42, « Polska wobec problemu rozbrojenia w okresie międzynarodowym », Wydawnictwo Uniwersytetu Łódzkiego, Łódź, 1991, 205p.

CLAVIN, Patricia et Jens-Wilhelm WESSELS, « Transnationalism and the League of Nations: Understanding the Work of its Economic and Financial Organization », *Contemporary European History*, vol. 14, no. 4 (2005), p.465-492.

EGERTON, George W., « Collective Security as Political Myth: Liberal Internationalism and the League of Nations in Politics and History », *The International History Review*, vol. 5, no. 4 (Novembre 1983), p.496-524.

FINK, Carole, « Defender of Minorities: Germany in the League of Nations, 1926-1933 », *Central European History*, Vol. 5, No. 4 (Déc. 1972), p.330-357.

_____, « Minority Rights as an International Question », *Contemporary European History*, Vol. 9, No. 3, Theme Issue: Reflections on the Twentieth Century (Nov.,2000), p.385-400.

GHEBALI, Victor-Yves, « La gestion des conflits internationaux par la Société des Nations: Rétrospective critique », *Études internationales*, vol. 31, no. 4, 2000, p.675-690.

- GRAY, William Glenn, « What did the League do, exactly? », *International History Spotlight*, No. 1, publié par H-Diplo le 16 juillet 2007, p.1-12. <<http://www.h-net.org/~diplo/IHS/PDF/IHS2007-1-Gray.pdf>> (28 février 2012).
- HERMON, Elly, « Le désarmement moral en tant que facteur dans les relations internationales pendant l'entre-deux-guerres », *Historical Papers*, vol. 22, no. 1, 1987, p.198-211.
- JACKSON, Peter, « French Security and a British 'Continental Commitment' after the First World War: a Reassessment », *English Historical Review*, vol. CXXVI, no. 519 (2011), p.345-385.
- KRASUSKI, Jerzy, « Rola Ligi Narodow w kształtowaniu stosunkow polsko-niemieckich 1919-1939 », dans *Problem Polsko Niemiecki w Traktacie Wersalskim*, ouvrage coll., Poznań, Instytut Zachodni, 1963, p.553-630.
- MAZOWER, Mark, « Minorities and the League of Nations in Interwar Europe », *Daedalus*, Vol. 126, No. 2, Human Diversity (Spring, 1997), p.47-63
- , « The Strange Triumph of Human Rights, 1933-1950 », *The Historical Journal*, Vol. 47, No. 2 (Jun., 2004), p.379-398.
- MICHOWICZ, Waldemar, « Wystąpienie Niemiec Hitlerowskich z Konferencji Rozbrojeniowej i Ligi Narodów », dans *Acta Universitatis Lodzensis - Zeszyty Naukowe Uniwersytetu Łódzkiego Nauki Humanistyczno-Społeczne*, Seria I, zeszyt 3, Łódź 1976, p.43-85.
- PEDERSEN, Susan, « Back to the League of Nations », *The American Historical Review*, vol. 112, no. 4 (oct. 2007), p.1091-1117.
- , « The Meaning of the Mandates System : An Argument », *Geschichte und Gesellschaft*, Vol. 32, no. 4 (2006), p.560-582.
- SCHROEDER, Paul W., « The Lights That Failed, and Those Never Lit », *The International History Review*, vol. 28, no. 1 (mars, 2006), p.119-126.
- STONE, David R., « Imperialism and Sovereignty: The League of Nations' Drive to Control the Global Arms Trade », *Journal of Contemporary History*, vol. 35, no. 2 (avril 2000), p.213-230.
- STROMBERG, Roland N., « Uncertainties and Obscurities about the League of Nations », *Journal of the History of Ideas*, vol. 33, no. 1 (jan.-mar., 1972), p.139-154.

WOJCIECHOWSKI, Marian, "Polska i Niemcy na przełomie lat 1932-1933", *Roczniki Historyczne*, Rocznik XXIX, Poznań 1963, p.105-180.

ZACHARIAS, Michał Jerzy, « Józef Beck i "Polityka Równowagi" », *Dzieje Najnowsze*, Warszawa, Polska Akademia Nauk - Instytut Historii, Nr 2, 1988, Rocznik XX, p.3-37.

AUTRES TYPES DE SOURCES

Sources primaires

Allemagne

Berlin

Auswärtiges Amt (AA)

Büro des Reichsministers

Büro des Staatssekretärs

Politische Abteilung II

Referat Völkerbund

Pologne

Varsovie

Archiwum Akt Nowych (AAN)

Ministerstwo Spraw Zagranicznych (MSZ)

Ambasada RP w Berlinie

Ambasada RP w Londynie

Ambasada RP w Waszyngtonie

Sztab Główny

Centralne Archiwum Wojskowe (CAW)

Oddział II Sztabu Głównego

Sources imprimées

HITLER, Adolf, *Speeches and proclamations, 1932-1945: the chronicle of a dictatorship*, édité par Max Domarus, Wauconda, Bolchazy-Carducci, 1990, 4 vol.

The Treaty of peace between the Allied and associated powers and Germany, and other treaty engagements, signed at Versailles, June 28th, 1919: together with the reply of the Allied and associated powers to the observations of the German delegation on the conditions of peace, Londres, H.M. Stationary Office, 1920, 310p.